

Silence

N°341
Décembre
2006
4 €
6 FS

S!ilence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Nord-Sud

Déchets-cadeaux

Paris

Le petit Ney

La petite Rockette

Commerce équitable

**Pratique
néo-coloniale ?**

**Décroissance
et santé**



Décroissance et santé

La santé à besoin d'une contre-révolution	4
<i>d'Eric Ledru</i>	
Sortir de l'industrie de la maladie	9
<i>de Serge Mongeau</i>	
La place des médecines alternatives	11
<i>de Cecile Baudet</i>	
Manque de pérole ?	
Une chance pour l'humanité	15
<i>de Dominique Belpomme</i>	

Paris reportages de de Camille Clochon

Alternatives	
Le Petit Ney, un café littéraire et populaire parisien	22
La petite Rockette	25
Les petits vélos de Maurice	27

Paix	
La non-violence au service de l'accompagnement protecteur	33
<i>d'Elsa Joyeux-Bouillon</i>	

Commerce équitable	
Pratique néo-coloniale ou extension de la mondialisation ?	36
<i>de Daniel Julien</i>	

Nord/Sud	
Déchets-cadeaux	41
<i>d'Odile Tobner</i>	

Vivre ensemble	
Un éco-village dans le Jura suisse	44
<i>de Michel Bernard</i>	

Brèves

16 Santé	42 Société
18 Alternatives	43 Femmes
29 Environnement	46 Politique
31 Paix	47 Annonces
34 Nucléaire	48 Courrier
35 Energies	51 Livres
40 Nord-Sud	

Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découvrir-
te pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous
bénéficiez de votre réabonnement gratuit
pour un an (40 €).

Devenons des médias alternatifs

Le guide des médias alternatifs vient de paraître aux éditions du *P'tit gavroche*. Les lecteurs de *Silence* retrouveront en début d'ouvrage une première partie "Créons des médias alternatifs" qui est le dossier réactualisé paru en février 2006, puis sur une cinquantaine de pages, des aspects du fonctionnement d'une dizaine de médias. Ensuite, sur deux cents pages, une liste conséquente de plusieurs centaines de titres avec un classement thématique. Enfin, en conclusion, quelques textes qui circulent actuellement pour une meilleure reconnaissance des médias différents. *Silence* diffuse cet ouvrage en remplacement de son ancienne liste de médias. L'ensemble de 370 pages est vendu pour le modeste prix de 10 € (+ 3 € de port), voir bon de commande en avant-dernière page.

Région Centre

Si vous êtes lecteurs ou lectrices de la région Centre, c'est le moment de vous mobiliser pour alimenter nos recherches pour un numéro

sur les alternatives dans votre région. Ce sera l'objet du numéro d'été 2007, mais les recherches démarrent maintenant. Envoyez-nous des adresses, des tracts de présentation, des dépliants... afin que nous puissions organiser une tournée de reportages au mois de février.

Prochains régionaux

Alors que nous continuons la parution d'articles sur **Paris**, nous sommes en train de boucler le numéro sur le **Var** et les **Alpes-Maritimes** (numéro de janvier 2007). Le suivant sera consacré à la région **Centre** (été 2007) puis le rythme s'accélénera avec **Hautes-Pyrénées et Gers** (décembre 2007), puis cela devrait être la **Lorraine** (avril 2008), puis les **Savoies** (été 2008), puis la **Seine-Saint-Denis** (décembre 2008). Outre ces numéros régionaux, nous devrions avoir également des reportages sur d'anciennes régions qui seront revisitées par l'équipe du *P'tit Gavroche* et qui réactualiseront sous forme de guide d'anciens numéros régionaux de *Silence*. Premières régions revisitées : la **Bretagne** et le **Rhône**.

Gratuit en prison

Les prisonniers qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue. Une manière pour nous de protester contre cette institution.

Reprise des expéditions !

Il y a deux ans, avec 8500 exemplaires à expédier chaque mois, nous renoncions à faire nous-mêmes l'expédition, celle-ci étant devenue trop complexe à gérer dans nos locaux et demandant trop d'heures de travail à des bénévoles. Cela devenait trop l'usine ! Nous avons alors délégué cette expédition à un atelier protégé... Si concrètement, ce nouveau mode d'expédition ne pose pas de problème, il a par contre supprimé un mode de rencontre entre *Silence* et ses lecteurs. Nous avons essayé

de remplacer cela par des débats, mais cela ne correspondait pas à la même relation entre les bénévoles. Donc, après négociation avec l'atelier protégé, nous avons décidé de reprendre une partie de l'expédition : nous gérons seulement les points de vente et la mise sous bande de 2000 exemplaires... ce qui doit nous permettre d'avoir des séances d'expédition relativement courtes et conviviales. Première nouvelle expédition **le jeudi 7 décembre à 17 h**, suivi d'un repas à 20 h et d'une visite de la ville (Lyon inaugurant ce soir-là la fête des Lumières, à découvrir si vous n'êtes pas Lyonnais : des installations artistiques dans la ville sur le thème de la lumière).

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer :

- 1) Vous pouvez venir au comité de lecture réunion dans les locaux de *S!lence*.
- 2) Vous pouvez envoyer des brèves jusqu'au :

Janvier	n° 342	samedi 18 novembre à 14 h	mercredi 22 novembre à 12h
Février	n° 343	samedi 16 décembre à 14 h	mercredi 3 janvier à 12h
Mars	n° 344	samedi 27 janvier à 14 h	mercredi 31 janvier à 12h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 25 octobre 2006.

Bulletin d'abonnement page 55





DESSACTIONS POUR FAIRE
PUER LA CORÉE DU NORD



LA CORSE INFESTÉE DE MOUTINES



LE PRÉSIDENT ISRAËLIEN
ACCUSÉ DE VIOL



LES USA PRÉVOYENT LE CAP
DES 300 MILLIONS D'HABITANTS



La maladie... mais c'est bon pour la croissance !

L'acupuncture ou l'homéopathie ne cessent d'être décriées par les médecins allopathes ! Ainsi la récente initiative gouvernementale visant à cesser de rembourser l'homéopathie (1) pourrait caractériser à elle seule la bêtise et l'impasse de "notre" approche de la santé.

Pour pallier le trou de la Sécu, l'homéopathie, qui représente 0,8% de la totalité des médicaments remboursés en France — ce qui ne coûte pas cher et prévient de maux plus graves — serait ainsi bannie du système de soins ? Et cette absurdité, même comptable, videra encore un peu plus ce qui reste d'égalité et de liberté face à la maladie et au libre choix des soins.

Il n'est pas surprenant que l'Occident industrialisé se soit progressivement doté d'une médecine marchande et chimique réduisant le corps humain à une machine. Le fait d'en changer des pièces, d'y injecter des produits chimiques permet déjà d'en faire un gigantesque marché où tout le vivant est privatisé, où le Sud est une nouvelle fois spolié et où chaque être humain est, là encore, forcé d'abandonner son corps et son autonomie (2) aux spécialistes et autres marchands. Et, du même coup, l'énorme tromperie d'un tel processus tient en ce que les maladies de l'Homme sont alors coupées de la maladie du monde, de sa dévastation générale jusqu'à sa "marche" absurde.

De toute façon, comme pour une marée noire ou une catastrophe industrielle, c'est économiquement bon. Alors, allons-nous longtemps user d'une *politique de maladie* appelée politique de santé ?

Matthieu Barbaroux ■

(1) Le taux de prise en charge de la Sécurité sociale passerait de 65 % à 35 %. Infos et pétition auprès de SNMHF, 79, rue de Tocqueville, 75017 Paris, tél : 01 44 29 01 31, www.snmhf.org.

(2) Le Savoir en herbe: autrefois la plante et l'enfant, Alain Renaux, Presses du Languedoc, 1998.

A photograph showing a man in a plaid shirt holding a metal scale to weigh a young child. The child is crying and appears to be in pain. The scene is set inside a traditional thatched hut. Other people are visible in the background, including a woman in a pink headscarf and a man in a light blue shirt. The overall atmosphere is one of hardship and suffering.

La santé a besoin d'une contre-révolution

Décroissance dirigée, développement social, simplicité volontaire, autolimitation de la consommation : autant de concepts qui émergent timidement aujourd'hui, encore noyés par les médias, mais portés par une inéluctable lame de fond. Voies de libération de la dépendance politique à un concept hégémonique, réponses à l'emprise des lobbies sur notre pensée et notre agir ? Sans doute, mais il s'agit certainement d'abord, en dépassant ces concepts idéologiques, de redéfinir les règles de fonctionnement de notre société confrontée à ses inquiétudes sur sa capacité à la croissance, débat dans lequel l'épuisement annoncé des réserves de ressources énergétiques agit aujourd'hui en révélateur. Mais qu'en penser dans le domaine de la santé de nos concitoyens ? L'organisation du système sanitaire peut-elle être repensée en des termes semblables, devant l'augmentation inéluctable du coût des techniques de soins, les ressources limitées des caisses d'assurance maladie, l'augmentation de la durée de vie, l'impact de la société de consommation sur la santé ? Certes l'économie de la santé n'en est pas à ses balbutiements, mais l'art de répartir des ressources par définition limitées à des besoins qui, eux, paraissent illimités est certainement soumis ici, plus qu'ailleurs, à des impératifs éthiques et moraux.

La prévention est peut-être l'arme que le pauvre a forgée pour le riche

Je voudrais ici proposer quelques pistes et tenter de convaincre que "décroissance raisonnée" et "développement sanitaire" ne sont pas antagonistes. Je voudrais ici m'insurger contre une inégalité paradoxale qui fait qu'actuellement l'éducation pour la santé et la médecine préventive sont considérées comme des programmes sanitaires nécessaires et adaptées aux seules populations précaires au Nord et aux habitants des pays du Sud, alors qu'elles devraient être mises également à la disposition de nos classes favorisées : la santé a besoin d'une contre-révolution ! La prévention est peut-être l'arme que le pauvre a forgée pour le riche, nous devons l'accepter et l'utiliser.

Certes, les soins de santé primaire (SSP) sont toujours entachés d'une image de "médecine aux pieds nus, peut-être nécessaire là-bas, archaïque ici". En

Une décroissance raisonnée des dépenses de santé peut s'appuyer sur la revalorisation et la fédération des compétences en médecine préventive : la prévention n'est pas l'apanage des précaires.



Assistance humanitaire au Darfour (Soudan).

témoigne la trop timide percée en France des médicaments génériques, une des initiatives de ces soins de santé primaire. Certes, cette médecine "*a minima*" décrétée à Alma Ata en 1978 pour les pays en développement a eu des insuffisances et des échecs, du fait d'une trop faible médicalisation, mais ce n'est pas leur volet préventif qui est remis en cause. Certes, l'image d'une médecine différente, infectieuse et liée à l'hygiène "là-bas", maladies cardio-vasculaires et cancers nécessitant des plateaux techniques sophistiqués "ici", persiste. Or le monde sanitaire lui aussi devient un village, les maladies infectieuses, on le sait maintenant, redeviennent cosmopolites, les maladies

métaboliques – obésité, diabète, hypertension – se rencontrent maintenant aussi bien à Dakar ou Oulan-Bator qu'à Londres ou New York. Les malades du monde deviennent plus précaires qu'exotiques, et les nantis sont exposés aux maladies émergentes. Rien ne justifie plus une médecine à deux vitesses à l'échelle planétaire. Il faut redécouvrir la nécessaire symbiose des volets curatifs, préventifs et éducationnels dans le champ de la santé, l'utilisation de méthodes de soins parfois simples mais toujours scientifiquement validées, accessibles à toute la communauté, et avec la pleine participation de cette dernière.

Un décès sur deux peut être évité par des mesures de prévention

Chez nous, les indispensables économies en matière de santé se déclinent, pour une grande part, au niveau régional. Les SROS (schémas régionaux d'organisation des soins) sont maintenant en place et gèrent par des plans quinquennaux, selon des objectifs quantifiés par territoires de santé, le développement sanitaire des régions (lits hospitaliers, plateaux spécialisés, équipement, etc.). Mais la médecine préventive est quasiment absente de ces schémas régionaux. Et là il y a antagonisme, non-sens, impasse : la finalité des SROS est de coordonner les ressources d'une région et de rentabiliser au maximum une offre de soins contrôlée. Mais quel peut être le succès de cette stratégie à moyen terme si la demande de soins, elle, n'est pas également régulée ?

Or la seule façon de diminuer la demande de soins, sauf mise à l'écart des malades précaires d'une part, et confinement des patients riches dans des circuits privés autonomes d'autre part, est l'accès de toute la population à une médecine de prévention.

Au moins un décès sur deux peut être évité par des mesures de prévention, tout particulièrement dans le domaine des maladies cardio-vasculaires (première cause de décès des adultes à l'échelle mondiale) et des cancers. Les SROS ne sont pas viables sans la mise en place simultanée du volet préventif de l'organisation des soins, les SREPS (schémas régionaux d'éducation pour la santé). A ce jour, quelques SREPS embryonnaires tentent d'exister, mais ils ne sont quasiment pas budgétisés. Seule une politique de prévention ciblée sur les populations les plus précaires tend à s'organiser, au travers des PRAPS (programmes pour l'accès à la prévention et aux soins), renforçant de plus dans le grand public la

notion trompeuse de prévention en tant que branche de la médecine adaptée pour les pauvres.

Cette absence de programme coordonné de prévention tout public condamne ainsi à moyenne échéance la régulation de la demande de soins, et donc l'avenir financier de notre système de couverture sociale. Sauf à accepter (ou imposer, comme le font insidieusement les politiques libérales) un système de couverture sociale non pas à deux vitesses mais à trois catégories, comme cela se dessine déjà nettement : consultations précaires, dispensaires et urgences hospitalières d'une part, système de droit commun (médecine de ville conventionnée et établissements hospitaliers à but non lucratif) d'autre part, et en haut de la pyramide sociale, soins accessibles aux privilégiés pouvant supporter des coûts non remboursés par l'assurance-maladie (secteur libéral hors convention, établissements privés à but lucratif).

Les analyses lucides d'Ivan Illich

Dans les années 70, Ivan Illich livrait à une analyse lucide de causes du mal-vivre de notre société, avec *Déscolariser la société* (maladroitement traduit par *Une Société sans école*), *Energie et équité*, *La Convivialité ou Némésis médicale*.

D'où vient que ces textes n'ont pas pris en ride ? Sans doute de ce que l'analyse qui les sous-tend va bien au-delà des effets de mode et touche aux véritables fondements. Voici quelques extraits de *Némésis médicale* (1), pour le plaisir et pour l'action, car "les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences. Une idée qui vole de cerveau en cerveau devient une force d'action irrésistible qui transforme la réalité" (2).

Introduction

"La médicalisation de la vie est malsaine pour trois raisons : au-delà d'un certain niveau, l'intervention technique sur l'organisme ôte au patient les caractéris-



Ivan Illich

tiques du vivant qu'on désigne communément par le mot "santé" ; l'organisation nécessaire pour soutenir cette intervention devient le masque sanitaire d'une société destructrice ; et, finalement, la prise en charge de l'individu par l'appareil biomédical industriel ôte au citoyen tout pouvoir de maîtriser ce système." [586]

L'efficacité technique de l'acte médical : une histoire douteuse

"L'environnement général (notion qui inclut le mode de vie) est le premier déterminant de l'état de santé global de toute population. Ce sont l'alimentation, les conditions de logement et de travail, la cohésion du tissu social et les mécanismes culturels permettant de stabiliser la population qui jouent le rôle décisif dans l'état de santé des adultes et de l'âge auquel ils ont tendance à mourir." [600] "Les soins médicaux que "consomme" une population ne sont nulle part, ni jamais, liés de façon significative à un

allègement de la morbidité ou à une prolongation de l'espérance de vie. Le fait qu'il y ait plus de médecins là où certaines maladies sont devenues rares [...] veut simplement dire que les médecins s'implantent plus facilement [...] là où le climat est sain, là où l'eau est propre et là où les gens travaillent et peuvent payer leurs services." [604]

Une nouvelle épidémie

"On estime que sur quatre cas de morbidité ou de mortalité iatrogène (3), un résulte du diagnostic.

Tout contact avec l'entreprise médicale expose le patient au danger de dommages psychiques. L'angoisse [qui en découle...] ne se manifeste pas seulement par la dépression, par des syndromes hypochondriaques ou organiques, mais peut aussi conduire au suicide." [615]

(1) Ivan Illich, *Némésis médicale. L'Expropriation de la santé*, Fayard, 2003 (1975). Le n° de page indiqué entre crochets renvoie à l'édition : Ivan Illich, *Œuvres complètes. Volume 1*, Fayard, 2003.

(2) *Pièces et main-d'œuvre*, 2005.

(3) Du grec *iatros* (médecin) et *genesis* (origine). Une maladie iatrogène est celle qui n'existerait pas si le traitement appliqué n'avait pas été celui que les règles du métier recommandent.



Act-Cartias

Assistance humanitaire au Darfour (Soudan).

La prévention pour tous

Comment assurer l'accès à une prévention et une éducation pour la santé à l'ensemble des usagers du système sanitaire ? D'une part, la prévention, qu'elle soit primaire (l'objectif est d'empêcher la survenue des maladies) ou secondaire (l'objectif est le dépistage précoce des maladies encore asymptomatiques, pour diminuer la lourdeur et le coût des traitements), est une discipline médicale et scientifique à part entière, faisant intervenir la biologie (dont les données les plus récentes de la génétique, de l'immunologie, l'infectiologie, les sciences de la nutrition, etc.), l'épidémiologie, la statistique, les sciences sociales, etc. C'est également une pratique chronophage : changer les comportements ne s'obtient pas par quelques conseils isolés et les médecins généralistes libéraux, médecins traitants ou non, peinent à assurer face à la demande quasi exclusive de soins curatifs par leur clientèle. Même si, souvent, les jeunes médecins libéraux sont plus sensibilisés que leurs aînés à ces aspects, la prévention et l'éducation sanitaire finissent rapidement par passer au second

plan dans leur activité du fait de la rémunération à l'acte de la médecine libérale, et de l'impératif d'un nombre minimum d'actes à assurer quotidiennement pour garantir la survie financière d'un cabinet médical soumis à de fortes charges fixes.

Pour assurer en secteur libéral le réel développement d'activités de prévention, il faut réfléchir à une forme de rémunération spécifique de cette activité, peut-être en instituant une cotation spécifique, par les caisses primaires d'assurance maladie, de cette partie fondamentale de l'activité des "médecins traitants" choisis par les patients. Il faut, d'autre part, favoriser l'installation en secteur libéral de spécialistes en santé publique et médecine préventive, spécialistes actuellement cantonnés dans des structures publiques, et qui offriraient à tous les publics l'accès à une médecine préventive et prédictive de haut niveau, et pourraient intervenir dans la formation continue des médecins traitants, et à leurs côtés dans l'animation d'action d'éducation sanitaire dans les associations et collectivités.

Il existe par ailleurs dans notre pays une richesse humaine énorme en matière de prévention, au sein des associations de solidarité internationale dont l'action à l'étranger se concentre essentiellement

sur la formation des acteurs de santé locaux. Il faut fédérer les expériences de leurs bénévoles du secteur sanitaire et social, et de leurs salariés. Combien de *French Doctors* cherchant à se réinsérer au pays, après avoir pratiqué l'épidémiologie, le travail en équipe avec des partenaires sociaux et politiques, prônent la prévention, réinventent l'hygiène et diffusent la vaccination dans les régions défavorisées du globe, se reconvertisent-ils, quelque peu contraints, à une médecine à 90 % curative, pour des impératifs financiers ? La rémunération exclusive des actes curatifs prive notre population de la vision préventive que ces soignants ont acquise à l'étranger, absence de prévention qui conduit notre système de soins à la mort assurée.

Enfin, l'expérience des professionnels à temps plein de la santé publique en France, dans les dispensaires municipaux, les centres d'examen de santé, les structures de dépistage de la tuberculose, des maladies sexuellement transmissibles, les associations assurant des consultations précarité, etc. doit bien sûr être reconnue et fédérée. Les services de lutte contre la tuberculose sont une des rares survivances d'une époque où, dans les dispensaires d'hygiène, soins curatifs,

soins préventifs et traitement social étaient coordonnés et dispensés par les membres d'une équipe homogène, témoins d'une époque où la santé était réellement considérée comme un "fait social total" selon l'expression de Marcel Mauss. Depuis, la profession sanitaire et sociale a explosé en de multiples castes : médecins, professions paramédicales, assistantes sociales, administrateurs de la santé, etc., entre lesquelles la communication est rare, difficile, parfois conflictuelle, même si des réseaux de soins tentent aujourd'hui de renouer avec leur coordination et leur efficacité.

Nantis, révoltez-vous, on vous vole la médecine préventive !

Contre-révolution ! Nantis, révoltez-vous, on vous vole la médecine préventive ! Cette révolution sanitaire pourrait être le vaste programme à venir des SREPS. Oui, faire des économies sur le curatif est acceptable, via le SROS, en gérant au mieux les plateaux techniques coûteux (pourvu que l'accès aux soins soit maintenu sur tout le territoire), mais

Némésis médicale (suite)

La médicalisation du budget

"La prolifération des professionnels de la santé n'est pas seulement malsaine parce que les médecins produisent des lésions organiques ou des troubles fonctionnels : elle l'est surtout parce qu'ils produisent de la dépendance. Toute augmentation des dépenses [médicales] manifeste et engendre un déclin de la santé, à condition de ne pas la définir comme le font les "grands patrons" de la profession médicale, c'est-à-dire dans le sens qui sert leurs intérêts. Chaque [euro] alors dépensé dans le service médical achète une confirmation de l'impuissance de l'homme assisté." [631]



L'invasion pharmaceutique

"La consommation de substances prescrites produisant accoutumance et dépendance a augmenté de 290 % depuis 1962. Pendant cette période, celle des boissons alcooliques n'a augmenté que de 23 % et la consommation illégale d'opiacées de 50 % environ (4). L'addiction médicalisée vient largement en tête devant l'addiction festive." [633] "La médicalisation de la vieillesse est un exemple des risques auxquels la spécialisation médicale soumet le public en l'organisant en catégories de patients. Tous les âges sont médicalisés, tout comme le sexe, le quotient intellectuel ou la couleur de la peau." [640]

(4) Jusqu'en 1975 probablement, date de parution de l'ouvrage.

uniquement à la condition qu'un programme régional parallèle de prévention, doté de moyens humains adéquats, assure à moyen terme la diminution de la demande de soins sur les nombreuses pathologies évitables. Un beau cadeau des précaires de tous les pays à la santé des riches de demain. Il n'y a pas une médecine préventive pour les pauvres et une

médecine curative pour les riches. Il y a un impératif moral et économique de santé pour tous. Le SREPS ne serait pas forcément une usine à gaz.

Eric Ledru

docteur en médecine, docteur en biologie
médecin de santé publique.
ericledru@hotmail.fr



Act-Caritas

Assistance humanitaire au Darfour (Soudan).



Sortir de l'industrie de la maladie

Notre monde moderne a donné la priorité à une économie de la croissance. Une telle économie repose sur une production et une consommation en augmentation constante, ce qui entraîne forcément une croissance de l'utilisation des ressources ainsi qu'une augmentation de la production de déchets. Le secteur de la santé n'échappe pas à cette logique ; car, là comme ailleurs, on a transformé cette dimension de nos sociétés en industrie.

Aujourd'hui, dans tous les pays industrialisés, le secteur de la santé accapare une part importante et constamment croissante des dépenses, tant publiques que privées. L'industrie pharmaceutique est un des secteurs dont la croissance est la plus rapide, avec un rendement sur investissement parmi les plus élevés. Ainsi, on fabrique de plus en plus de vaccins pour des affections toujours plus variées. La connaissance du génome humain nous promet une panoplie de thérapies géniques. Dans les hôpitaux et les centres de traitement, l'évolution des technologies médicales de diagnostic et de traitement est si rapide que certains appareils sont déjà périmés quelques mois après leur achat. Et comme il s'agit d'appareils fort sophistiqués reposant sur l'informatique, leur opération et leur entretien coûtent très cher.

Il faut bien le constater, rien de tout cela n'est vraiment destiné à la santé : le secteur dit "de la santé" consacre tous ses efforts à la maladie et l'on fait si peu en amont, contre les causes de la maladie, qu'il n'y a pas à s'étonner que la demande pour les soins aille en augmentant. Et pour le moment, rien ne semble pouvoir arrêter cette croissance :

- la logique médicale mécaniste conduit les médecins à demander de plus en plus d'examens requérant des appareils perfectionnés pour ensuite intervenir à l'intérieur de l'organisme grâce à des techniques de pointe toujours plus poussées, mais également plus coûteuses ;

- l'industrie pharmaceutique manipule habilement le corps médical et l'opinion publique pour que soient constamment réclamés les derniers médicaments "prometteurs", notamment en utilisant les associations de malades qui peuvent s'appuyer sur des exemples pathétiques... qu'on peut aisément médiatiser ;

- la société de consommation, par ses solutions de facilité – l'automobile pour les déplacements, la bouffe préparée... – ne répond plus aux besoins du corps, ce qui provoque inévitablement des maladies que le système offre de soigner par les médicaments ou la chirurgie, solutions qui ne demandent pas de se remettre en question.

Pour la santé, des changements s'imposent

Si nous souhaitons vraiment nous donner des conditions qui favorisent la santé, des changements majeurs s'imposent dans nos façons de vivre. Comme notre société de consommation, qui repose sur une croissance économique ininterrompue, constitue une menace globale à la survie de l'humanité, on ne peut poursuivre dans cette voie. La décroissance s'impose pour nous permettre dans quelques années de rétablir l'équilibre entre population humaine et environnement. Il s'avère aussi qu'une société choisissant la voie de la décroissance donnerait à tous des conditions qui contribueraient à une meilleure santé ; on n'a par exemple qu'à penser aux effets sur l'obésité d'une utilisation moindre des déplacements motorisés.

Dans notre société si fortement influencée par l'idéologie néolibérale, on parle beaucoup de droits et fort peu de responsabilités. Droits individuels qui donnent toute liberté à ceux qui ont l'argent, y compris celui de nuire à tous ses concitoyens : il est même possible d'acheter le droit de polluer ! Ce qu'une société censée n'aurait jamais dû accepter devra disparaître dans une société de décroissance, sans quoi jamais celle-ci ne pourra être instaurée. En fait, il s'agirait tout simplement de donner la priorité aux droits collectifs et au bien commun par rapport aux droits individuels ; les droits de polluer, de gaspiller, d'accaparer et d'exploiter les autres disparaîtraient.

Les fondements d'une société de décroissance

Ma longue réflexion sur la décroissance m'amène à identifier quatre fondements sur lesquels doit reposer une société de décroissance :

1) l'équité : tous les humains doivent avoir accès au minimum de ressources leur permettant de répondre à leurs besoins fondamentaux ;

2) le relationnel : c'est par la densification des relations humaines – l'entraide, la solidarité, la vraie démocratie, les activités culturelles... – que l'humanité peut se développer, et non par l'augmentation de la consommation matérielle ;

3) **le niveau local** : il faut développer la production et la consommation locales, et ainsi diminuer l'impact environnemental majeur des transports, tout en renforçant les économies locales ;

4) **la conservation** : nous ne pouvons nous permettre de continuer à gaspiller des ressources qui, nous le découvrons aujourd'hui, sont souvent limitées ou dont l'utilisation a toujours des effets sur l'environnement.

Je ne veux pas élaborer davantage ici sur ces quatre fondements. Toutefois, utilisons cette grille pour envisager un certain nombre de mesures qui allieraient décroissance et santé.

Trois secteurs d'intervention

Les interventions publiques actuelles pour la santé portent, pour 99 % des sommes investies, sur la maladie. Sans inverser totalement ces proportions, il est clair que pour renverser la tendance actuelle à l'augmentation constante du coût du système de soins, deux types de mesures s'imposent : intervenir en amont des maladies et diminuer le coût des traitements. Pour ce faire, on pourrait agir à trois niveaux :

1) la promotion de la santé :

- globalement : revenu de citoyenneté suffisant pour permettre à chacun de répondre à ses besoins de base ;
- dans l'alimentation :
 - transition de l'agriculture industrielle à l'agriculture bio ;
 - organisation de cuisines collectives sur tout le territoire ;
 - petits-déjeuners et déjeuners servis à l'école, avec la participation des élèves à leur préparation ;
 - interdiction de publicité sur les produits alimentaires ;
 - multiplication des jardins communautaires ;
- par l'activité physique :
 - villes sans voitures ;
 - construction d'équipements pour sports collectifs ;
 - décentralisation des écoles et diminution du transport scolaire ;
- contre le stress :
 - semaine de travail de 30 heures ; pas de temps supplémentaire ;
 - fiducies foncières municipales, pour en finir avec la spéculation foncière ;
 - mesures pour favoriser les écovillages et les coop d'habitation ;



- pour un environnement sain :
 - multiplication des parcs, dont certains refuges naturels ;
 - réorganisation des transports pour diminuer l'usage de l'auto ;
 - interdiction des véhicules de plaisance (motoneiges, moto marines, etc.) ;
 - déchetteries, centres de compostage, etc.

2) les soins en cas de maladie :

- bons de santé alloués à chacun, qui peuvent servir pour voir les praticiens de leur choix (médecins ou autres) ;
- maisons de naissance pour tous les accouchements ;
- formation d'une nouvelle profession : les conseillers de santé ;
- médicaments : nationalisation de la fabrication des génériques et formation d'un institut national de recherche pour l'évaluation des médicaments ;
- nouvelles technologies : évaluation, avant leur adoption, par un comité mixte (professionnels et public) pour décider si le rapport coût-bénéfices est vraiment favorable ;

3) la vieillesse :

- abolition de l'obligation imposée de la retraite ;
- construction de logements sociaux dans des coopératives mixtes (familles et personnes âgées) ;
- développement des soins à domicile ;
- légalisation et encadrement du suicide assisté.

Voilà donc quelques mesures parfaitement compatibles avec la décroissance qu'il faut mettre en route le plus tôt possible. D'autres mesures moins spécifiquement orientées vers la santé auraient aussi un impact considérable sur la santé. En fait, il est grandement temps de se rendre compte que notre société de consommation ne menace pas que l'avenir de la planète, mais qu'elle engendre violence, abâtissement et maladies.

Serge Mongeau ■

Médecin, écrivain, auteur de "Moi, ma santé",
"La simplicité volontaire, plus que jamais"...
aux éditions Ecosociété (Montréal).

Némésis médicale (suite)

L'investissement thérapeutique du milieu

"Les médecins [transforment leurs clients] en patients que la médecine teste et répare, en administrés dont la santé est prise en charge par une bureaucratie médicale et en cobayes sur lesquels la science médicale pratique des expériences. La santé a cessé d'être cette propriété naturelle dont chaque homme est présumé doté tant que la preuve n'a pas été faite qu'il est malade." [656]

La contre-productivité institutionnelle

"Les gens [...] sont conditionnés à obtenir des choses et non à les faire. Ce qu'ils veulent, c'est être éduqués, transportés, soignés ou guidés plutôt que d'apprendre, de se déplacer, de guérir ou de trouver leur propre voie. Ce qui peut être fourni et consommé décline ce qui peut être fait. Le verbe "guérir" n'est plus compris comme l'activité du malade et devient de plus en plus l'acte de celui qui prend en charge le patient." [660]

"Il y a très peu d'alternatives au mode de vie présent si ce que nous voulons, c'est simplement faire la même chose en plus grandes quantités ; la plupart de ces alternatives sont encore plus coûteuses, produisent encore plus de déchets d'un nouveau type et, finalement, les frustrations qu'elles causent sont encore plus fortes. Mais si notre intention n'est pas de faire plus de choses pour les gens mais plutôt de leur garantir plus de libertés pour faire les choses eux-mêmes, le nombre de possibilités ouvertes devient presque illimité." [673]



La place des médecines alternatives

Notre système de santé n'accorde aucune place aux médecines alternatives.

Concrètement, c'est nier une réalité largement répandue.

Scientifiquement, c'est refuser d'ouvrir de nouveaux champs d'investigations.

Médicalement, c'est se priver de bons outils de prévention.

Economiquement, c'est s'interdire de recourir à des stratégies de soins finalement moins onéreuses.

Alors, qu'attend-on ?

L'OMS, Organisation mondiale de la santé, l'affirme : 80 % des populations des pays en voie de développement et 65 % des personnes de certains pays riches ont eu recours une ou plusieurs fois à des thérapies traditionnelles ou alternatives (1). Cela fait du monde, assurément beaucoup de monde. Combien ? Quelque 4 milliards de personnes, sinon plus ! Alors, considérer la médecine à la seule aune de notre savoir médical allopathique classique relève, tout simplement, d'une courte vue. A cette myopie s'ajoute souvent du mépris pour des pratiques millénaires, telle la médecine traditionnelle chinoise, la médecine ayurvédique, la médecine par les plantes... qui ont fait leurs preuves, mais que la science refuse d'admettre car elle ne peut en expliquer les effets.

Si, il y a plus de deux siècles, la même volonté (que celle existant aujourd'hui) de justifier tout, de l'intérêt des recettes à base de plantes avait prévalu, nous aurions été privé des bienfaits de l'aspirine, ou acide salicylique. Car son introduction dans la pharmacopée n'est que le prolongement de l'usage traditionnel de poudre d'écorce de saule (*Salix* en latin) pour soigner les douleurs. Et nous ne connaissons toujours pas l'ensemble des mécanismes d'action de ce fabuleux médicament. Les plantes des "guérisseurs", reléguées par la médecine officielle au rang de tisanes, sous-entendu "juste un peu d'eau chaude", ont d'incontes-



tables propriétés. Parfois même pour des pathologies encore mal soignées par les médicaments classiques. La pervenche de Madagascar, par exemple, est un puissant anti-cancéreux, l'artémisia d'Asie un antipaludéen de premier ordre, l'anis de Chine un antiviral (dont on extrait le Tamiflu contre la grippe aviaire). L'OMS l'a compris, qui demande de revisiter, à la lumière des techniques actuelles, les pharmacopées traditionnelles. Avec des résultats probants, comme ceux obtenus

au Mali par le Dr Coulibaly, pharmacien formé en France et travaillant pour le ministère malien de la santé. Plusieurs des plantes, après étude, ont vu leur usage validé et ont, de ce fait, rejoint le stock de "produits" disponibles en pharmacie !

Pour définir les médecines alternatives ou traditionnelles, l'OMS parle de "l'ensemble des connaissances, savoir-faire et pratiques basés sur les théories, les croyances et les expériences indigènes,

(1) L'OMS indique que les termes de médecines complémentaires ou alternatives sont utilisés à la place des médecines traditionnelles dans certains pays. Ils font référence à un large panel de pratiques de santé qui ne font pas partie des traditions de ces pays et ne sont pas intégrées dans le système de soins dominant.



Herboristerie chinoise.

explicables ou non, utilisés pour maintenir l'état de santé, prévenir et diagnostiquer et améliorer ou traiter les maladies physiques et mentales". De tels modes de pensée et de représentation du monde paraissent bien étrangers aux conceptions médicales modernes. Prôner l'harmonisation de soi avec soi-même, avec le groupe et avec l'univers, comme le proposent le chamanisme et bien d'autres approches traditionnelles, constitue un bon moyen, pour ces pratiques, de recouvrer la santé. En Occident, l'étude de ces liens, entre psyché, neurologie et réactions du système immunitaire s'appelle la psychoneuro-immunologie. Parce qu'il est plus savant, ce titre est-il plus glorieux ? On aurait tort de considérer comme billevesées ces médecines qui défient les lois du scientifiquement correct.

Des approches innovantes

Au contraire, pour peu qu'on accepte l'idée même qu'elles existent, elles offrent de stimuler notre curiosité, ouvrant de nouveaux et passionnants champs de recherche. Etudier les méridiens et les points d'acupuncture décrits en médecine chinoise permettrait sans doute de mieux comprendre ce qu'est la vie, cette mystérieuse circulation d'énergie. Plutôt que de voir une supercherie dans l'homéopathie, la médecine pourrait y trouver une occasion de sortir des sentiers de la recherche classique et changer ainsi de paradigme.

(2) Le mot "agression" est ici compris dans son sens le plus large, physique, psychique, relationnel...

Physicien de formation, ancien député européen, initiateur de la résolution européenne sur les médecines alternatives, Paul Lannoye est sévère avec l'establishment médical français : "Ridiculiser l'homéopathie, parce qu'avec elle on sort des limites de la chimie actuelle, relève pour moi d'une étroitesse d'esprit incapable de faire évoluer la science. Avec une telle mentalité, Einstein n'aurait pu inventer les lois de la relativité, iconoclastes à l'époque."

Stratégies de prévention

Repenser le système de santé, tout particulièrement son volet prévention, en y incluant les approches non conventionnelles, entraînerait assurément de profonds changements. "Elles participent d'une autre façon de se soigner", admet Jean-Luc Nodenot, président de l'UGIM, Union des mutuelles de fonctionnaires, qui favorise une évolution du comportement sanitaire. En premier lieu, elles responsabilisent les individus en leur donnant un certain nombre de clefs pour rester en bonne santé : réforme alimentaire, pratiques sportives et/ou entretien physique visant à diminuer le stress, améliorer le sommeil... utilisation de plantes ou de quelques remèdes de base en automédication pour soigner les bobos simples (coups, rhumes, fièvre, digestion difficile, coup de blues...). Par ailleurs, en portant un regard plus global sur les personnes, en ne se contentant pas de soigner des symptômes, mais en tenant compte des terrains, c'est-à-dire des manières dont les individus réagissent à une agression (2), elles donnent aux malades les moyens de mieux se connaître et de mieux comprendre les raisons de tel conseil ou telle prescription. En ce sens, elles concourent à l'éducation du public. Certaines approches enfin – prenons l'exemple des médecines manuelles (chiropraxie et ostéopathie...) – sont de véritables outils de prévention, en ce sens qu'ils évitent



DR

Némésis médicale (suite)

Remèdes administrés en pure perte



"Les personnes âgées [...] ont appris à faire l'expérience de besoins pressants qu'aucun privilège relatif ne peut satisfaire ; simultanément, leur capacité à prendre soin d'elles-mêmes s'est étiolée, et les conditions sociales favorisant une telle autonomie ont pratiquement disparu. Ayant appris à considérer la vieillesse comme une condition inguérissable et intolérable apparentée à une maladie, elles connaissent des besoins économiques illimités, subissent des thérapeutiques interminables, le plus souvent inefficaces, fréquemment dégradantes et douloureuses, et très souvent la réclusion dans un milieu spécial.

Le patient est réduit au rôle d'objet que l'on répare. [...] On a oublié qu'il pourrait être un sujet que l'on aiderait à guérir. La surproduction hétéronome (5) des soins n'a pas seulement bloqué les soins autonomes, elle a encore privé le consommateur du soin-marchandise de toute possibilité de regard critique sur son accoutumance. Il n'y a pas d'autodéfense possible de la part de drogués qui ont besoin du revendeur pour savoir si la drogue leur convient." [683]

La médecine orthodoxe et l'Etat

"Actuellement, la seule manière, pour quelqu'un qui est dégoûté de son travail, de se retirer de l'activité quotidienne est de trouver un médecin qui définisse le comportement psychosomatique qu'il a adopté comme symptôme d'une maladie orthodoxe. Plus il y a de théories différentes ayant le pouvoir de poser un diagnostic et de définir un traitement, plus il y a de raisons pour renoncer à la responsabilité de transformer ce qui, dans le milieu, rend notre ami malade." [700]

(5) Pour Ivan Illich, l'hétéronomie concerne la sphère des échanges marchands par opposition à l'autonomie où l'on fait soi-même et où l'on échange sans compter (don et contre-don).

que ne dégèrent (sous forme de sciatique et autres douleurs...) des traumatismes squelettiques, musculaires ou articulaires.

En second lieu, elles se révèlent moins agressives et moins toxiques, surtout en ce qui concerne les médicaments (le scandale du Vioxx, anti-inflammatoire responsable de nombreux accidents cardiaques mortels, est passé par là). Autant d'avantages qui expliquent leur succès. Les Français sont près de 40 % de la population à consommer régulièrement de l'homéopathie (contre 19 % en 1983), cite un document de Solly Azar, une Complémentaire santé, 20 % à recourir à l'ostéopathie (contre 5 % en 1983) et 25 % à l'acupuncture. Autres chiffres à méditer : 7 millions d'actes d'acupuncture et 4,5 millions d'ordonnances d'homéopathie, répertoriés annuellement par la CNAMTS (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).

Source d'économies

Analysé par la CNAMTS, le coût moyen d'un praticien de médecines alternatives est moindre, comparé à celui d'un

médecin généraliste : deux fois moins de pharmacie, deux fois moins de kinésithérapie, deux fois moins de biologie, trois fois moins d'indemnités journalières (3).

Le monde de l'assurance ne s'y est pas trompé, qui s'empresse de les prendre en charge : *business is business* ! Et cela, d'autant plus facilement que ces pratiques sont mieux organisées et structurées. Car, à l'évidence, il ne faut pas se fier à n'importe quelle thérapeutique, ni n'importe quel thérapeute. Celui-ci doit avoir eu accès à une bonne formation, tant pratique que théorique. Si cela est le plus souvent le cas en ce qui concerne les pratiques à propos desquelles le Parlement européen a voté une résolution en 1997 demandant leur reconnaissance par les différents Etats membres (4), il n'en va pas de même pour nombre de thérapies nouvelles : kinésiologie, microkinésie, reiki... qui fleurissent dans l'Hexagone. La création d'un écolabel, que certains

(3) Ces comparaisons ne tiennent pas compte du profil socioprofessionnel des personnes qui consultent des praticiens de disciplines alternatives.

(4) L'homéopathie, la chiropratique, l'ostéopathie, la phytothérapie, la naturopathie, la médecine traditionnelle chinoise, la médecine anthroposophique.

Némésis médicale (suite)

L'aliénation de la douleur

"La souffrance cesse d'être acceptée comme la contrepartie de chaque réussite de l'homme dans son adaptation au milieu et devient un signal d'alarme qui appelle une intervention extérieure pour l'étouffer. Cette médicalisation de la douleur réduit la capacité que possède tout homme de s'affirmer face au milieu ou de prendre la responsabilité de sa transformation, capacité en quoi consiste précisément la santé." [713]

"Vivant dans une société qui valorise l'anesthésie, le médecin et son client apprennent tous les deux à étouffer l'interrogation inhérente à toute douleur." [722]

"Dans une société dominée par l'analgésie, [...] il semble raisonnable de supprimer la douleur, même si cela supprime la fantaisie, la liberté ou la conscience, [...] même si cela coûte la perte de l'indépendance. Il faut des stimulants de plus en plus puissants aux gens qui vivent dans une société anesthésiée pour avoir l'impression qu'ils sont vivants. Le bruit, les chocs, les courses, la drogue, la violence et l'horreur restent quelquefois les seuls stimulants encore capables de susciter une expérience de soi. Dans son paroxysme, une société analgésifiée accroît la demande de stimulations douloureuses." [727]

"L'idée qu'un homme sain est capable de disposer de sa vie, et en particulier de l'achever sans avoir recours à l'Eglise ou à l'hôpital, semble une idée scandaleuse aux avocats de l'euthanasie. Bien souvent, ces gens-là revendiquent le monopole professionnel de l'exécution du patient, lequel est obligé, de plus en plus, de vivre dans une société qui pousse ses membres au suicide et le leur rend inaccessible." [728]

"Les hommes cesseraient de tolérer la société surindustrialisée si le diagnostic médical n'identifiait leur incapacité à s'en accommoder à un ébranlement de leur santé. Le diagnostic est là pour expliquer que s'ils ne la supportent pas, ce n'est pas le fait d'un environnement inhumain, mais parce que leur organisme est défaillant." [743]



Franswa Tibère, planteur et tisaneur à Saint-Paul (La Réunion), lors des journées du patrimoine.

Beatrice Fessler



thérapeutes appellent de leurs vœux, apporterait des garanties sur la qualité et l'éthique de ces praticiens.

Face au lobby pharmaceutique

Enfin, peu dispensatrices de médicaments, les médecines non conventionnelles peuvent être une parade au lobby exercé par l'industrie pharmaceutique sur les gouvernements et les Autorités de santé. En France, la quasi-totalité de la presse médicale dépend des annonceurs pharmaceutiques. Une partie du financement de la très honorable Agence française pour la sécurité des produits de santé est due aux autorisations de mises sur le marché (AMM). Quant aux experts appelés à délibérer sur ces AMM, certains ont des liens avec l'industrie pharmaceutique. Dans son numéro de juin 2006, la revue *Viva* précise : " parmi les 170 experts appelés à réactualiser la Bible des troubles mentaux, le *Dsm4* (5), qui sert de référence en matière de santé mentale au niveau mondial, plus de la moitié de ceux chargés des addictions présentaient de telles accointances. Une proportion qui atteint les 100 % pour le groupe responsable du chapitre *Troubles de l'humeur*".

Parler de décroissance en termes de santé oblige à réfléchir au poids de l'industrie pharmaceutique sur nos sociétés. On se souvient de la retentissante affaire,

relayée avec vigueur par les associations anti-sida, qui a opposé l'industrie pharmaceutique au gouvernement d'Afrique du Sud. En refusant l'administration d'AZT aux femmes enceintes séropositives, Pretoria était accusée de crime contre les enfants à naître. Ce que les médias, les labos et les associations ont omis de dire à l'époque, c'est que Pretoria finançait, dans le même temps, des études sur une plante du bush sud-africain réputée stimuler les défenses immunitaires. Loin de rester les bras croisés, le gouvernement sud-africain inventoriait ses ressources. Sous la pression internationale (jusqu'où était-elle manipulée ?), Pretoria a cédé. Mais il n'est pas sûr que la plante ne ressurgisse un jour, sous le nom d'un grand labo !

C'est à la lumière de ces quelques réflexions que l'on doit repenser aux stratégies de prévention. Il y a là des choix de société sur lesquels vous, moi, devons nous prononcer.

Cécile Baudet ■

rédactrice en chef adjointe d'*Alternative Santé*

Némésis médicale (suite et fin)



La mort escamotée

"L'image qu'une société se fait de la mort reflète le degré d'indépendance de ses membres, donne la mesure de leurs réactions, de leur autonomie et de leur vouloir-vivre individuels." [747]

La matérialisation du cauchemar

"Némésis (6) médicale, c'est l'expropriation du vouloir-vivre de l'homme par un service d'entretien qui se charge de le maintenir en état de marche au bénéfice du système industriel. Cette banalisation de l'absurde interdit de chercher le remède dans une réduction radicale de la production hétéronome et sa limitation à un niveau suffisamment bas pour permettre sa synergie positive avec l'action autonome." [783]

"Une seule démarche peut éveiller l'homme à la conscience de l'origine onirique des institutions productrices de lâcheté, de vanité, de violence, d'envie, et en même temps l'engager dans la maîtrise des sources du mirage industriel : c'est la lutte politique pour le droit à l'intensité de l'acte productif personnel." [786]

Sélection de Jean-Pierre Lepri ■

(6) Prométhée, dans sa présomption sans bornes, dérobe le feu terrestre. Dès lors, Némésis s'attache inéluctablement à lui. La rancune de l'Olympe attache Prométhée à un rocher où, tout le jour, un vautour lui dévore le foie qui, sans cesse, repousse sous l'action de divinités réparatrices. [...] L'apparence de Némésis a changé, non pas sa nature. Anonyme, Némésis s'est annexé la scolarisation universelle, l'agriculture, les transports en commun, le salariat industriel et la médicalisation de la santé. Elle plane sur les autoroutes, les supermarchés et les hôpitaux. Némésis est devenue structurelle et endémique. L'effet indirect d'entreprises vouées à protéger l'homme contre un environnement hostile et contre l'injustice pratiquée à ses dépens par l'élite a été de réduire l'autonomie et d'accroître la misère de l'humanité. [781].



(5) Il s'agit de "Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders".

Manque de pétrole ? Une chance pour l'humanité !



La croissance économique va devoir laisser la place aux questions de santé et d'environnement.

Dans nos sociétés, la recherche permanente de croissance économique est l'un des facteurs majeurs de pollution. Or, au niveau sanitaire, les conséquences de la pollution chimique sont particulièrement inquiétantes. C'est ce que dénonce l'appel de Paris initié par l'ARTAC, le 7 mai 2004, lors d'un colloque scientifique international à l'UNESCO. L'appel de Paris indique dans ses trois articles fondamentaux, *un*, qu'un grand nombre de nos maladies actuelles sont induites par la pollution chimique, *deux*, que l'enfance est en danger et, *trois*, que si nous continuons à polluer l'environnement comme nous le faisons aujourd'hui, c'est l'avenir même de l'espèce humaine que nous compromettons. Cet appel a été largement entendu : il est aujourd'hui signé par environ un millier de scientifiques dont plusieurs prix Nobel, par plus de 1000 ONG, par près de 200 000 citoyens et, surtout, par l'ensemble des conseils de l'ordre des médecins des vingt-cinq Etats membres de l'Union européenne.

L'appel de Paris doit maintenant se concrétiser, c'est-à-dire que les décideurs politiques, en France comme en Europe, doivent prendre leurs responsabilités en plaçant au cœur du débat public non pas la croissance économique mais la santé et l'environnement.

Malgré l'ampleur de la pollution chimique, je reste, pour ma part, optimiste pour l'avenir. En effet, le pic de production du pétrole est prévu pour 2015 plus ou moins 5 ans (1). Or nous savons tous que le fonctionnement de notre société est indexé sur la consommation du pétrole et que l'énergie électrique, qu'elle soit produite à partir de ressources renouvelables ou du nucléaire, ne compensera pas le manque de carburants. Contrairement au choc pétrolier de 1970, celui à venir n'est pas conjoncturel mais structurel. Le prix du baril de pétrole ne baissera pas car nous sommes en train d'épuiser nos dernières ressources.

Imaginons ce que sera notre société lorsque le prix du pétrole aura été multiplié par dix : pourra-t-on encore utiliser les produits dérivés de la pétrochimie comme nous le faisons aujourd'hui ? La

réponse est clairement non ! En conséquence, nous reviendrons à une vie de proximité, en alliance étroite avec la nature. Nous y serons obligés. Les hommes se tourneront vers des cycles de distribution courts. On verra renaître l'artisanat et réapparaître les petits commerçants. De ce fait, la ruralité sera renforcée dans toutes ses composantes. Dans le nouveau monde qui s'annonce, les pesticides et autres polluants majeurs n'auront plus droit de cité car, dérivant de la pétrochimie, ils coûteront trop cher. Au niveau global, la pollution chimique sera plus faible. Pour les pays du Sud en particulier, cette crise mondiale pourrait signifier un renforcement de l'agriculture traditionnelle et une économie relocalisée, permettant de mieux nourrir les populations pauvres. La nature reprendra finalement ses droits, à l'encontre de la folie humaine.

Dominique Belpomme ■

Cancérologue, président de l'ARTAC
ARTAC, Association pour la recherche
thérapeutique anti-cancéreuse,
57-59, rue de la Convention, 75015 Paris,
tél : 01 45 78 53 53, www.artac.info.



(1) d'après les experts de l'ASPO, Association for the Study of Peak Oil and Gas.

Médias censurés !

Deux revues de santé, *Pratiques de santé* et *Nexus* ont perdu leur numéro de commission paritaire, ce qui les handicape financièrement : plus de tarifs postaux réduits, plus d'aide à la TVA...

Le refus de la Commission paritaire (où figurent des représentants de l'Etat, des dirigeants de groupes de presse et des représentants du personnel) est formulé ainsi pour la première revue : "[Elle] contient des informations de nature médicale qui n'apparaissent pas conformes [...] aux préconisations thérapeutiques en vigueur". Quant à la seconde : "Mettant en doute l'innocuité des vaccins, et partant même le principe de la vaccination [elle] est susceptible d'inquiéter les esprits les plus fragiles et ne présente pas de ce fait le caractère d'intérêt général quant à la diffusion de la pensée requis par les textes".

Alternative Santé annonce que ces retraits ont été pris sur recommandation de la Direction générale de la santé, la DGS, qui évidemment ne veut pas entendre parler des dangers de la vaccination... alors que c'est ce même organisme qui indemnise les victimes du vaccin anti-hépatite B. Cette censure étatique répond également aux vœux émis par l'Académie de médecine sur la nécessité d'un contrôle de la presse en matière médicale. La dictature médicale se met donc en place via la Commission paritaire. Aujourd'hui, interdiction de critiquer la politique vac-

cinale, demain, interdiction de dénoncer les OGM ou les téléphones mobiles ?

Chikungunya Méthodes alternatives

En mars 2006, Marie Billi, conseillère municipale à Nice, a provoqué une vague de protestations du côté de la médecine officielle, pour avoir conseillé aux victimes du chikungunya de prendre du chlorure de magnésium pour renforcer leurs défenses immunitaires. Celui-ci, déconseillé aux insuffisants rénaux, est en vente libre dans les pharmacies et pour un coût modeste diminue considérablement les effets de la maladie. C'est également efficace contre le paludisme. Marie Billi qui a beaucoup voyagé en Afrique avait découvert cette méthode simple au cours de ses voyages. Si les médias ont répercuté à l'époque les cris de la médecine officielle... elle n'a rien dit des centaines de lettres de remerciements reçues par l'élue en provenance de la Réunion. Plus récemment, un biologiste de l'université Paris V, Guy Tran, a expliqué comment le magnésium en saturant une protéine appelée LFA1alpha bloque la maladie du chikungunya mais aussi le paludisme. Depuis l'institut Pasteur mène des recherches dans ce sens, pour voir si une méthode similaire ne pourrait pas bloquer le développement du virus du sida. Des chercheurs ont alors épluché la littérature médicale pour découvrir que ce traitement est connu... depuis 1915, mais que la méthode avait été oubliée. Trop simple sans doute : le taux de chlorure de magnésium peut être maintenu en épicant sa nourriture avec de l'algue Nigari.

Ondes contre le sommeil

Les études sur la chronobiologie montre que l'on a de plus en plus de mal à trouver le sommeil. S'il existe des causes liées au décalage de notre mode de vie par rapport aux heures d'ensoleillement, les spécialistes ont mis en évidence l'influence néfaste des ondes produites par les écrans d'ordinateur, le téléphone portable et la télévision. Ces ondes gênent la production de mélatonine, une hormone qui favorise l'endormissement.



■ **Carte interdite.** Greenpeace s'est vu interdire en justice la publication d'une carte de France indiquant les parcelles OGM trouvées par les militants. Greenpeace a donc obéi en retirant la carte de son internet. La carte est désormais disponible sur les sites du WWF, de la FNAB, de la Confédération paysanne...

■ **100 000 € par jour.** Alors que la France condamne Greenpeace pour avoir rendu publique la localisation des parcelles OGM, depuis 2001, le gouvernement paie une amende de 100 000 € par jour à l'Union européenne pour ne pas respecter la directive qui oblige les Etats... à publier la carte de localisation des parcelles OGM !

■ **Graines persistantes.** Malgré toutes les précautions, du fait de la différence de maturation des graines, dans une culture, il y a toujours des graines qui tombent sur le sol. Une étude américaine a permis de suivre ce qui se passait sur une parcelle cultivée en OGM pendant les dix ans qui suivent. Si 60% des graines OGM disparaissent la première année, celles qui résistent ne disparaissent plus qu'à raison de 20% du reste par an... et donc il y en a encore dix ans après. Une parcelle reste donc contaminée très longtemps.

■ **Fauchage de Nonette : imbroglio juridique.** Le 27 août 2005, environ 300 faucheurs ont détruit une parcelle de maïs transgénique sur la commune de Nonette (Puy-de-Dôme). Douze personnes ont été condamnées à verser 17 000 € à Meristem et Limagrain, à l'initiative de cette parcelle expérimentale. Début septembre, Monique Burnichon, une des personnes condamnées à reçu un commandement aux fins de saisie. Or, entre-temps, le tribunal de Clermont-Ferrand, le 6 mai 2006, a jugé que cette parcelle expérimentale avait été semée illégalement, suite aux plaintes déposées par plusieurs associations. Le tribunal a retenu les conclusions du Commissaire du gouvernement qui avait, à l'audience du 20 avril 2006, dénoncé l'absence d'information du public. Le commissaire du gouvernement lors de l'audience du 20 avril déclarait notamment : "avant de projeter des centaines d'hectares d'OGM thérapeutiques, le moindre serait de présenter l'impossibilité de procédés alternatifs. Or, cette entreprise s'est toujours montrée soucieuse de produire, plutôt que des médicaments, des molécules avec des OGM de plein champ. Nous lui renouvelons notre appel à les produire en incubateurs confinés". Les faucheurs doivent-ils payer les frais d'une culture réalisée illégalement ?



Procès des faucheurs à Clermont-Ferrand le 5 septembre 2005.

■ **Toulouse : faucheurs en procès.** Le 19 décembre, à Toulouse, à partir de 8h30, un rassemblement est organisé le 18 au soir et le 19 toute la journée en soutien à cinq faucheurs inculpés pour la destruction d'une parcelle d'OGM dans la nuit du 30 juillet au 1^{er} août à Daux. Programme : anne.lctr@gmail.com ou 06 85 18 17 25.

■ **Orléans : verdict en attente.** Le 5 décembre, à Orléans, le tribunal doit fixer les indemnités accordées aux propriétaires du champ fauché par les faucheurs volontaires. Monsanto a demandé 390 000 €.

■ **Carcassonne : OGM en procès.** Alors que les faucheurs passent en procès assez rapidement, il a fallu six ans pour que la plainte déposée contre des semenciers par la Confédération paysanne, l'UFC-Que choisir et France Nature environnement arrive devant le tribunal le 20 septembre dernier. Les semenciers sont accusés d'avoir en 2000 commercialisé des semences OGM interdites sur le marché français. Le procureur a demandé une amende de 30 000 €. En délibéré actuellement.

Sida Tous les âges

Les statistiques sur le sida montrent qu'après un équilibre entre les sexes, on a maintenant un étalement au niveau des âges. 12,6% des malades ont entre 5 et 59 ans et 4,6% des malades du sida ont plus de 60 ans, un nombre en augmentation de 58% en douze ans.



Une musique de sourd



Selon une enquête de la médecine du travail de Lyon, 25 % des moins de trente ans souffrent d'un problème auditif. Un taux qui monte à 48 % chez les musiciens classiques et 70 % chez ceux qui pratiquent des instruments à son amplifié. L'usage d'appareils permettant d'écouter de la musique dans des milieux bruyants est un facteur aggravant. Une association s'est constituée pour dénoncer la "fabrique d'une génération de sourds" : Agi-Son. Cette association a lancé une campagne "Hein ?" pour avertir les jeunes avec un dépliant donné à grande échelle avec des bouchons d'oreille pour aller dans les concerts. Agi-son, c/o Prodiss, 23, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél : 01 42 65 73 21.



Cancer du sein Dépistage inutile ?

La revue médicale *Prescrire*, la seule revue professionnelle indépendante des laboratoires pharmaceutiques, a publié dans ses numéros d'avril et mai 2006, une étude sur le dépistage du cancer du sein chez les femmes. La revue conclut que détecter précocement des cancers n'a pas que des avantages, car on a alors plus facile-

ment tendance à se précipiter sur des traitements agressifs comme l'ablation, alors que nombre de ces cancers sont non dangereux car localisés. La revue conclut que le dépistage avant cinquante ans est à déconseiller. Qu'entre 51 et 69, les bénéfiques sont hypo-



thétiques ; qu'après 70 ans, on ne dispose pas de données permettant de prouver leur intérêt. Sachant que la mammographie repose sur une irradiation à faible dose, irradiation qui peut précipiter la venue de cancers, il semble donc inutile de multiplier ce genre d'examen.

Arnaques et médicaments sur internet

Soixante millions de consommateurs relève dans son numéro de Novembre que les médicaments vendus en ligne peuvent l'être jusqu'à 74 fois la valeur en pharmacie ! Et quand le prix est moins cher, il s'agit souvent de contre-façons !

Distilbène

Le Distilbène est un médicament qui a été prescrit aux femmes enceintes de 1950 à 1977... Le temps de se rendre compte qu'il provoquait des malformations sur les enfants. Le 13 octobre, la firme UCB Pharma a été condamnée à verser 344 000 € à la famille d'une femme de 33 ans décédée d'un cancer à cause de ce médicament. 160 000 enfants sont en encore en attente d'un procès.

AIX-EN-PROVENCE

Centre de médecines douces

Depuis 2004, s'est mis en place à Aix-en-Provence, un Centre de médecines douces qui regroupe une quinzaine de praticiens : ostéopathes, fasciathérapeute, psychosomaticien, psychothérapeutes, art thérapeute, kinésiologue, naturopathe, praticiennes en médecine chinoise et shiatsu et deux médecins généralistes. Médecines allopathiques ou non y cohabitent donc, une première en France. Il existe une charte pour entrer dans ce centre : ne pas avoir plus de deux praticiens dans la même discipline, exercer une pratique suffisamment connue et complémentaire de celles déjà présentes, respecter un code tarifaire, travailler à temps partiel (entre un et quatre jours), s'intégrer dans l'équipe. De tels centres existent déjà en Allemagne et en Suisse, sont reconnus et les soins sont pris en charge par les mutuelles. Centre de médecines douces, 2030, route d'Eguilles, 13100 Aix-en-Provence, tél : 04 42 64 39 63.

Téléphonie mobile

■ **Différences antennes-relais et téléphone.** Une étude réalisée par l'université de Berne (Suisse) rendue publique début septembre lors de la conférence internationale d'épidémiologie et d'exposition environnementales à Paris, porte sur les différences d'exposition entre antennes-relais et téléphone mobile. Au niveau du cerveau situé juste derrière l'oreille avec laquelle on écoute le téléphone, la dose électromagnétique reçue est la même en 24 h au pied d'une antenne-relais avec un champ moyen d'un volt/mètre... qu'en quatre secondes de communication. Sur l'ensemble du corps, il faudrait téléphoner pendant 10 minutes pour recevoir une dose moyenne égale à celle que l'on reçoit au pied d'une antenne en une journée. L'étude ne dit rien de la nocivité possible, mais constate que les antennes présentent des risques moindres que l'usage du téléphone : lors d'une conversation, la tête se prend une dose jusqu'à 10 000 fois plus importante que sous une antenne. A noter qu'en France, les antennes-relais peuvent légalement émettre de 41 à 56 V/m et les téléphones portables jusqu'à 61 V/m.

■ **Résultats scientifiques et financement.** A partir de 59 études sur la téléphonie mobile, l'Université de Berne montre que la source de financement pèse sur les résultats : seules quatre études sur 12 financées par les industriels trouvent des problèmes (soit 25%), contre neuf sur 11 (soit 82%) pour les études financées par des fonds publics ou caritatifs ; le financement des autres études n'ayant pas pu être précisé.

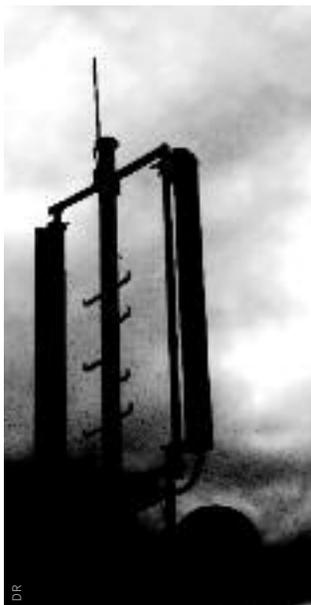
■ **Multiplication des études.** Alors que les Suédois ont déjà mis en

évidence une corrélation entre l'usage du téléphone et des tumeurs dans le nerf optique ou dans le cerveau, les études internationales se multiplient sur le sujet. Certains chercheurs annoncent déjà les difficultés qu'ils rencontrent du fait de

la multiplication d'autres ondes comme le micro-onde et le wi-fi qui peuvent interférer avec le téléphone portable.

■ **Pas que des problèmes de santé !** L'usage des téléphones portables n'a pas que des effets sur la santé (risque de cancers du cerveau, stérilisation par proximité des testicules ou des ovaires, destruction du nerf optique, électrosensibilité... mais aussi des phénomènes psychologiques de dépendance). Une étude de l'association des opérateurs mobiles (donc favorable aux téléphones portables !) indique que le téléphone portable pose des problèmes de déchets : la durée de vie d'un téléphone chez les jeunes de moins de 24 ans est de moins d'un an ; chez les plus âgés, cela ne dépasse par deux ans : les vieux téléphones s'accumulent ou se perdent dans la nature. La téléphonie mobile développe également les actes d'incivilité, les gens parlant n'importe où, cela provoque des violences entre usagers et non usagers. Enfin, l'essentiel de la hausse de la petite délinquance de ces dernières années est liée aux vols de portables, l'outil coûtant trop cher pour la plupart des jeunes. C'est le progrès : 90% des jeunes de 15 à 30 ans sont maintenant sous dépendance de cet appa-

reil, un taux qui baisse avec l'âge pour n'être plus que de 51% chez les plus de 60 ans.





Alternatives

Petite phrase

"L'utopie est à l'horizon
Quand je fais deux pas vers elle,
Elle s'éloigne de deux pas.

Je fais dix pas
et elle est dix pas plus loin.

A quoi sert l'utopie ?
Elle sert à ça, à avancer"
Eduardo Galeano,
écrivain sud-américain.

Noix de lavage inefficaces

La revue de consommateurs belge *Test achats* a réalisé dans son numéro de mars 2006 une étude sur les noix de lavage indienne. Conclusion : si elles ne contiennent pas d'allergènes et sont biodégradables, elles ne sont pas efficaces contre les taches, ten-

dant à rendre le linge de plus en plus gris au fil des lavages. L'INC, Institut national de la consommation, les a également testées. Dans *Soixante millions de consommateurs* de novembre 2006, la conclusion est sans appel : elles sont aussi efficaces qu'une lessive témoin faite avec de l'eau chaude seule !

Les Cigales quittent Finansol

Bien qu'à l'initiative de départ du label Finansol (pour finances solidaires), les Cigales, clubs d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'économie solidaire, ont décidé de quitter cette structure, estimant que le label attire de plus en plus d'opérateurs financiers extérieurs

Si j'étais paysan

La Confédération paysanne du Limousin, en collaboration avec Yves Renou, ancien paysan et créateur de jeu, a édité le jeu "Si j'étais paysan" qui se joue de deux à six joueurs. Après avoir construit un parcours à son envie, chacun doit avancer sur celui-ci avec l'aide d'un dé et découvrir les éléments de la vie d'un paysan : produire, employer, préserver, agir... Une partie dure environ trente minutes. Pour les petits comme pour les plus grands. A commander contre 16 € au siège départemental de la Confédération paysanne de chez vous ou directement à *Confédération paysanne du Limousin, 32, avenue Leclerc, 87100 Limoges, tél : 05 55 77 58 22.*



Habitat sain

■ **Bois soudé sans colle.** Une équipe de recherche suisse a trouvé par hasard (en faisant une erreur de manipulation) qu'il est possible de lier deux morceaux de bois sans colle en les frottant l'un contre l'autre à une température de 180°C. Les fibres de lignine

au mouvement de l'économie solidaire qui se contentent d'avoir un ou quelques produits financiers solidaires noyés dans des finances qui, elles, ne le sont pas. Après l'agriculture bio et le commerce équitable dévoyés par les grandes surfaces, c'est au tour des finances solidaires d'être récupérées par le système bancaire.

Prix Nobel alternatif

La fondation suédoise *Right livelihood awards* a comme chaque année remis son prix dit "Nobel alternatif" à la veille du début des Nobel officiels. En 2006, ce prix se partage entre le Chico Whitaker Ferreira (Brésil), Daniel Ellsberg (USA), Ruth Manorama (Indie) et le festival international de poésie de Medellín (Colombie).



DR
Chico Whitaker Ferreira.

Chico Whitaker Ferreira, 75 ans, militant catholique tendance théologie de la libération, a consacré sa vie à lutter pour la démocratie et contre la corruption. Architecte, il a participé à un fonds social de réforme pour le gouvernement de Sao Paulo avant le coup d'Etat de 1964. Réfugié en France en 1966, il est alors consultant à l'UNESCO et enseignant. Il est dans le comité de soutien à Allende, au Chili au début des années 70. De retour au Brésil en 1982, il s'investit dans des structures d'aides aux chômeurs mises en place par l'Eglise. De 1989 à 1996, il est élu à la mairie de Sao Paulo sur la liste du Parti des travailleurs. Il anime ensuite une campagne contre la corruption, recueille un million de signatures et obtient le vote d'une loi en 1999. La loi permettra l'inculpation de plus de 400 élus. En 2000, il fait partie des initiateurs du Forum social mondial dont la première édition se tient en 2001 à Porto Alegre.

Daniel Ellsberg, 75 ans, s'engage dans les Marines de 1954 à 1957. Il devient officier et en 1959 se retrouve spécialiste des essais nucléaires. En 1964, il travaille au Pentagone alors que les Etats-Unis s'embourbent dans la guerre du Vietnam. Il assiste aux manipulations dans les médias et, désenchanté par l'armée, décide, en 1969, de transmettre à des journalistes plus de 7000 pages de documents classés top-secret. Arrêté pour trahison, il sera maintenu aux arrêts jusqu'au Watergate en 1974 qui conduira à la démission du président Nixon et à la fin de la guerre.

Il s'engage alors dans les rangs des mouvements pacifistes, notamment pour le gel des armes nucléaires. Il a été depuis arrêté plus de 70 fois dans des actions, dont une fois sur un bateau de Greenpeace lors d'une manifestation en Russie contre les essais nucléaires. Depuis 2004, il anime une campagne "Vérité sur la guerre en Irak" avec le soutien d'autres anciens militaires dégoûtés par les manipulations actuelles. En 2006, il a commencé une campagne sur la désinformation sur le dossier iranien.

Ruth Manorama, 54 ans, exerce comme avocate depuis 1975. Elle a très vite été sollicitée par des Intouchables qui choisissent de devenir chrétiens pour sortir de leur statut. Elle développe alors l'aide aux plus démunis et en particulier aux femmes employées dans des conditions proches de



DR
Ruth Manorama.

l'esclavage. Elle a aidé à la constitution d'un grand nombre d'associations de défense des femmes. En 1985, elle devient secrétaire générale de Women's voice (la voix des femmes), une association qui coordonne les multiples groupes locaux. Elle est également secrétaire du Mouvement de libération des Intouchables chrétiens et depuis 1995, présidente de la Fédération nationale des femmes intouchables. Elle participe aussi au Mouvement pour l'engagement des femmes en politique, au mouvement pour le planning familial. Elle représente ces différents groupes au sein du Réseau international pour le droit des femmes et à sa section pour l'Asie et le Pacifique. Elle a organisé de nombreuses campagnes à travers tout le pays, des marches de protestations, notamment une marche avec 150 000 personnes pour revendiquer le droit au logement des plus pauvres. Elle a été l'avocate du Centre national des travailleurs auprès de la Cour suprême pour demander une loi améliorant les conditions de travail de tous. Elle a participé aux rencontres internationales de femmes organisées tous les cinq ans par l'ONU (Beijing et Durban).

Le **Festival international de la poésie** de Medellín, en Colombie, a vu le jour en 1991 dans une des villes les plus dangereuses au monde. Il est né de la volonté d'une douzaine de personnes qui animaient une revue littéraire depuis 1982 et qui souhaitaient montrer qu'il était possible de vivre autrement que dans la terreur des gangs. Le festival organise, pendant dix jours, des lectures publiques, dans la rue, les parcs



DR
Les organisateurs du Festival international de la poésie de Medellín.

publics, les écoles, les centres sociaux, les postes, les restaurants, les églises et même les prisons. Chaque année, entre 80 et 100 poètes viennent de plus d'une cinquantaine de pays. Les lectures sont aujourd'hui suivies par plus de 200 000 spectateurs. Depuis l'origine du festival, 747 poètes sont venus de 131 pays différents. En 2003, le festival avait choisi le thème de la paix et un appel public a été signé par 188 poètes, 282 artistes et des milliers de Colombiens travaillant dans le monde de la culture ; un appel qui a été perçu comme très politique. En 2005, le festival s'est étendu sous la forme d'une école de poésie qui tout au long de l'année donne seize conférences et une douzaine de lectures. La première année, 600 adultes ont suivi le programme de l'école. Une version pour les plus jeunes, décentralisée dans les quartiers les plus pauvres est en projet. *Festival Internacional de Poesía de Medellín, Transversal 39 A, N° 72-52, Medellín, Colombie, fax : 0057 45 41 12 49.*

LE BARBIZON

muré

Depuis début septembre, les animateurs du cinéma squatté "Le Barbizon" (voir article dans notre numéro d'été) ont vu se multiplier les visites de la préfecture prétextant un risque pour le public qui se rend dans les lieux. Alors que l'association était en train de négocier des aides avec la mairie et qu'un premier vote favorable avait eu lieu au Conseil de Paris, le 16 octobre, les forces de police sont intervenues le mercredi 18 octobre pour murer les lieux. Une manifestation de soutien a eu lieu le 21 octobre. Les nombreux artistes qui profitaient de cette salle vont maintenant devoir trouver une autre solution. Quant au propriétaire, il devra respecter le plan d'occupation des sols décidé par la mairie qui prévoit sur ce lieu le maintien d'une activité culturelle. *Les Amis de Tolbiac, Maison des Associations, Boîte 24, 11, rue Caillaux, 75013 Paris.*



P. E. Weck, 1D photo

et d'hémicelluloses s'enchevêtrent alors intimement et provoquent une fixation solide. Cette technique pourrait déboucher sur des processus évitant l'usage des colles toxiques (*Garance voyageuse, automne 2006*)

■ Formation écomaison.

L'écocentre du Périgord organise en six stages, une formation portant le titre "la saga de l'écomaison". Ces six stages vous donnent tous les éléments pour penser, concevoir et réaliser une maison bioclimatique. La première semaine de formation aura lieu du 22 au 28 janvier.

Renseignements : *Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

■ Lyon : Sainbiose déménagement.

Après plusieurs années sur le port Rambaud, Sainbiose, magasin pour l'habitat sain, déménagement et ouvre à Meyzieu un pôle d'éco-construction avec 1500 m² de magasin et 7000 m² de terrains. Tout pour gérer notre troisième peau. *Sainbiose, 9, rue du Périgord, 69330 Meyzieu, tél : 04 78 37 16 03.*

BELGIQUE

Télévision du monde

La télévision est-elle définitivement à bannir ? Certains pensent que non et, depuis la Belgique, ont lancé un appel pour réfléchir à une télévision autour de l'information, de l'éducation et des ini-

tiatives citoyennes. La télévision étant un média coûteux, ils espèrent dans un premier temps mettre en place un réseau des initiatives en ce genre, réseau qui doit permettre de fédérer des moyens, d'échanger des informations, des émissions, de coproduire... Avec le développement du haut débit, une telle télévision pourrait être diffusée par le biais d'internet. Un forum de débat est actuellement en place sur internet. *Télévision du Monde, Forum 2006, rue Jacques-Fosséprez, 5, B 5330 Assesse, www.televisiendumonde.be.*

Peau à peau

L'association *Peau à peau* regroupe des personnes qui font la promotion du portage des bébés, afin de favoriser le contact entre les parents et l'enfant. L'association, née en 2000, propose également des activités dans des domaines voisins : allaitement maternel, massage, bercement des bébés... *Peau à peau, rue de Porto, 51, B-4020 Liège, tél : 04 340 06 15.*



DR

Alternatives



SEINE-

SAINT-DENIS

La politique au risque de la spiritualité

Les associations *Démocratie et spiritualité, Vie nouvelle, Poursuivre*, organisent les 1, 2 et 3 décembre à la Bourse du travail, 11, rue Génin, à Saint-Denis (M°Porte-de-Paris), un colloque sur ce thème. Au programme : le vendredi après-midi, "la démocratie est-elle une valeur spirituelle" avec Jean-Baptiste de Foucauld, suivi d'une vingtaine d'ateliers sur différents thèmes et pratiques (dialogue social, prison et réinsertion, médiations et non-violence, multiculturalisme et laïcité, les citoyens face aux médias...). Le samedi, débats sur le service civique obligatoire. Le dimanche, deux tables-rondes : quelles questions les citoyens posent-ils aux politiques ? quelles questions les politiques posent-ils aux citoyens ? Programme complet : *La Vie nouvelle, 4, place de Valois, 75001 Paris.*

PARIS

Assises de la pédagogie

Alors que l'on assiste de multiples remises en question de la pédagogie, allant vers toujours plus de pauvreté dans le domaine, le Crap, Cercle de recherche et d'action pédagogiques, une association qui publie les Cahiers pédagogiques à destination des enseignants de l'Education nationale, propose d'organiser des assises de la pédagogie sur le thème "Résister et proposer, il faut changer l'école". Cela se passera le 3 février à la salle des fêtes de la mairie du 13e, à Paris. Programme complet : *Crap, 10, rue Chevreul, 75011 Paris, tél : 01 43 48 22 30.*

VAL-DE-MARNE

Les Serruriers magiques

Les Serruriers magiques mènent des projets avec des enfants et des jeunes issus de milieux populaires, dans le cadre d'un travail à long terme associant activités scolaires et périscolaires dans un souci de continuité d'éduca-

Médias

■ **Poivre rouge**, 8, rue Mouchotte, 75014 Paris, www.poivrerouge.org. Petite revue née en 2004 qui développe sur une vingtaine de pages des sujets écologiques, sociaux, le tout accompagné de nombreux dessins d'humour.

■ **Bicyc'lette**, Roue libre, maison des associations, 67, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry, tél : 04 79 33 96 30, chambery@fubicy.org,



<http://chambery.fubicy.org>. Revue de promotion de la bicyclette qui donne de nombreuses informations sur l'évolution du vélo à Chambéry et plus largement en Savoie et ailleurs.

■ **Cosmopolitiques**, édition Apogée, 11, rue du Noyer, 35000 Rennes, tél : 02 99 32 45 95. Ce trimestriel de réflexion travaille par thème. Dans son numéro 12 "Que faire... des partis", on peut lire trois articles consacrés aux Verts et à leur volonté de faire de la politique autrement.

■ **Simpli-cité**, 1710, rue Beaudry, local 3.3, Montréal (Québec), H2L 3E7, tél : 514 937 3159, www.simpli-citevolontaire.org. Revue trimes-trielle du Réseau québécois pour la simplicité volontaire. De bons textes de réflexion et de nombreux contacts pour avancer dans la direction de la décroissance de notre empreinte écologique.

■ **Zaléa Tv via internet**. La radio associative Zaléa TV, après trois ans de démarches infructueuses auprès du CSA pour obtenir une autorisation d'émettre, vient de signer un partenariat avec Free permettant à ceux qui usent de la Freebox de capter leurs émissions via le canal 79. Une solution certes, mais hautement technique et donc destinée à une ultra-minorité.



Alternatives

tion. Ateliers artistiques, création de comédies musicales et séjours de chantiers-vacances dans une ferme appartenant à l'association sont les principaux outils d'une aventure lancée en 1998 par une équipe d'enseignants et d'animateurs avec les enfants du Bas-Belleville (Paris 20e), et depuis 2003, avec les enfants du quartier de Château-Rouge (Paris 18e) et leurs familles. *Les Serruriers magiques, boîte 304, 7, rue Henri-Barbusse, 94340 Joinville-le-Pont, tél : 01 48 89 95 68.*

mise en lumière. Une réunion pour étudier la suite à donner est organisée les 20 et 21 janvier, à l'*Institut Gandhi, Domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33.*

MULHOUSE

Maison de la citoyenneté mondiale

La Maison de la citoyenneté mondiale est née à Mulhouse en 2002 à l'initiative de différentes personnes comme Roger Winterhalter, ancien maire de Lutterbach, commune voisine, militant Rouge et Vert. La Maison de la citoyenneté mondiale se veut un lieu qui favorise l'expression, libère les énergies, contribue à l'émergence d'un nouvel imaginaire collectif. L'activité de la Maison repose sur quatre orientations principales : l'action citoyenne, la société multiculturelle, les solidarités internationales et l'économie solidaire. Concrètement, on y trouve un centre de documentation et un relais pour de multiples initiatives (Réseau éducation sans frontière, Réseau d'échanges réciproques de savoirs, Roots-France qui anime des programmes pour l'émancipation des femmes au Pakistan, Citoyens du monde, Solidarité Gandiol-Sénégal...). *Maison de la citoyenneté mondiale, 20, rue Paul-Schutzenberger, 68200 Mulhouse Tel : 03 89 33 97 86.*

CALVADOS

Hélianthe

L'association *Hélianthe* anime un centre de ressources sur les pratiques alternatives. Elle propose un stage "initiation aux enduits de chaux", le samedi 9 décembre. Le même jour, elle propose un atelier de création de mandalas, dessin harmonieux

ILLE-ET-VILAINE

Roulotinfo

Roulotinfo est une bibliothèque itinérante alternative qui se déplace en roulotte dans un domaine restreint d'une trentaine de kilomètres autour de Montreuil-le-Gast. On y trouve de nombreux ouvrages dans différents domaines. Elle assure une présence régulière le vendredi soir de 17 h à 19h30 à la ferme de Bel air à Montreuil-le-Gast et se déplace le reste du temps en fonction des fêtes, des forums, des marchés... et des invitations qu'on lui transmet. *Roulotinfo, Bel air, 35520 Montreuil-le-Gast, tél : 02 99 66 90 08.*



venant de l'Inde. *Hélianthe, Clomesnil, 14310 Coulvain, tél : 02 31 77 96 27.*

BRETAGNE

Rencontres des lieux de vie

Le CASRAMN, Collectif des acteurs de séjour de rupture et d'activités en milieu naturel, organise sa réunion annuelle les 1, 2 et 3 décembre sur l'île de Stagadon, au nord du Finistère. Le samedi 2, un débat est organisé avec Franck Michel, anthropologue et fondateur du Centre de

recherche sur le voyage. Renseignements : *CASRAMN, Bruno Vair Piova, Castelvielh, 09000 Foix ou Authentique Azimut, 72, rue de Néchin, 59115 Leers, tél : 03 20 75 68 98.*

CHARENTE-MARITIME

Un bureau sur la terre

Depuis 1993, Greenlab proposait dans les Pays de Loire, des consommables informatiques reconditionnés. En 2005, le gérant de l'entreprise et son fils

SAÔNE-ET-LOIRE

L'Argentific café

L'Argentific café a été créé comme lieu d'échanges et de rencontres pour appétits et esprits éclectiques de toutes générations. Animé par Clémentine et Pierre, le café propose de quoi déjeuner, prendre le thé, mais aussi une bibliothèque, des expositions photos... *L'Argentific, 14, place de l'Hôtel-de-Ville, 71100 Chalon-sur-Saône, tél : 03 85 94 06 11.*



Economie, écologie spiritualité

Du 20 au 26 août, des rencontres sur ce thème ont permis de débattre entre Pierre Rabhi, Bernard Ginesty, Thierry Thouvenot (WWF), Corinne Lepage (Cap 21), Jean-Marc Governatori (France en action), Jean-Marie Pelt, Rachel Liu (Idéo), etc. A la suite de ces rencontres, une suite a été souhaitée autour de deux axes : d'un côté comment favoriser une décroissance de la consommation de biens matériels, de l'autre comment aider les plus pauvres à sortir de la misère. Se pose également la question de l'intérêt des expériences alternatives et de leur

MOSELLE

Cyclociné

Pourquoi utiliser de l'énergie pour projeter un film alors qu'il suffit de placer la bobine à la place de la roue arrière d'un vélo... et de pédaler à la bonne vitesse. Cyclociné propose un spectacle s'appuyant sur ce principe, mais mettant également en valeur d'autres parties du vélo. Le spectacle peut être joué à la demande des associations de cyclistes. Ecrire à : *Cyclociné, Gabriel Fabing, 5, rue du Stade, 57050 Longeville-les-Metz, tél : 06 74 53 85 69 ou 06 75 84 23 68.*





LYON

Vogue la galère

A Lyon, une vogue est une fête foraine. "La vogue des marrons" à la Croix-Rousse est la plus célèbre avec une centaine de manèges présents à l'automne. Elle fête cette année ses 150 ans. A cette occasion, le *Ministère des rapports humains*, association culturelle qui a fait la une de *Silence* n°332, a décidé d'organiser une autre vogue intitulée "Vogue la galère". Durant trois jours, du 6 au 8 octobre, s'est tenue une fête animée par de nombreux artistes de rue, avec des stands qui avaient la particularité de très peu utiliser d'électricité (à part quelques micros), de présenter des jeux que chacun peut concevoir lui-même, de proposer des concours participatifs, des déclamations de poésie, des installations artistiques... Une vogue "alternative" ? Les initiateurs s'en défendent, mais on était en tout cas loin de la promotion des comportements meurtriers des fêtes foraines habituelles : pas de tir au fusil, pas d'auto-tamponneuses... Une vogue qui pourrait devenir encore plus alternative (avec des repas bio par exemple et moins de canettes jetables !). *Ministère des rapports humains*, 13, rue du Chariot-d'Or, 69004 Lyon.

pensent à généraliser la démarche en proposant de manière la plus verte possible, tout ce dont peut avoir besoin une entreprise. En janvier 2006, démarre la société *Un bureau sur la Terre* qui depuis propose tout le papier, les consommables informatiques, le petit matériel, les produits d'entretien... Catalogue sur demande à : *Un bureau sur la Terre*, 65, route de la Douane, 17690 Angoulins, tél : 05 46 07 77 32.

VAUCLUSE

Maison alternative et solidaire

La MAS, Maison alternative et solidaire, a été inaugurée à Avignon le 14 octobre. Elle héberge une quinzaine d'associations et d'organismes qui œuvrent dans le domaine de l'économie solidaire : Artisans du monde, Aspal, Attac, Cassandre, Peuples Solidaires, Mouvement français

pour le planning familial, Civam bio 84, Greenpeace, Frères des hommes, LGBT (Gays, Bisexuels, Transgenres), Pain et Liberté, AMAP d'Avignon, Sud-Education, Alpaca-Avignon (intermittents du spectacle)... Lieu de rencontre et de débats, elle doit servir aussi de relais aux grandes campagnes nationales (sortir du nucléaire, anti-OGM, Solidarité internationale...). *MAS*, 5, rue des Teinturiers, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 59 26.

MARSEILLE

Eco-Sapiens

Eco-Sapiens est une jeune coopérative née pour faire la promotion des initiatives écologiques, éthiques, biologiques, solidaires... en offrant sur internet d'une part un catalogue de produits, chacun des produits étant présenté avec son impact écologique, ce qu'il permet d'éviter et ce en quoi il n'est pas parfait, mais également des informations sur des initiatives alternatives non-marchandes. Eco-Sapiens cherche à fonctionner en accord avec ses idées et a pour cela adopté le statut de Scop, société coopérative ouvrière de production où chaque personne dispose d'une voix pour prendre les décisions. *Eco-Sapiens*, 32, rue de Crimée, 13003 Marseille, tél : 04 91 50 55 07.

ARDECHE

La ferme des enfants

Après plusieurs mois de rencontres et d'échanges, avec un public essentiellement retraité, le projet d'un lieu de vie associant enfants, adolescents et retraités est en voie de constitution : achat d'un lieu dans le sud de l'Ardèche et création d'une société civile adaptée. Pendant deux ans, des chantiers vont avoir lieu pour mettre le site en place avec la restauration de l'existant et la construction de nouveaux bâtiments. Des chantiers fourmi (sans compétence particulière) et des chantiers castor (où un savoir professionnel est nécessaire) sont organisés à partir de début mai, semaine après semaine. Ces chantiers utilisent les différentes techniques de l'habitat écologique. Il est possible d'apporter son aide en prenant contact avec *La ferme des enfants*, *Le hameau des Buis*, *Montchamp*, 07230 Lablachère, tél : 04 75 39 07 22.



Fêtes, foires, salons (le signe * indique que Silence est présent)

■ **Grenoble : 20^e Naturissima.** 25 novembre au 3 décembre, à Alpexpo. 200 exposants. Thèmes de l'année : les transports propres, l'éco-habitat, les énergies renouvelables. *Alpexpo*, avenue d'Innsbruck, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.

■ **Paris : 3^e Bâtir écologique.** 1er au 3 décembre à la Cité des sciences et de l'industrie. Une centaine d'exposants, une douzaine de conférences. *Caseat*, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, tél : 01 45 55 71 50.

■ **Aude : 2^e marché bio de Noël.** 3 décembre à Villemoustoussou, producteurs bio et artisanat écologique. Conférences, animations. *Nature et Progrès*, Mairie, BP 46, 11190 Couiza, tél : 04 68 20 94 75.

■ **Haute-Savoie : 2^e Natureva.** 8 au 10 décembre, Parc des expositions de La Roche-sur-Foron. 200 exposants. Alimentation bio, santé, éco-habitat, énergies renouvelables, environnement. *Rochexpo*, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron, tél : 04 50 03 03 37.

■ **Paris : 1^{er} Noël en bio.** 8 au 10 décembre, à l'Espace des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, Paris 4^e. Produits bio et de santé, vêtements, conférences et ateliers pratiques. *Naturally*, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne.

■ **Toulouse : 2^e salon des médecines douces.** 8 au 11 décembre à l'Espace Diagora, à Labège. Produits bio, cosmétiques, thérapies douces. Thème de l'année : sans nature, plus de futur. Conférences sur l'habitat sain, les renouvelables, etc. *Organizen*, *Théon*, 17120 Cozes, tél : 05 46 90 11 52.

* **Montpellier : 7^e Bio-harmonies.** 9 au 12 décembre au parc des expositions, 200 exposants. 60 conférences. Thème de l'année : pour vivre sa vie au naturel. *Goral*, 126, impasse Juvénale, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.

■ **Nancy : Nouvelles clés pour un monde viable.** 9 et 10 décembre, au palais des congrès. Producteurs bio dont les producteurs de fromage de Wallonie, des idées cadeaux bio-écologique-équitable, des jeux solidaires, médecines douces, environnement, éco-habitat, jardinage... *Les saveurs santé*, 4, La Planchotte, 88260 Hannezel, tél : 03 29 07 81 06.

■ **Pau : 11^e Asphodèle.** 15 au 17 décembre au parc des expositions. Salon des produits biologiques et des alternatives écologiques. Salon du livre et des médias alternatifs. 250 exposants. Conférences, ateliers pratiques. *Utovie*, 40230 Bats, tél : 05 58 79 17 93.

* **Ardèche : 2^e foire bio de Quintenas.** 17 décembre à la salle polyvalente. Bio, habitat sain, associations, artisans, économie solidaire... Conférences sur l'habitat écologique et conférence de Jean-Marie Pelt. *Agri bio Ardèche*, 4, avenue de l'Europe-Unie, BP 421, 07004 Privas cedex, tél : 04 75 64 82 96.



Le Petit Ney, un café littéraire



DR



DR

Jeux.



DR

Repas à thème.

Le Petit Ney est un café littéraire populaire animé par les habitants d'un quartier sensible et enclavé du 18^e arrondissement de Paris.

Traversez le boulevard Ney, tournez à droite puis à gauche. Avant d'arriver en Seine Saint-Denis vous entrez dans le quartier de la Porte Montmartre. Sa particularité ? Etre totalement enclavé entre le boulevard Ney et le périphérique, être coupé de la prestigieuse butte Montmartre et du reste du 18^e. Ici, pas de mixité sociale. Le quartier présente les critères sociaux les plus bas de Paris et 98% de ses logements sont sociaux. Prenez alors l'avenue de la Porte Montmartre et là vous ne pouvez pas le louper : le soir c'est quasiment l'unique lumière qui brille, en journée on le reconnaît à son grand fronton bleu et à ses jolies tables et chaises dépareillées en terrasse, entrez ! Vous êtes au café littéraire *le petit Ney*.

En franchissant la porte, on est frappé par la chaleur presque familiale qui y règne. Le café ouvre à 10h du mardi au samedi. Sur les coups de 11h, on peut y rencontrer un papa et son petit garçon qui boivent un chocolat chaud en jouant à un des jeux de société mis à disposition. Et peu à peu, le lieu se remplit de clients pour le repas de midi à mesure qu'une délicieuse odeur de poisson, qui émane de la cuisine, envahit la grande salle. Les habitués qui demandent des nouvelles en arrivant côtoient les nouveaux venus. L'après-midi, tables et chaises de la grande salle sont ramassées pour laisser la place aux ateliers qui se tiennent principalement autour du livre. En soirée, le lieu s'anime au gré de la programmation

des spectacles et *Le Petit Ney* s'apparente à un café-concert, fréquenté par un public parisien et francilien diversifié. Ici pas d'alcool, mais de délicieux jus de fruits bio et autres produits du commerce équitable sont servis.



DR

Créer des liens et valoriser le quartier

C'est en 1994 que des habitants du quartier de la Porte de Montmartre décident de se regrouper pour créer un journal de leur quartier. Ils fondent une association loi 1901 en Octobre et le 1^{er} numéro du *Petit Ney* paraît en Novembre. C'est

alors un moyen pour les initiateurs de ne plus seulement habiter un quartier sans à peine connaître leurs voisins mais de se l'approprier et de le valoriser, lui et ses habitants. Avec la volonté de tisser du lien, ils misent sur l'intelligence des gens du coin pour créer une vie de quartier. L'objectif est aussi de casser cette fracture urbaine symbolisée par «l'autoroute» que constitue le boulevard Ney.

Etre valorisé, le quartier en a bien besoin, car tout semble converger pour laisser croire à ses habitants qu'ils ne seraient qu'une sorte de citoyens de deuxième zone en marge de la capitale derrière le boulevard des Maréchaux.

Ils sont donc une petite dizaine à refuser cette logique avec la ferme intention d'aller à la rencontre des gens du quartier et de leur donner la parole, en toute liberté, dans un journal : *Le Petit Ney*. Il est alors vendu 2 francs sur le marché et les discussions fusent. Cela donne une visibilité importante à la démarche, l'argent de la vente servant à payer l'imprimeur.

Une démarche indépendante, culturelle et sociale qui trouve de l'écho dans le quartier et qui, déjà, intrigue, questionne et parfois effraie certains acteurs locaux.

Aujourd'hui, le journal n'est plus l'objet principal de l'association mais il reste un élément visible et fondateur. « Faire ce journal nous a permis de connaître notre quartier et de rencontrer les gens », explique Philippe Durand, un des fondateurs récemment salarié au *Petit Ney*.

La bataille pour l'ouverture d'un lieu

En 1995, la Mairie de Paris intègre le quartier dans les projets de sa politique de

et populaire parisien



Dessins.



la ville. Cependant, le manque de réflexion autour du développement culturel du quartier est flagrant. Les membres de l'association *Le Petit Ney* proposent alors d'y ouvrir un café littéraire, lieu de rencontres, d'animation sociale et culturelle locale.

Un café littéraire, joli pied de «Ney» à ceux, historiquement prestigieux, de la butte Montmartre. Et déjà, le terme comme la démarche surprennent voire choquent. Un café littéraire dans un quartier populaire ? Des habitants qui veulent, non seulement le créer eux-mêmes, mais aussi le gérer de façon indépendante ? Cela fait beaucoup à avaler pour certains... Les pouvoirs publics ne répondent d'abord pas aux sollicitations d'ouverture d'un lieu. Mais il en faut plus pour décourager l'équipe de *Petit Ney* qui organise un petit harcèlement téléphonique hebdomadaire au bureau de la députée de

la circonscription. Et cela finira par porter ses fruits d'autant plus que le journal est de plus en plus lu et que l'association multiplie l'organisation de manifs et d'événements culturels locaux. *Le Petit Ney* est déjà un acteur local qu'il est devenu impossible d'occulter. Aux municipales de juin 1995, la quasi-totalité des mairies d'arrondissement parisiennes passe à gauche. L'année d'après, 66 associations locales se réunissent et interpellent Jean Tibéri, maire de Paris, sur la politique de la ville. Elles lui rappellent qu'il serait temps de mettre enfin en place ses beaux principes et de pallier notamment le manque d'espace pour la culture démocratique à Paris. *Le Petit Ney* est une des locomotives de ce mouvement. Sa volonté d'indépendance et son refus d'accepter les compromis que lui suggère la ville de Paris n'ont pas fini de déranger.

expériences, la gestion associative. Cependant, ils sont quelques anciens intermittents du spectacle à connaître des ficelles et à avoir des contacts ce qui permet à l'association de lancer rapidement une programmation culturelle pour les vendredis et samedis soirs.

Régulièrement, des habitants en difficulté du quartier franchissent la porte de l'association pour demander de l'aide (logement, garde d'enfants...). L'accueil est assuré à tour de rôle par les sept salariés. Ils conseillent et orientent les gens vers les personnes et instances compétentes car *Le Petit Ney* n'est pas un centre social même s'il permet de créer du lien localement.

Dans le quartier, point de mixité sociale ni ethnique. La population est globalement pauvre et d'origine étrangère. Et c'est en grande partie elle qui fait vivre *Le Petit Ney*. L'ensemble des membres du Conseil d'Administration et cinq des sept salariés de l'association habitent le quartier. La proximité a aussi ses inconvénients : en cas de difficulté interne, tout le pâté de maisons est au courant... ambiance village.

A l'entrée du café, une boîte à projets à disposition des gens du quartier est bien alimentée.

Ainsi, en 2004, Thierry, gardien d'immeuble d'une cinquantaine d'années et élu vert, est venu proposer un projet théâtral au *Petit Ney* sur la mémoire du quartier. D'autres voisins et la Compagnie de théâtre *Les Toupies* se sont greffés au projet. Avec des permanents de l'association, ils ont interrogé les vieux habitants sur leur vie au quartier dans leur jeunesse. Leurs témoignages ont été mis en scène et interprétés dans les cours d'immeubles par des enfants du quartier lors d'un spec-



Un lieu culturel de proximité pensé, créé et géré par les habitants du quartier

En Novembre 1998, l'autorisation d'ouvrir le lieu et les subventions sont enfin reçues. «Les pouvoirs publics ne croyaient pas trop à sa réussite et pensaient gagner leur tranquillité en cédant cette possibilité», explique Philippe Durand. En mars 1999, commencent les travaux avec une entreprise d'insertion, une expérience intéressante mais pas toujours simple à gérer d'autant que les encadrants n'étaient pas à la hauteur.

Les militants de *Petit Ney* apprennent, en grande partie sur le tas et au fil des



DR

Décoration du rideau de fer.



DR

Spectacle.



Marie Ann

Spectacle.

tacle intitulé *Mémoire de quartier - j'ai 10 ans*. Dans ces mêmes cours d'immeubles, étaient exposées en permanence de vieilles photos du quartier apportées par les habitants, sélectionnées et agrandies. Ces expositions ont provoquées des rencontres et des échanges notamment avec les jeunes qui « tenaient les murs ». Quand l'exposition a pris fin quatre mois plus tard, et contrairement à ce que prétendaient les mauvaises langues, pas une seule photo n'avait disparu ou n'avait été abîmée.

Dans une démarche similaire, grâce à un financement européen et toujours sur le thème du recueil de souvenirs fut organisé cette année du théâtre en appartement.

Atelier de lecture aux bébés, qui se tient deux fois par semaine au *Petit Ney* dans l'espace ludothèque, est également parti de la volonté d'une enseignante du quartier à la retraite. Idem pour l'atelier couture et stylisme à partir de la recup'.

Ainsi, les ateliers du *Petit Ney*, gratuits après adhésion à l'association, sont pour la plupart proposés, animés et fréquentés par des habitants du quartier selon leurs possibilités et les envies des uns et des autres. Ils favorisent l'apprentissage dans un cadre convivial et l'échange de savoirs porté par ces habitants qui ont trouvé au *Petit Ney* un lieu pour s'investir et devenir acteurs de la vie du quartier.

Les réunions mensuelles du comité de rédaction du journal *Le Petit Ney* sont aussi ouvertes.

L'animation sociale et culturelle autour du livre et de l'écrit se traduit aussi par des ateliers réguliers de lecture pour les ados. Qu'ils prennent plaisir à lire est l'objectif numéro un. Chaque mardi, un atelier d'écriture est animé par l'écrivain Patrick Arduise. Atelier dont sont issus parfois les textes lus lors des soirées de lectures partagées ouvertes à tous une fois par mois. Atelier cuisine, lui, permet de papoter en apprenant la recette de nou-

veaux plats venant des quatre coins du monde. Certains ateliers prennent du temps à démarrer mais le bouche-à-oreille fonctionne bien.

Le Petit Ney, poil à gratter politique local

«Chacun prend la liberté qu'il s'autorise», insiste Philippe Durand. Et *Le Petit Ney*, ne se gêne pas pour dire ce qu'il pense, prendre parti et s'engager concrètement lors d'événements locaux. En effet, en dehors de ses activités et ateliers autour du livre, *Le Petit Ney* s'engage ponctuellement, de façon plus ou moins formelle, par le biais du journal ou d'actions plus directes. Très attachée à son indépendance, l'association ne s'autocensure pas pour plaire à ses partenaires.

Ainsi, lors de la saison 2003-2004, *Le Petit Ney* a accueilli une fois par mois un Café social. L'association 7,8,9 y a préparé les Etats généraux du Social qui ont eu lieu en octobre 2004. La dernière rencontre du Café social a été consacrée à l'économie Sociale et Solidaire. Suite à cela, *Le Petit Ney* a créé au sein du quartier une Cigales (Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire). Pour l'instant, cette Cigales a participé au financement d'un café équitable au sein d'une péniche-



DR

Troc au livre.

théâtre-concert et d'une société qui fournit du matériel de bureau recyclé et environnemental. Elle a aussi participé au rachat d'un logement pour l'association *Solidarité nouvelle pour le logement* - qui met à disposition pour une durée d'occupation limitée un logement d'insertion et accompagne les personnes locataires afin de leur permettre de s'insérer dans la vie locale et d'accéder à un logement durable.

En 2005, *Le Petit Ney* a ouvert ses portes au Comité de défense des jardins ouvriers menacés de Saint-Ouen. Dans la bataille gagnée contre la délocalisation de la Poste du quartier, qui paraissait acquiesce d'avance, l'association a aussi fourré activement son nez. En avril 2006, elle a participé à une mobilisation de soutien à deux familles colombiennes du quartier menacées d'expulsion. Aujourd'hui, elles sont toutes les deux sorties d'affaire. Récemment et de façon exceptionnelle, *Le Petit Ney* a accueilli en urgence dans ses locaux une famille africaine en difficulté et l'a accompagnée dans ses démarches de relogement. En octobre 2006, l'association a tenu un des bureaux de vote pour le scrutin sur le droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections locales.

Le Petit Ney est aussi en lien avec d'autres associations locales. Et récemment, il a adhéré au collectif des Associations loi 1901 en danger (créé en 2003) face aux baisses des subventions.

Même si le lieu a plutôt une connotation féminine, hommes, femmes et enfants du quartier de la Porte de Montmartre s'y retrouvent et inventent, ensemble, une vie et des valeurs collectives à leur échelle, celle du quartier. La lumière qui brille au *Petit Ney* et qui rayonne sur le quartier n'est décidément pas près de s'éteindre.

Camille Clochon ■

Le Petit Ney, 10, avenue de la Porte Montmartre, 75018 Paris, tél : 01 42 62 00 00, lepetitney@free.fr

La petite Rockette

La petite Rockette est un squat situé dans le 11^e populaire à Paris : un véritable laboratoire expérimental, alternatif, social et culturel.



P.-E. Weick 1 D photo

Une grande porte, joliment décorée est ouverte du mardi au samedi. En entrant on découvre un lieu immense. A gauche : l'accueil où deux ou trois jeunes hommes discutent autour d'un ordinateur et s'interrompent volontiers pour s'intéresser aux arrivants. A droite : une grande pièce dont les murs sont recouverts de tableaux, c'est la salle d'expos. En face un hall, dans lequel on a le droit de se regrouper à plus de trois, donne sur la cour intérieure. Un grand escalier lumineux, souvent utilisé pour exposer des œuvres, nous mène au premier étage. Et là une bibliothèque, des chambres-ateliers et le sleeping qui accueille provisoirement des personnes sans domicile. Au deuxième, une salle d'informatique, deux grandes salles d'activités et des lieux de stockage de matériaux. Près de 2 000 m², un lieu immense dans l'est parisien où s'inventent, au jour le jour et au gré des envies de ses habitants, des alternatives de vie, artistiques, sociales et culturelles.

Ouvrir le squat et lancer la dynamique

« C'est moi qui ai ouvert ici », explique fièrement Jo. « Et moi je suis venu avec des potes le deuxième jour pour apporter du soutien », continue Oury. C'était il y a un an, un jour d'octobre 2005, Jo, Oury et leurs copains débarquaient dans l'ancienne annexe de la prison de la Bastille devenue un centre de formation des inspecteurs des impôts et de la répression des fraudes. Le lieu, désert, était en fort bon état : l'eau et l'électricité toujours branchées. Ils sont plusieurs à venir de différents squats parisiens, menacés de fermeture, comme le 17^e Parallèle à la porte de Clichy ou l'annexe 44 à Bagnole. Le lieu se remplit peu à peu, des tensions naissent. Certains partent, d'autres arrivent. Et peu à peu les objectifs du lieu se précisent. Il s'agit d'abord d'avoir un logement et de partager une expérience de vie communautaire autogérée. Ensuite, « c'est de l'espace

qu'on voulait pour organiser des activités sociales et culturelles » explique Oury qui s'insurge volontiers contre « l'uniformisation ambiante ». Récupérer un lieu vide pour en faire un espace de liberté est un moyen au service d'une démarche qu'ils qualifient eux-mêmes « d'humaniste. »

Et un an plus tard ...

Un bon groupe d'artistes et d'associatifs avec des projets et des envies plein la tête anime le lieu. La Petite Rockette est avant tout une zone de travail et d'accueil pour les artistes. Certains y vivent et y travaillent comme Renald qui réalise des peintures sur matières plastiques. D'autres y habitent et participent au fonctionnement de la maison, c'est le cas de J-C, la vingtaine, animateur à Montreuil. Chacun apporte des savoir-faire. Vernissages et soirées-cabaret, ouvertes à tous, ponctuent régulièrement la vie du squat. Le programme des activités de l'an-



Alternatives à Paris

née est fraîchement imprimé : cours de théâtre, de jonglage, d'arts martiaux et même d'informatique pour le troisième âge. Le mercredi, les ateliers marionnettes, jeux de théâtre et «l'art ludique» sont réservés aux enfants. Construire un robot à partir de récup' est aussi dans leurs cordes. Et à environ 4 € la séance, les cours et ateliers ont un franc succès.

La gestion financière du lieu repose sur un principe simple : 1 € par heure et par personne est demandé pour disposer d'un espace. Ainsi une somme d'argent est récoltée quotidiennement. Une partie sert à acheter la nourriture du soir, une autre est consacrée aux frais d'entretien, au nettoyage et aux travaux. Les tâches ména-

gères s'effectuent de façon autogérée avec deux responsables par semaine. Et cela semble bien fonctionner à en croire la propreté du lieu. « Ici les fêtes sont maîtrisées, on ne peut pas poser trop de son à cause des voisins », précise Joss peintre et musicien qui vit au squat. Une fois par semaine, la dizaine d'habitants permanents se regroupe pour une réunion formelle. Et «chaque soir on se fait une bonne bouffe tous ensemble», explique Oury. Un sleeping a été organisé : deux chambres, pour accueillir des personnes « en galère ». Et, deux mois après l'ouverture du lieu, une antenne de Médecins du Monde s'est installée au squat. Ainsi des professionnels (un médecin, une psycho-



DR

logue et une assistante sociale) sont là pour prendre le relais.

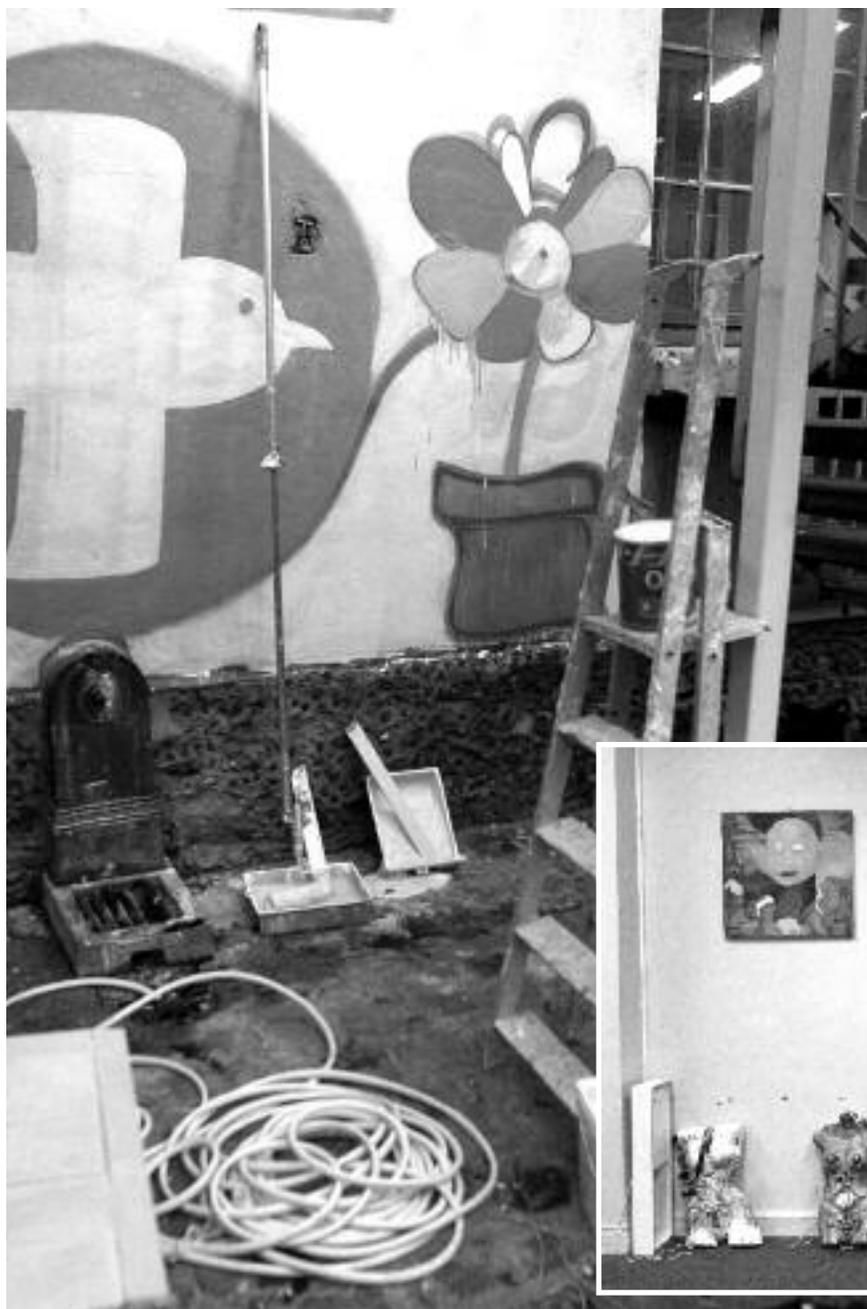
«Ouvertures», c'est le nom de la prochaine expo prévue à la Petite Rockette. C'est aussi une référence à la volonté qu'ont les squatters de s'ouvrir sur l'extérieur, de se mêler aux gens du quartier. « Bonnes » sont les relations qu'entretient la Petite Rockette avec les élus municipaux qui sont «à l'écoute». Régulièrement, les Verts du 11^e, qui soutiennent le projet, se réunissent au squat. Des femmes d'un jardin partagé du coin viennent aussi pour soigner les plantes de la cour intérieure malheureusement trop peu éclairée.

«Et comme on fait le même boulot, au fond, ça explique que la Mairie s'intéresse sérieusement à nous», conclut Oury, une lettre de l'adjoint du maire à la main. Pérenniser le lieu ? Pourquoi pas, mais pour les conditions il faudra s'arranger.

Et pour que les espaces de liberté se multiplient à Paris comme ailleurs, la Petite Rockette proposera bientôt un cours d'ouverture de squat...à bon entendeur.

Camille Clochon ■

La Petite Rockette, 6, rue Saint-Maur, 75011 Paris, tél : 01 43 67 66 34, squatoujours@free.fr



Olivier Aubert - 1D photo



Olivier Aubert - 1D photo



DR

Les Petits vélos de Maurice

A la boutique des Petits vélos de Maurice, ce sont des personnes handicapées qui travaillent pour que roulent les vélos des parisiens et que l'air soit plus respirable dans la capitale.

Avec sa couleur orange, ses grandes baies vitrées et son joli logo, on ne peut pas la louper la boutique des *Petits vélos de Maurice*, boulevard Voltaire dans le 11^e arrondissement de Paris, même sous la grisaille d'un matin d'automne. En entrant, on découvre des vélos à droite, à gauche, en l'air... des vélos neufs à l'endroit et des vélos à réparer à l'envers mais aussi toutes sortes d'accessoires cyclistes. A première vue, rien ne semble différencier la boutique d'autres du même genre à Paris. Mais ici les réparateurs de vélos sont des personnes handicapées physiques et/ou mentales issues d'un Etablissement et service d'aide par le travail. Devant le comptoir, à gauche, deux chaises pour se poser cinq ou quinze minutes, le temps d'une mini-réparation ou d'une bonne discussion. Mais déjà le téléphone sonne et les clients

se succèdent. La journée commence sur les chapeaux de roues et promet d'être, ce mercredi, comme les autres jours de la semaine, à la boutique, bien mouvementée.

Une belle idée, un succès rapide

Le projet est né, à la veille de l'an 2000, à partir du mémoire d'un moniteur d'un Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) et d'une réflexion de l'équipe. L'objectif est triple. D'abord social : réinsérer socialement et professionnellement des personnes handicapées. Ensuite vient la dimension écologique : réparer et promouvoir l'usage des vélos à Paris. Enfin, l'entreprise se veut économiquement viable et vendre des services de qua-

lité en renouant avec une convivialité tant réclamée par les Parisiens. Un cocktail détonnant et une gestion qui, du coup, n'est pas des plus simples. Concilier rentabilité économique et travail social ne va pas de soi. Mais c'est le pari qu'ils ont décidé de relever.

Mais, au fait qui est Maurice ? La boutique est une extension de l'ESAT Maurice-Pilod situé également dans le 11^e arrondissement et accueillant 94 travailleurs. Pour ouvrir ce lieu aux normes d'accueil de personnes handicapées, l'équipe sollicite les subventions de la DDASS de Paris et le Conseil régional d'Ile-de-France. Les jolis logos de la vitrine sont alors gracieusement réalisés par le Collectif de graphistes indépendants

(1) Collectif sur le toit, 18, rue Beccaria, 75012 Paris, tél : 01 43 41 72 15.



Sur le toit, séduit par la démarche (1). L'enseigne est réalisée par l'atelier arts plastiques de l'ESAT. La boutique est inaugurée début octobre 2004. Et le bouche à oreille va bon train. Il fonctionne d'ailleurs tellement bien que l'équipe des *Petits vélos de Maurice* est rapidement victime du succès de la boutique.

Redéfinir les priorités

L'accroissement rapide de la demande génère du stress et des horaires à rallonge, la situation devient vite insoutenable pour tous. D'autant que le bien-être de la personne handicapée est ici l'objectif numéro un. «On ne pouvait plus assurer correctement notre rôle d'encadrant telle-ment la demande était importante», explique Khaled. Pour y remédier, les horaires d'ouverture sont restreints et davantage de temps est consacré à l'accompagnement des personnes handicapées. Le nombre de réparations par jour est aussi limité. Pour désengorger la boutique, une annexe appelée «L'atelier des Petits vélos de Maurice» est ouverte début septembre 2006, à seulement quelques minutes en vélo. Ainsi les choses sont plus claires : la boutique est devenue la vitrine de l'action réservée à la vente de vélos et de pièces, aux conseils, aux services rapides (moins de 15 minutes), à la préparation des vélos neufs et aux services d'entretien des vélos vendus ici. Elle est encadrée par Khaled et Matthias, diplômés de l'Institut national du cycle et du motorcycle qui ont, aussi, suivis une formation de moniteur. A l'atelier, au contraire, les plus grosses réparations et les révisions sont réalisées plus tranquillement. Chaque matin, pendant deux heures, les moniteurs Cédric et Olivier dispensent aux dix travailleurs de l'atelier

une formation théorique en utilisant des outils de médiation cognitive tels que des vidéo projecteurs par exemple. Et une journée par semaine pour souffler un peu, l'ESAT leur propose des activités de soutien (théâtre, arts martiaux, musique...) durant lesquelles ils sont rémunérés car : « les activités sont, comme le travail, un moyen d'épanouissement de la personne » explique Luc Dahan, le directeur de l'ESAT. Usagers, c'est ainsi que sont nommées les personnes handicapées accueillies en ESAT car elles ne sont pas salariées mais placées administrativement. Cependant, elles touchent une rémunération versée conjointement par l'ESAT (à hauteur de 16% aux *Petits Vélos de Maurice* au lieu des 5% minimum imposés par la loi), par le Ministère du Travail et par la caisse d'allocation familiale.

Partenariats et projets

Les principaux clients des *Petits vélos de Maurice* sont les parisiens qui y trouvent un service de qualité bon marché. Le handicap n'est jamais mis en avant pour faire de la pub.

Depuis quelques mois, la Poste des Hauts-de-Seine et l'ESAT travaillent main dans la main. Pour les *Petits vélos de Maurice*, il s'agit, dans une démarche écologique, de recycler les vélos de la Poste arrivés en bout de course en récupérant des pièces et d'assurer l'entretien des cycles en service. Et quand la Mairie de Paris se décidera à multiplier les pistes cyclables et les parcs à vélos dans la ville tout en sensibilisant les Parisiens, les *Petits vélos de Maurice* seront là pour travailler avec elle. Un partenariat est en attente depuis maintenant trois ans : les vélos des fonctionnaires de la ville de Paris se feront peut-être prochainement requinquer à l'annexe des Petits vélos.

Les *Petits vélos de Maurice* est le seul établissement de ce type en France. Les lourdes contraintes, parfois paradoxales, qui pèsent sur ses épaules ne lui ont pas encore permis d'atteindre l'équilibre budgétaire. Cependant l'équipe des *Petits vélos de Maurice* met du cœur à l'ouvrage pour stabiliser l'activité et améliorer ses points faibles car tout est allé très ou peut-être même trop vite.

Aux *Petits vélos de Maurice*, la démarche sociale se veut au service de l'écologie ; et que ça roule !

Camille Clochon ■

Les Petits vélos de Maurice,
139, boulevard Voltaire, 75011 Paris,
tél : 01 44 93 79 84, lespetitsvelos@wanadoo.fr.



DR

Bois tropical Le label FSC insuffisant

En 1993, le WWF et quelques autres groupes écologistes lancent le label FSC (Forest Stewardship Council) qui se veut une alternative au boycott du bois tropical. Ce label garantirait une exploitation raisonnable de la forêt et notamment la replantation des arbres coupés. A l'époque, *Silence* avait répercuté les protestations d'autres associations, notamment de celles qui se préoccupent du sort des peuples indigènes. Ces associations expliquaient qu'humainement laisser entrer les grandes compagnies forestières dans les forêts primaires était un ethnocide et que la replantation ne change rien à la question. D'autres associations écologistes rappelaient déjà à l'époque que ce genre de label ne garantit rien du tout puisque l'homme n'a absolument pas la possibilité de restaurer un écosystème détruit, une forêt n'étant pas un alignement d'arbres, mais un système complexe de relations entre arbres, autres végétaux, animaux, voire humains. Le WWF qui, rappelons-le, accepte les dons d'entreprises et en a même des représentants dans son conseil d'administration, a néanmoins continué à faire la promotion de ce label. Aujourd'hui, différentes études montrent que le label a profité aux entreprises, que celles-ci se sont débrouillées pour créer elles-mêmes leurs organismes certificateurs... et que sur le terrain, la forêt primaire disparaît toujours à la même vitesse. Donc, la bonne démarche, c'est de ne pas acheter de bois tropical, avec ou sans label FSC.



DR

Changement climatique

■ **Toujours plus vite.** Les climatologues sont de plus en plus préoccupés. Chaque étude montre des résultats encore pires que prévu. Le suivi de la fonte de la calotte glaciaire du pôle indique que depuis les années 80, la perte a été d'environ 30 % (on est passé de 8 millions de km² à seulement 5,5), mais la perte entre le seul été 2004 et l'été 2005 a été de 14 %. L'accélération est rapide. Alors que l'on parlait encore d'une élévation globale de la température entre 2 et 6°C d'ici 2100, certains climatologues pensent maintenant qu'elle pourrait être bien supérieure à 10°C.

■ **La Terre au plus chaud.** Les climatologues, par le biais de l'analyse de carottes glaciaires, connaissent avec précision les températures de la planète depuis des millénaires. Selon une étude de l'Académie des sciences des Etats-Unis, parue fin septembre, depuis 2003, nous sommes au-dessus des moyennes observées depuis 12 000 ans et nous nous rapprochons des températures records atteintes il y a un million d'années. Par comparaison, *Homo sapiens* n'a que 400 000 ans et notre agriculture 50 000 ans.

■ **Trou record dans la couche d'ozone.** Selon l'agence spatiale européenne, l'année 2006 a connu une déperdition record de l'ozone en haute altitude. L'ancien record datait de 2000, date à laquelle on espérait un retournement de situation avec la diminution des émissions de gaz destructeurs de la couche d'ozone (CFC utilisés comme réfrigérants). Leur interdiction par le protocole de Montréal depuis le 1^{er} janvier 1989 ne semble pas avoir eu d'effet suffisant.

■ **Méditerranée tropicale.** Depuis quelques années, les scientifiques observent une modification progressive des espèces vivantes dans la Méditerranée. Entrées par le détroit de Gibraltar ou par le canal de Suez, on trouve de plus en plus d'espèces tropicales : augmentation des espèces de méduses, barracudas, poissons-marteaux, rougets de la Mer Rouge, espèces multicolores des Antilles et de l'Afrique orientale... Il y a aussi des espèces plus petites comme la micro-algue *Ostreopsis ovata* qui provoque de sérieuses démangeaisons cutanées, l'irritation des yeux, algue détectée jusqu'à Gênes cet été. Les températures élevées des mers Adriatique et Tyrrhénienne ont conduit le gouvernement italien à mettre en place une commission scientifique qui pour le moment observe le changement.

■ **Canard envahissant.** Tadorne casarca est un canard qui vit habituellement en Asie centrale et en Afrique du Nord. Avec le réchauffement climatique, il s'est installé dans les lacs européens depuis le milieu des années 90... et provoque une importante perturbation dans ces milieux aquatiques : ses cris puissants — un rire nasillard — contribuent à chasser les autres oiseaux.



Environnement



Dégradation de l'environnement

Selon le rapport 2006 de l'Institut français de l'environnement, entre 1993 et 2003, nous avons perdu 8,6% des arbres épars et des haies, 8% des landes et des alpages, 5,7% des prairies, 3,5% des cultures pérennes, 1% des zones rocheuses et de l'eau. Cela a été remplacé par des surfaces agricoles (+0,4%), des bois (+3,9%), mais surtout des routes et des parkings (+10,7%), des surfaces bâties (+15,8%) et des surfaces artificielles diverses (chantiers, terrains vagues, zones à l'abandon) (+21,1%). Les zones urbanisées consomment environ 60 000 hectares de plus chaque année. Une conséquence mesurable : le nombre d'oiseaux en France a baissé de 27% en quinze ans.

Loi littoral en recul

La loi littoral protège les bords de mer, mais aussi des lacs de plus de 1000 hectares (huit en France). Une situation qui gêne les maires qui veulent faire de l'argent dans l'immobilier. Le 23 février dernier, Pierre Hérisson, député et maire de Sevrier, commune riveraine du lac d'Annecy, a fait adopter un amendement pour que les élus riverains des

lacs de montagne puissent n'appliquer que la loi Montagne moins contraignante que la loi littoral. Un décret d'application de cet amendement a été publié au *Journal officiel* pendant l'été et les Amis de la Terre ont lancé un appel pour éviter son application qui concrètement permet de bétonner 6000 hectares en bordure de lacs. *Amis de la Terre Haute-Savoie, 22, allée des Vergers, 74600 Seynod, tél : 06 24 27 45 04.*

Sauvons les forêts alluviales

Il n'existe plus guère de forêts primaires en Europe... à l'exception notable des ripisylves, les forêts de bords d'eau. Elles présentent une biodiversité exceptionnelle, permettent l'absorption des crues, représentent des corridors écologiques et devraient bénéficier d'une très grande protection. Ce n'est pas toujours le cas et elles sont en régression, victimes de l'endiguement des cours d'eau, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. Les associations membres de France-Nature-Environnement animent actuellement une campagne pour demander la préservation de ces espaces naturels. Une plaquette gratuite est diffusée par le réseau forêt de FNE. A compléter par

Seveso Autres hypothèses...

Michel Bernard m'a fort opportunément rappelé que Fabrice Nicolino avait mené des investigations autour de la décharge de Montchanin (1). Mimmo Pucciarelli, du Centre de ressources sur les alternatives sociales à Lyon, m'a aimablement transmis le dossier en six volets, paru dans *Politis* (2). Pour le journaliste, qui collabore désormais au magazine *Terre sauvage*, les quarante et un fûts évacués, le 10 septembre 1982, des parages de l'usine *ICMESA* à Meda (3), avaient été enfouis, le 4 novembre 1982, dans une couche d'argile sur le site de Saône-et-Loire (4), non loin de l'alvéole où reposent maints autres conteneurs suspects. *Mannesmann Italiana* avait conclu un contrat avec *la Givaudan*, dont dépendait la fabrique vétuste, puis convint d'un deal de sous-traitance avec *la Spelidex* de Marseille. Bernard Paringaux, le patron de cette société, avait confié au transporteur *Trojara* la mission de transférer la cargaison en Bourgogne. Arrêté, le 30 mars 1983, l'ancien militaire rompit le silence, le 19 mai 1983. La découverte, à Anguillcourt-le-Sart (Aisne), de quarante et un autres récipients, dans l'abattoir désaffecté d'André Droy, boucher à la retraite, constituait donc le point d'orgue d'une sinistre mise en scène orchestrée par les autorités françaises de concert avec la multinationale *Hoffmann-La Roche*. Ce chargement-là, qui finira dans le four à haute température de *Ciba-Geigy* à Kleinhüningen près de Bâle, proviendrait du dépôt clandestin du courtier susnommé, à Saint-Quentin.



Dans son reportage, «*Seveso.41 Giftfässer im Heu*», diffusé le 29 août 2006 sur la chaîne *Westdeutscher Rundfunk*, Michael Gramberg corrobore la thèse de la falsification. Une dissémination de l'ensemble des matériaux contaminés suite à la catastrophe du 10 juillet 1976 semble très plausible. Certains recoupements laissent apparaître que des débris auraient abouti sur la décharge géante de Schönberg en RDA. Par ailleurs, d'aucuns prétendent que les fameux 41 tonneaux auraient transité,

avec 450 autres, sous l'égide d'Orazio Duvia, le boss de l'entreprise *Contentori & Trasporti*, par le dépôt de Pitelli en Ligurie. Un cargo aurait aussi embarqué dans le port de La Spezia (Golfe de Gênes) du fret sevesien pour l'acheminer vers la Somalie, une des contrées d'Afrique orientale servant dans les années 80 de poubelle pour les déchets hautement toxiques déversés par les pays du Nord. La cité ligure possède une base navale ainsi que le plus important arsenal d'Italie. Les trafiquants internationaux y ont trouvé un point de jonction idéal. **René Hamm**

(1) Le 25 mars 1983, Jacqueline Denis-Lempereur avait dans un papier pour *Science et Vie*, rédigé avec Katia Kanas de Greenpeace, posé la question : «*Où est la dioxine?*».

(2) Editions des 14 et 21 décembre 1989, 4 janvier, 1^{er} février, 15 mars et 12 avril 1990.

(3) Cf. mon article, «*Seveso sans fin ?*», dans *Silence* d'octobre 2006.

(4) Fermé officiellement, le 20 octobre 1989.



une affiche et des brochures.
Renseignements : *France Nature-Environnement, Réseau Forêt, Maison de la Nature, 11, rue Jauvion, 87000 Limoges, fax : 05 55 39 61 75.*

MORVAN

Acheter des forêts

Pour éviter l'enrésinement et les coupes rases dans les forêts du Morvan, déjà 150 personnes, originaires de toute l'Europe, ont acheté en commun une centaine d'hectares de forêts de feuillus. Pour cela, un groupement fores-

tier — fonctionnant comme une société civile immobilière — a été mis en place en 2003, année où pour la première fois le taux de résineux dans le Morvan a dépassé les 50 %. Ce projet a été lancé par l'association *Autun Morvan Ecologie*. Cette société est alimentée par des parts de 150 €. Chacun peut acquérir autant de parts qu'il veut. Une part correspond actuellement à une moyenne de 25 m x 25 m de forêt. Pour en savoir plus : *GFSFM, Mortaise, 71540 Lucenay-l'Éveque, tél : 03 85 82 65 23.*

ISÈRE

Loups abattus

La préfecture a autorisé l'abattage d'un loup, début septembre, après l'attaque d'un troupeau. Manque de chance, deux loups ont été abattus simultanément. Cela fait quatre loups abattus légalement dans le département, auquel s'ajoute au moins quatre autres tués par braconnage. France nature environnement avait attaqué l'arrêté préfectoral quelques jours plus tôt, estimant que les conditions pour l'abattage des loups n'étaient pas réunies.



DR

En effet, la loi indique que l'abattage ne peut être décidé qu'après que les autres moyens de protection aient échoué. Or, il n'en était rien : des loups ont attaqué un troupeau, tuant 21 brebis... Mais le troupeau comportait plus de 3500 bêtes dispersées sur trois lieux, avec seulement deux chiens de surveillance. La première mesure à prendre aurait dû être d'obliger les propriétaires à renforcer cette surveillance. FNE rappelle qu'il existe pour cela des subventions importantes. Les comptages font état de 60 à 120 loups présents dans l'ensemble des Alpes françaises. *FNE, 57, rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05, tél : 03 88 32 91 14 (mission loup).*



Transports

DR

■ La voiture, c'est la guerre !

1,2 millions de morts en 2005, 50 millions de blessés, un chiffre en hausse constante qui pourrait doubler d'ici 2020, ce n'est pas le bilan d'une guerre — aucune ne fait autant de victimes — mais le bilan des accidents de la route dans le monde.

■ Ile-de-France : déplacements en hausse.

Entre 1999 et 2003, les déplacements domicile-travail ont augmenté de 13,5% en Ile-

de-France. 3,7 millions de salariés, soit trois salariés sur quatre, ne travaillent pas sur sa commune de résidence. 2,4 millions changent même de département. En journée, Paris accueille 950 000 personnes supplémentaires. Même si un grand nombre de trajets se fait par les transports collectifs, cela est à l'origine d'un quart des émissions des gaz à effet de serre. Réduire les trajets est un enjeu important dans la lutte contre le réchauffement climatique, ce qui suppose une autre organisation des villes.

■ **Paris : les automobiliques anonymes.** Le 7 octobre, une cinquantaine de cyclistes se sont donné rendez-vous devant le Salon de l'automobile pour venir en aide à ceux qui, dépendants de la voiture, n'arrivent pas à s'empêcher de venir perdre leur temps et leur argent dans de tels salons. Un questionnaire a été remis aux volontaires pour qu'ils déterminent leur degré de dépendance et pour leur donner des informations pour se sortir de cette maladie. La dépendance à l'automobile, comme pour le tabac ou l'alcool, a de graves conséquences sur la santé et peut entraîner des problèmes sociaux en absorbant une bonne part du budget familial. Si vous aussi êtes accros à ce mode de transport, vous pouvez rejoindre les automobiliques anonymes, www.automobiliques-anonymes.info.

■ Vélos : le casque est dangereux !

Un psychologue de l'université britannique de Bath a équipé un vélo d'un appareil mesurant automatiquement la distance à laquelle les voitures dépassent le vélo et a comparé les distances selon que le cycliste porte ou non un casque : conclusion, sur 2500 dépassements, les voitures passent plus près du cycliste casqué de 8,5 cm en moyenne, augmentant le risque de collision. La Nouvelle-Zélande a rendu le port du casque obligatoire pour les cyclistes au nom de la sécurité. Une étude a montré que cela a eu un effet extrêmement négatif pour le vélo : le nombre de victimes d'accident est inchangé, alors que le nombre de cyclistes a baissé de 30% du fait du refus de porter le casque de certains. Cet échec s'explique de trois manières : pour les non-casqués, le vélo est soudain perçu comme plus dangereux, pour les casqués, se croyant protégés, ils prennent plus de risques, pour les automobilistes, ils font moins attention. Rappelons que le casque obligatoire est une mesure demandée par les associations d'automobilistes et non par les cyclistes ! La voiture étant beaucoup plus dangereuse que le vélo, les cyclistes demandent que si le casque doit être obligatoire, il le soit d'abord dans les voitures.



DR

■ **Marseille : vélos en libre service.** Alors que Lyon dispose de 4000 vélos en libre-service, que Paris a lancé un appel d'offre pour avoir le même système, c'est au tour de Marseille de lancer un appel d'offre pour 130 stations dans la ville avec 1000 vélos en libre-service. Les vélos devraient être opérationnels avant l'été 2007.

■ **Lyon : loi non respectée.** Une nouvelle ligne de bus en site propre vient d'ouvrir à Lyon joignant la gare de la Part-Dieu aux communes de Caluire et Rillieux. Selon la loi, tout nouvel aménagement de voirie doit maintenant s'accompagner de l'ouverture de site propre pour les vélos. Or à la veille de l'inauguration de ces couloirs de bus, la ville a annoncé qu'ils sont interdits aux cyclistes. Ceux-ci ayant rappelé la loi, il leur a été répondu que pour avoir un couloir permettant la mixité bus+vélo, il aurait fallu abattre de nombreux arbres. Les associations contestent cela en affirmant surtout qu'il aurait fallu prévoir de supprimer plus de place pour les voitures.



Dioxines

DR

■ **Ségolène Royal pour un moratoire.** Le 22 septembre, Ségolène Royal s'est prononcée pour un moratoire sur la construction de nouveaux incinérateurs. C'est le temps des promesses !

■ Lait maternel contaminé.

La France compte 120 incinérateurs, l'une des principales sources de dioxine dans notre environnement. Alors que dans le lait commercialisé, la limite autorisée est de 3 picogrammes, la teneur moyenne dans le lait maternel est déjà de 15 picogrammes ! (étude de l'ADEME en l'an 2000). De là à faire un rapprochement avec la hausse vertigineuse du nombre de cancers, bien sûr ce serait erroné : il n'y a pas que la dioxine pour nous tuer à petit feu.

■ Lyon pollué par les PCB.

Depuis le 14 septembre 2005, la pêche était interdite sur le Rhône, en amont de Lyon, les poissons présentant un taux de PCB — une molécule proche de la dioxine — supérieur aux normes autorisées. Le 25 septembre 2006, l'interdiction a été étendue par la préfecture de région à l'ensemble de l'agglomération lyonnaise, de nouvelles analyses montrant que la contamination se déplace vers l'aval. Comme nous l'indiquions il y a un an, tout rapprochement avec l'usine Tredé située dans l'Ain, en amont de la pollution, usine spécialisée dans la combustion des produits toxiques... dont les PCB, ne serait qu'une pure spéculation de notre part.

Bush dégoût

■ **Afghanistan : guerre ré-ouverte.** Depuis le début du printemps 2006, plusieurs centaines de personnes sont mortes en Afghanistan du fait des affrontements entre Talibans, groupes armés et forces d'occupation. Si l'on compte plusieurs dizaines de morts dans l'armée US, on en compte aussi trois fin mai, du côté des troupes françaises. Il n'y a pas qu'en Irak que les Etats-Unis n'arrivent pas à maîtriser la situation.

■ **Et combien ça coûte ?** Il paraît que l'on manque d'argent pour les projets sociaux, pour assurer le bonheur du monde... Par contre, pour faire le malheur du monde, là, pas de problème : mi-avril, le Congrès américain a annoncé que depuis le début du conflit en Irak, les Etats-Unis ont dépensé 272 milliards de dollars. Certains experts estiment que ce nombre ne prend pas en compte le suivi des handicapés et des malades psychiatriques pendant le restant de leur vie, ni le renouvellement du matériel et avancent que le budget réel est environ quatre fois supérieur. A comparer avec le PNB de l'Irak qui était de 29,3 milliards en 2005 ou encore avec l'ensemble des budgets pour la lutte contre le Sida qui, au niveau mondial, ne dépassent pas 10 milliards de dollars.

■ **L'école est finie !** Décidément, les méthodes étatsuniennes plaisent de moins en moins. Alors que la plupart des officiers des armées d'Amérique du Sud sont passés par l'Institut militaire de Fort Benning aux Etats-Unis, le Venezuela a annoncé qu'il mettait un terme à cette collaboration. Depuis, d'autres pays ont suivi : les officiers d'Argentine, de Bolivie et d'Uruguay ne se formeront plus dans cette prestigieuse école du crime réputée pour avoir formé les dictateurs au pouvoir dans

Fort Benning.



les années 70 et 80.

■ **Retrait britannique ?** Mi-octobre, dans une interview au *Daily Mail*, Richard Danatt, chef des armées britanniques reconnaît que l'intervention en Irak n'a pas joué en faveur de la démocratie, mais qu'elle aggrave la violence et l'insécurité. Et de réclamer le retrait des troupes britanniques. Alors que plus de la moitié des pays engagés aux côtés des Etats-Unis dans la guerre en Irak ont déjà retiré leurs troupes, des rumeurs au sein du parti travailliste laissent entendre que Gordon Brown, annoncé comme le successeur de Tony Blair, pourrait suivre l'opinion maintenant très majoritaire au sein du parti en faveur du retrait des troupes britanniques.

■ **Plus de morts en Irak que pour le 11 septembre !** Fin octobre, le nombre de morts de la seule armée étatsunienne a dépassé le nombre de victimes des attentats du 11 septembre 2001. Pour quel résultat ? Une situation totalement incontrôlée en Irak avec des centaines de milliers de morts irakiens, un retour de la guerre des seigneurs de la guerre (et de l'opium) en Afghanistan, un terrorisme qui s'est développé dans la haine de l'attitude méprisante des Etats-Unis envers "l'axe du mal". Les sondages indiquent que l'opinion aux Etats-Unis n'approuve plus depuis longtemps cette politique de guerre et ne se sent pas plus en sécurité aujourd'hui qu'hier.

Objectrice et féministe

Idan Hailli, militante féministe, a été plusieurs fois condamnée à deux semaines de prison pour avoir refusé de faire son service national sous l'uniforme israélien. Accompagnée d'une cinquantaine de personnes, elle est venue expliquer au tribunal les liens qu'elle fait entre le sexisme dans la société et le fonctionnement de l'armée israélienne dans les territoires occupés. Comme de nombreux autres objecteurs, elle est sans cesse reconvoquée et condamnée à nouveau par les tribunaux.

Pour un monde solidaire sans armes nucléaires

L'Appel des Cent pour la paix a lancé une "consultation nationale du peuple de France" pour demander à chacun de dire dans le cadre des prochaines échéances électorales si la France, signataire du traité de non-prolifération nucléaire, devrait prendre des initiatives effectives de désarmement nucléaire ; savoir si, comme l'ONU et de nombreuses ONG, nous sommes d'accord pour réorienter une part des crédits militaires vers des besoins humains pour la création d'un

POLYNÉSIE

Révélations et contaminations

Les enquêtes menées actuellement à la demande du gouvernement polynésien n'en finissent pas de trouver de nouvelles informations sur les contaminations provoquées par les essais nucléaires, particulièrement ceux, aériens, réalisés avant 1974. Ainsi, des documents transmis par le ministère de la Défense lors de procès en cours pour des demandes d'indemnisation de la part de personnes contaminées ont permis de découvrir qu'un important nuage radioactif a touché Tahiti dans la semaine du 11 au 20 juillet 1974. Durant cette semaine, la radioactivité à Papeete a été en moyenne de 1408 pCi/m³ soit 35 000 fois le niveau de radioactivité à la même date à Paris. Il s'agit des retombées de l'essai *Centaure* réalisé le 7 juillet précédent. Des dizaines de nuages radioactifs ont touché la capitale. Une étude de l'Inserm sur la recrudescence actuelle des cancers de la thyroïde conclut le 17 juillet 2006 que "nous avons mis en évidence une relation statistiquement significative entre la dose totale de radiation reçue à la thyroïde du fait des essais nucléaires atmosphériques réalisés par la France en Polynésie française et le risque ultérieur de cancer de la thyroïde diagnostiqué entre 1985 et 2002". L'étude indique que les personnes atteintes de ce type de cancer ont leur ADN trois fois plus altéré que les malades de la thyroïde en France métropolitaine. Il y a quatre fois plus de malades en Polynésie qu'en métropole. Alors que le CEA chargé de faire des études sur les contaminations



Essai aérien sur Mururoa en 1971.

indique avoir dû faire des simulations à partir des mesures d'aujourd'hui pour reconstituer le nuage d'origine, l'ouverture du dossier médical d'un militaire décédé après avoir été en poste à Papeete, à 1400 km des essais, indique que des campagnes de mesures sur les organismes humains ont été faites par l'armée après le passage des nuages... et que ces mesures n'ont jamais été rendues publiques. Un autre salarié du centre d'expérimentation du Pacifique a également rappelé qu'après le tir *Centaure*, des consignes avaient été données pour que le lait de vache soit interdit à la vente et jeté. La commission d'enquête n'en a pas retrouvé trace dans les journaux de l'époque, mais a pu entendre le témoignage d'éleveurs qui se souviennent de cette interdiction... qui n'a été donnée que verbalement. Le CDRPC, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, a publié dans le n°119 de sa revue *Damoclès*, n° d'octobre 2006, un résumé de l'ensemble des révélations récentes sur les essais nucléaires. On peut obtenir ce document contre 2,5 € à adresser à : CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.

monde plus juste et solidaire ; si cette réorientation ne pourrait pas concerner en premier l'armement nucléaire. Dernière question : sachant que Jacques Chirac a annoncé le 19 janvier 2006 que les nouvelles armes nucléaires pouvaient être utilisés à titre préventif, êtes-vous pour qu'en votre nom, l'utilisation de la bombe atomique soit envisagée ? *Appel des Cent pour la paix, Centre le Bournot, 07200 Aubenas.*

Jeux coopératifs

Le Mouvement pour une action non-violente du Haut-Rhin organise une journée de formation sur les jeux coopératifs en mai 2007. Renseignements : *MAN-68, Huguette Deguin, 14, rue des Pyramides, 68100 Mulhouse.*

pour le désarmement et la recherche sur les conflits. *Isodarco, Pr Carlo Schaerf, dépt of physics, University of Rome "Tor Vergata", via della Ricerca Scientifica, 1, 00133 Rome, tél : (39) 06 72 59 45 60.*

CORSE-SARDAIGNE

Des eaux radioactives

Légalement, les eaux radioactives usées des sous-marins nucléaires US qui stationnent à la base militaire de la Maddalena (Sardaigne) doivent être rapa-

triées aux Etats-Unis pour être conditionnées et conservées dans des conditions adéquates. Début septembre, des indiscretions ont permis de savoir que de telles eaux ont été déversées autour de la base... c'est-à-dire dans les eaux du parc marin international situé entre la Sardaigne et la Corse. Les associations locales essaient d'en savoir plus mais se heurtent au secret militaire. *ABCDE, Association bonifacienne comprendre et défendre l'environnement, Palmentile, 20169 Bonifacio, tél : 04 95 73 10 80.*

LARZAC Conflits cultures coopérations

L'institut Conflits cultures coopérations propose un cycle de formation pour les formateurs en approche et transformation constructives des conflits sur 2007-2008 : introduction au contenu et aux méthodes (15-19 janvier), dimensions personnelle et interpersonnelle des conflits (19 au 23 mars), la communication et les outils pour créer la confiance (4-8 juin), la dimension structurelle des conflits (10-14

septembre), les conflits sociaux (26-30 novembre), la dimension culturelle des conflits (14-18 janvier 2008), pédagogie de la méthode proposée (17 au 21 mars), pédagogie et outils (12 au 16 mai), validation et bilan (30 juin au 4 juillet). Programme complet sur demande : *ICCC, Le Cun, 12100 Millau, tél : 05 65 61 33 26.*

HÉRAULT

C'est pas moi, c'est l'autre

L'Étincelle est une association qui travaille à la résolution des conflits par la mise en place de groupes de parole, des ateliers d'expression, du théâtre-action... Elle organise un théâtre-forum le samedi 16 décembre à 21 h à la salle de spectacle de Poussan (Grande-Rue) sur le thème "c'est pas moi, c'est l'autre". Des acteurs vous présentent des situations de conflits, petits ou grands et chacun peut proposer une évolution au spectacle... jusqu'à trouver une solution qui dénoue le conflit. A partir de 12 ans. *L'Étincelle, 24, avenue des Pins, 34570 Montaudou, tél : 04 67 55 51 80.*



ITALIE

Terrorisme, contre-terrorisme et droits humains

Un colloque sur ce thème (en anglais) est organisé à Andalo (Trento) du 14 au 21 janvier par Isodarco, l'école internationale

Musée de la guerre -Tucson, Etats-Unis.



Armes nucléaires

■ **Etats terroristes.** En 2003, la Suède a créé un groupe de réflexion sur l'élimination des armes nucléaires, chargé de faire des propositions au gouvernement. Ce groupe est sous la présidence d'Hans Blix, ancien haut responsable de l'AIEA, chargé il y a quelques années de trouver les armes nucléaires en Irak. Fin 2006, cette commission a remis un rapport où il est dit notamment : "Aussi longtemps que certains Etats auront des armes nucléaires, d'autres voudront en avoir. Et tant que ces armes existent, il y a le risque qu'elles soient utilisées, volontairement ou accidentellement. La commission rejette la suggestion que les armes nucléaires ne seraient pas dangereuses dans les mains de certains et menaçantes possédées par d'autres. La question de réduire le nombre d'armes nucléaires doit être posée, que ces armes soient entre les mains d'Etats nucléaires, d'Etats proliférants ou de terroristes". Enfin des experts qui nous confirment qu'une arme nucléaire est la même que son possesseur soit un Etat ou un terroriste.

■ **Corée du Nord : premier essai.** Le 9 octobre, la Corée du Nord a procédé au premier essai nucléaire de son histoire. La Corée du Nord rejoint ainsi le club des pays ayant officiellement des bombes (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) ou officieusement (Israël, Pakistan, Inde). Cet essai relance le débat sur la manière d'éviter la prolifération. Une nouvelle fois, constatons que l'histoire de la bombe nord-coréenne commence classiquement par la construction de centrales nucléaires.

■ **Iran : pour un monde sans armes nucléaires.** Le jour où le monde entier protestait contre l'essai nord-coréen, l'Iran a communiqué sa position : "L'Iran soutient un monde sans armes nucléaires". L'Iran réaffirme sa demande aux cinq grands pour qu'ils montrent l'exemple en diminuant leur stock d'armes nucléaires et demande ainsi une "denucléarisation par le haut".

■ **Chirac soutient la prolifération nucléaire.** Depuis un an, Jacques Chirac multiplie les discours sur la dissuasion nucléaire, présentant les nouveaux développements de notre force de frappe. Dans un contexte international où l'Iran et la Corée du nord annoncent vouloir posséder l'arme atomique, ces déclarations ne peuvent que les renforcer dans leur dénonciation du non-respect du traité de non-prolifération par les puissances nucléaires.



La non-violence au service de l'accompagnement protecteur

Les volontaires des Brigades de paix internationales (PBI) accompagnent et protègent, depuis 2005, le coordinateur d'une association paysanne guatémaltèque.



Entraînement des observateurs en Suisse.



Accompagnement au Guatemala.



Observatrice au Guatemala.



Accompagnement en Papouasie.

Créée en 1980 pendant la guerre civile au Guatemala, l'UVOG (Union des organisations paysannes du Verapaz) est présente auprès de 250 communautés indigènes dont les paysans n'ont en général pas de titre de propriété, et subissent régulièrement des exactions et des expulsions.

L'association les aide à faire reconnaître leurs droits, organise un soutien politique (projet de réforme agraire, refonte du cadastre), fournit des conseils pour le développement, des formations techniques, etc. L'association milite aussi pour le droit des femmes, l'environnement et la défense des valeurs culturelles des minorités indigènes.

Les persécutions contre l'UVOG ont toujours été très fortes, mais, en mai 2005, les choses ont pris un tour tragique. Carlos Morales, militant fondateur et coordinateur de l'UVOG, a été averti que plusieurs personnes armées se dirigeaient vers son bureau pour l'assassiner ; il a dû s'enfuir et se cacher pendant un mois. Il a alors fait appel à PBI, qui depuis l'accompagne 24h sur 24. Carlos Morales considère que sans cet accompagnement, il n'aurait pas pu continuer son travail et qu'il aurait peut-être été assassiné.

L'accompagnement protecteur

PBI est un pionnier de l'accompagnement protecteur de personnes menacées par la violence politique. Dès ses débuts au Guatemala et au Salvador, et ensuite au Sri Lanka, en Colombie et en Indonésie, ses équipes ont accompagné des membres du clergé, des chefs syndicaux, des leaders paysans, des activistes des droits de l'homme et des exilés rapatriés (ex. : Rigoberta Menchu, lauréate du prix Nobel de la paix). Ils ont appris comment fonctionne la violence politique dans dif-

férents contextes et aussi comment utiliser la force multiplicatrice de leur présence internationale pour la combattre. Habituellement, les escadrons de la mort et autres responsables du viol des droits de l'homme ne veulent pas que leurs actes soient portés à l'attention du monde entier. C'est ainsi que la présence d'un volontaire de PBI, appuyé par un réseau d'intervention urgente, réduit la violence contre les activistes locaux. Autant que possible, PBI rencontre toutes les parties légitimes afin de les informer de sa présence. Pour accroître son effet dissuasif, PBI forge des liens avec la communauté diplomatique locale ainsi qu'avec les médias et les réseaux des droits de l'homme à l'échelle mondiale.

Armés simplement d'un gilet au logo de PBI, les volontaires incarnent la force de la communauté internationale des droits de l'homme, prête à intervenir en cas d'abus. Comme tous les responsables d'abus envers les droits humains le savent bien, la dénonciation des atrocités commises a souvent des conséquences fâcheuses sur l'aide internationale accordée à leurs gouvernements.

L'accompagnement de PBI peut s'effectuer de plusieurs façons :

- Escorter un individu 24 heures sur 24.
- Assurer une présence dans les bureaux d'un organisme menacé.
- Accompagner des réfugiés sur le chemin du retour.
- Agir comme observateurs internationaux lors d'élections et de diverses démonstrations.

Elsa Joyeux-Bouillon ■

Pour en savoir plus :

Brigades de paix internationales, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 73 49 60, pbi.france@free.fr, site : <http://www.peacebrigades.org>

Depuis sa création, Non-violence XXI soutient les Brigades de Paix Internationales. Non-violence XXI est un fonds associatif entièrement dédié au financement d'une culture de non-violence, notamment par la formation et les missions de volontaires de paix.

Non-Violence XXI soutient la non-violence ; soutenez Non-Violence XXI en faisant un don ! 114 rue de Vaugirard 75006 Paris 01 45 48 37 62 - contact@nonviolence21.com <http://www.nonviolence21.com>

ETATS-UNIS

Fin du nucléaire ?

Plus aucun réacteur nucléaire n'a été mis en chantier aux Etats-Unis depuis 1973, malgré les pressions régulières du lobby nucléaire. Bush a bien annoncé après son élection une relance du programme, mais ce ne sont que des paroles... relayées ici par EDF et les médias complices. Concrètement sur le terrain, les réacteurs vieillissant, avec une moyenne d'âge de 30 ans, connaissent de plus en plus de problèmes. Un rapport de l'Union des scientifiques responsables paru en septembre 2006 indique que depuis trente ans, à cinquante et une reprises, les travaux faisant suite à des incidents ont nécessité plus d'un an d'arrêt des réacteurs, entraînant un surcoût de 82 milliards de dollars. Environ la moitié de ces arrêts longs aurait pu être évitée si les autorités avaient obligé à l'arrêt des réacteurs à temps au lieu de céder à la pression des exploitants. Ce surcoût, non pris en charge dans les calculs du prix de revient de l'énergie nucléaire, rend cette énergie beaucoup moins rentable que le gaz, le charbon ou l'éolien... et donc les compagnies privées ne construiront pas de nouveaux réacteurs dans les années à venir.

Démantèlement des tours de refroidissement de la centrale de Kelso Washington, Etats-Unis)



DR

Fin de l'uranium

Alors que le prix du pétrole a triplé en cinq ans, certains espèrent que cela favorisera une relance du nucléaire. C'est oublier un peu vite que le prix de l'uranium a lui été multiplié par sept pendant le même temps... Car il est encore plus rare que le pétrole.

SUÈDE

Forsmark redémarre

Les réacteurs 1 et 2 de Forsmark ont été autorisés à redémarrer le 28 septembre. Trois autres réacteurs sont encore en cours de vérification sur les dix que compte le pays.

L'EPR finlandais sans financement ?

Pour vendre son réacteur nucléaire à un groupement privé finlandais, Areva a souscrit une assurance auprès de la Coface, un organisme qui assure les exportations en France. Moyennant cette garantie, Areva a pu vendre son réacteur à un prix moindre que son coût réel... les pertes prévisibles liées à la mise au point d'un nouveau réacteur étant couvertes par cet organisme. A l'époque du contrat, la

Fédération européenne des énergies renouvelables avait porté plainte devant la Commission européenne pour entrave au libre marché. Elle avait estimé l'aide déguisée à 610 millions d'euros (20% du prix). La Commission européenne a jugé, fin octobre, que la plainte était recevable.

GRANDE-BRETAGNE

Sécurité défaillante

Le *Daily Mirror*, journal à sensation, a publié le 21 juillet un reportage racontant comment un de ses journalistes a pu, à une dizaine de reprises, déposer un paquet sur la plate-forme d'un wagon de déchets nucléaires. Des photos ont été faites, mais transmises uniquement aux autorités. Le quotidien demande ce qui se serait passé si l'un des paquets avait été une bombe.

BOURGOGNE

Colère des Verts

Le premier octobre, les six élus Verts à la région, dont deux vice-présidents, ont décidé de quitter la majorité de gauche à la suite d'un vote adoptant une exonération fiscale pour les entreprises liées au nucléaire dans la région par la majorité socialiste et communiste. La gauche reste toutefois majoritaire, et le nucléaire peut donc profiter de sa générosité.

Mensonges sur les gaz à effet de serre

Selon l'AIEA, Agence internationale de l'énergie nucléaire, contrôlée par les puissances nucléaires, le nucléaire ne produirait que 5,7 g de carbone par kWh. Or, toujours selon l'AIEA, l'hydraulique en produirait 65 g soit 11,4 fois plus ! Il est bien connu que la pluie qui descend des nuages pour remplir les barrages consomme énormément d'énergie à effet de serre, alors que l'uranium du Niger, d'Australie ou du Canada arrive de manière spontanée dans les réacteurs nucléaires.

Mais le record des mensonges revient à Areva qui reprenant ce chiffre de l'AIEA le présente comme le poids de CO₂ émis... alors qu'une molécule de CO₂ pèse 3,67 fois plus lourd qu'un atome de carbone. Ce qui permet de faire croire que le pétrole et le gaz sont beaucoup plus polluants qu'ils ne le sont !

Comme l'ont fait remarquer plusieurs Cours des comptes en Grande-Bretagne et en France, ces calculs n'intègrent pas le coût du démantèlement des réacteurs : c'est bien connu que les réacteurs nucléaires s'évaporent sans problème dès qu'on les arrête ! Superphénix arrêté en 1997 consomme toujours autant qu'une ville de 40 000 habitants du fait de l'impossibilité d'en sortir le sodium... Et l'on ne parle pas encore de démanteler le bâtiment réacteur.

La bataille des chiffres fait rage. Des calculs faits par différentes sources, estiment que pour les meilleures centrales thermiques (gaz en cogénération) on est à 90 g par kWh... alors que pour le nucléaire, les vrais chiffres seraient de 20 pour la production d'uranium et le fonctionnement, mais il faut y rajouter 40 pour la construction et encore 60 pour le démantèlement, soit un total réel de l'ordre de 120 g. Les renouvelables font évidemment moins, que ce soit l'hydraulique, le solaire ou l'éolien. Les meilleures centrales thermiques également. Le nucléaire n'est pas une réponse à l'effet de serre. (source *Contratom*)



DR

Stop aux piles !

Très petites et très polluantes, les piles constituent une catégorie de déchets particulièrement difficiles à prendre en compte. Même si depuis janvier 2001, il est interdit de jeter ses piles et si les distributeurs ont l'obligation de les reprendre à des fins de recyclage, le taux de récupération reste faible : autour de 30%. Les Amis de la Terre ont lancé une campagne salubre pour diminuer le nombre de piles en circulation : en utilisant des rechargeables quand c'est nécessaire, en priant sans piles ou fonctionnant avec des alternatives (sort...). Un dépliant vous proposant d'interpeller les fabricants et les consommateurs est disponible (5 € les dix exemplaires) auprès de Les Amis de la Terre, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.



Fortune !

Dans son classement annuel des personnes les plus riches de la planète, le magazine Fortune classe comme le plus riche en Chine, Shi Zhengrong. Celui-ci est le directeur et fondateur de Suntech Power Co. Ltd, la plus importante société privée chinoise... qui fabrique et commercialise des... capteurs solaires ! Shi Zhengrong posséderait environ 1,4 milliard de dollars. Formé à l'énergie solaire dans une université australienne, il revient au

pays en 1992 et participe à des programmes de recherche sur le solaire. En 2001, il lance son entreprise, laquelle est entrée à la bourse de Wall Street en 2005.

Eoliennes

■ **Exposition.** Une exposition gratuite sur les éoliennes a été réalisée par Documents Terre. Elle est offerte aux mairies qui en font la demande. Elle peut être regardée sur internet sur le site www.documents-terre.com/eole. Pour en savoir plus : Planète éolienne, Gilles Vairel, Les Dourels, 31850 Mondouzil.

■ **Autoconstruction.** L'éco-centre du Périgord organise du 15 au 21 janvier 2007, un stage théorique et pratique pour apprendre à faire soi-même une petite éolienne fonctionnant même avec un faible vent. Le stage se déroulera en Bretagne, au sein de la société Ebony, inscription auprès de David Bougio au 02 97 45 04 52.

P É K I N

Police de l'énergie

Confronté à une hausse extrêmement rapide de sa consommation d'énergie et à une pollution atmosphérique démente (provenant des centrales au charbon), le gouvernement chinois se lance dans la lutte contre le gaspillage. Dans la capitale, une "police de l'énergie" est chargée de vérifier que

les températures dans les bâtiments ne sont pas trop élevées, que les lumières ne sont pas allumées inutilement... Après des conseils, des amendes peuvent suivre en cas de mauvaise volonté. La ville a également engagé une vingtaine d'ingénieurs pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et services publics. (La Maison écologique, avril

Ampoules encore plus économes

Les ampoules à diodes sont déjà utilisées pour les feux de circulation, pour les feux arrière des voitures, pour l'éclairage permanent de lieux publics, des commerces. Une société américaine Mule lighting commercialise maintenant une ampoule à vis avec un culot standard utilisant plusieurs petites diodes et ne consommant que 1 W pour un éclairage équivalent à une ampoule à filament de 60 W ou une ampoule dite "économe" de 10 W. Si son coût est encore élevé, sa durée de vie (+ de 100 000 heures) devrait dans un premier temps permettre son usage dans les lieux nécessitant un éclairage permanent.

2006)

P A Y S - B A S

Manque de gaz

GasUnie, l'équivalent de Gaz de France aux Pays-Bas, privatisé en 2005, a averti ses clients industriels qu'il ne pourrait couvrir la totalité de la demande en gaz à haute valeur calorifique en 2007, du fait de l'épuisement des exploitations sous son contrôle. Les particuliers ne sont pas concernés, car ils n'utilisent pas ce type de gaz. Cette limite de production devrait être compensée par un recours accru au gaz d'origine russe. Le gouvernement a annoncé également une plus grande importation d'électricité d'origine nucléaire depuis la France, et l'intensification de l'implantation des éoliennes. Cette annonce ne suit que de quelques années l'annonce par Royal Dutch Shell, la compagnie pétrolière du pays, de la baisse de la production pétrolière en Mer du Nord.



Tour solaire d'Almería en Espagne.

Energie solaire

■ **Espagne : tour solaire démente.** Chauffer de l'air au sol par des serres que l'on relie à une immense cheminée dans laquelle sont placés des rotors permet de produire e l'électricité. Des essais ont déjà été faits en Espagne et en Australie. L'Espagne vient d'accorder les autorisations pour passer à l'échelle industrielle. Dès 2007, sur la commune de Fuente el Fresno, doit commencer le chantier d'une immense serre de 350 hectares reliée à une tour de 750 m de haut... pour une puissance à l'arrivée estimée à 40 MW. Une technique qui semble totalement démesurée par rapport à la production : avec une dizaine d'éo-

liennes de seulement une centaine de mètres de haut, on peut obtenir le même résultat. Aucune construction humaine n'atteint pour le moment une telle hauteur !

■ **Espagne : Séville autonome en électricité.** La ville de Séville, au sud de l'Espagne, a lancé un programme de construction de huit centrales solaires autour de la ville. Avec 320 jours de soleil par an, la ville andalouse a déjà construit une première centrale de 11 MW sur 70 hectares. Sept autres sont en projet pour un total de 80 MW soit de quoi fournir l'électricité aux 180 000 foyers de la commune. Le chantier doit être terminé en 2010. Ce n'est toutefois pas le plus gros projet actuellement développé en Espagne puisqu'à Sanlúcar la Mayor, ce sont 302 MW solaires qui sont en construction. L'Espagne qui connaît déjà le plus fort taux de croissance au monde dans le domaine de l'éolien, est également leader dans le domaine du solaire.



■ **Voiture électrosolaire.** Il y avait au moins une voiture à voir au Mondial de l'automobile à Paris : Astrolab une voiture électrosolaire, pour deux personnes, équipée de 3,6 m² de cellules photoélectriques avec un rendement de 21%, se rechargeant au soleil en roulant, ou par prise électrique en cas de manque de soleil. La voiture, extrêmement légère — 280 kg — en fibre de carbone, peut atteindre la vitesse de 120 km/h et dispose d'une autonomie sans soleil de 110 km grâce à des accus en mickel-métal-hydrure. Seul hic : le prix annoncé à 92 000 € hors-taxe. Venturi Automobiles, Gildo Pastor Center, 7, rue du Gabian, 98000 Monaco, tél : 377 99 99 52 00.

■ **Rhône-Alpes : solaire en hausse.** Le solaire connaît une croissance exponentielle en région Rhône-Alpes. La région a annoncé avoir subventionné 1053 installations en 2004, 2000 en 2005 et devrait dépasser les 4000 en 2006. Environ 200 entreprises sont habilitées à présenter les projets qui, subventionnés entre 50 et 70% se révèlent rentables pour la production d'eau chaude sanitaire.

■ **Savoie : formations.** L'Institut national de l'énergie solaire propose depuis la rentrée 2006 des formations comme par exemple : conception de bâtiments à très faible consommation d'énergie (13 décembre), l'utilisation rationnelle d'énergie avec la norme Minergie et la démarche Négawatt (14 décembre), pourquoi se décider en faveur d'une solution solaire dans le bâtiment (15 décembre). INES, BP 258, 73375 Le Bourget-du-Lac cedex, tél : 04 79 26 44 33.

Pratique néo-coloniale ou extension de la mondialisation ?

Le commerce équitable a le vent en poupe et les gammes de ce nouveau « concept » ne cessent de s'étoffer. On a commencé par le café, puis le cacao, on continue avec la quinoa et les noix de lavage, on innove avec les habits tissés en coton équitable, mais il y aussi les jouets équitables, le tourisme équitable, et même... des placements équitables, spéculer pourrait donc être équitable... (1)

Certains opérateurs ont, semble-t-il, foi en une croissance (2) plus forte encore à l'avenir de ce secteur, le « consomm'acteur » désirant consommer ce qui se fait de plus humanitaire dans l'arène économique. L'engouement est quasi unanime. Des néolibéraux du commerce international, à la majorité des altermondialistes, en passant par les écologistes et tous les rangs de l'Assemblée de gauche comme de droite : tout le monde est pour... boire du café équitable.

Historiquement liées à la colonisation, les cultures de rente (café, thé, cacao, coton, canne à sucre, arachide, bananes, mangues, vanille, cannelle, poivre et autres épices, papaye, ananas, avocats, agrumes, palmiste...) sont quasiment toutes des monocultures d'exportation dont les conséquences sociales, agronomiques, économiques et écologiques devront un jour être évalués sur le long terme. Mais la question ici est de savoir si il n'y aurait pas, d'un côté une idée *a priori* généreuse du commerce équitable ou éthique, et de l'autre le « commerce équitable ou éthique réellement existant ».

A quelques variantes près, sur le terrain, tous les promoteurs du commerce équitable ont les mêmes arguments. Ils offrent des prix garantis et une relation commerciale durable, ils concourent à une consolidation économique des agriculteurs dans ces productions d'exportation, entraînant mécaniquement la struc-



turation des paysans adhérents à la démarche par la mise en place de filières... Le tout permettrait aux agriculteurs ainsi touchés de peser à la fois sur les marchés internationaux, mais aussi locaux tout en voyant leur niveau de vie augmenter.

Les critiques du commerce équitable existent, ce qui n'empêche pas les promoteurs de ce dernier d'user de stratégies de repli rhétoriques en s'abritant derrière des poncifs neutralisateurs et des cache-misère. Ici, nous allons tenter un angle critique

post-développementiste sur la base d'observation de terrain et des informations obtenues auprès de différents acteurs.

Les produits agricoles équitables sont faussement rattachés à l'agriculture paysanne

Souvent, les cultures d'export (3) réalisées pour le commerce équitable ou éthique, sont, dans les discours des ONG, rattachées au moins implicitement à l'agriculture paysanne. Il s'agit là d'une falsification. En effet, une production agricole vouée à l'export est toujours le fait de la spéculation à propos du prix de ce produit sur un marché éloigné, donc hors de portée physique du producteur. Quand au prix il est soumis aux fluctuations des marchés, mais aussi des monnaies entre elles, ce qui ne pose pas de problème de compréhension pour un gros producteur spécialisé mais n'est pas sans poser de problèmes de transparence pour un petit paysan.

Une agriculture paysanne ne peut être basée sur une idée spéculative qui dépasse l'objectif d'alimenter les communautés ou les commerces locaux. Que le site de production se trouve éloigné du lieu de

(1) Cet article résulte de la synthèse de divers constats, expériences, rencontres et études faits par l'auteur. Il n'a pas de rapport avec l'ouvrage publié très récemment aux éditions Mille et une nuits, *Les coulisses du commerce équitable*, de Christian Jacquiau, et que je n'ai pas encore lu, faute de temps, mais qui m'a été plusieurs fois été fortement recommandé. Ici nous nous consacrerons aux productions agricoles.

(2) Par exemple Stéphane Comar, associé fondateur d'*Ethiquable*, qui explique que la croissance du marché français du commerce équitable est de l'ordre de 80 % par an depuis 2000. Source *Habbanae* n°80, page 4, Mai 2006, revue d'*Agronomes et vétérinaires sans Frontières*.

(3) Dont il faut rappeler qu'elles sont hautement spéculatives depuis quelques siècles, et ce ne sont pas les projections de croissance de ces marchés établis par les tenants du commerce équitable eux-mêmes qui nous contrediraient...



DR

consommation, et rapidement la logique paysanne disparaît des pratiques. Des produits faisant le tour de la Terre au gré des cours mondiaux et du prix du pétrole ne peuvent relever d'une agriculture paysanne, mais bien de son détournement, ce que nous allons voir.

Le commerce équitable déplace les problèmes et en pose de nouveaux, sans les résoudre

Concrètement, sur le terrain, les critères de qualité exigés par les cahiers des charges en vigueur pour les productions agricoles équitables impliquent le plus souvent, et a minima, une augmentation des *besoins en main d'œuvre* sur le lieu même de la production, et un *besoin d'investissement* en moyens de production et/ou de transformation/stockage.

Le *besoin d'investissement* se trouve satisfait par la mise en place de systèmes de prêts auprès des paysans ou de leurs communautés, systèmes dont les ONG sont assez fières. D'après elles, ces dispositifs d'accès au prêt pour investissement sont à l'origine du maintien de l'exploitation des cultures d'export lorsque les prix se tassent et que la rentabilité est moindre, alors qu'au même moment, les paysans qui n'ont pas adhéré à cette démarche se tournent vers d'autres activités agricoles ou artisanales, délaissant les plantations. Dans ce cas de figure, les ONG se targuent d'avoir rempli leur objectif de « responsabilisation des pro-

ducteurs ». En quelque sorte, c'est une victoire pour l'ONG dans sa mission d'éducation des producteurs...

Mais la meilleure rétribution en filière équitable ne semble pas être la seule cause de cette « responsabilisation/fidélisation » vis-à-vis de la filière de production. En effet, ceux qui restent sur les « productions équitables » le font aussi parce que les emprunts courent, et qu'il faut bien honorer sa dette, à la fois au regard de l'estime de soi, mais par honneur face au reste de la communauté villageoise.

Il y a là un moyen de pression non négligeable sur le paysan du Sud pour qu'il se plie à une des lois du commerce international qui est de continuer de produire même dans les périodes de prix faibles pour rester sur les rangs de la compétition.

Les « banquiers non gouvernementaux », à la fois prescripteurs et partenaires usent de ce stratagème sur certains projets, et demandent parfois explicitement ou implicitement à la communauté de s'engager elle-même si le contractant se révélait être défaillant, procédé qui révèle une grande conformité au modèle dominant et prive ainsi le « commerce équitable » de la moindre possibilité d'être une alternative au système économique dominant. Un procédé utilisé jusqu'à la corde dans les pratiques, nous allons le voir.

Le *besoin supplémentaire en main d'œuvre*, lui, mobilise en premier lieu les familles et la communauté. Mais lorsque le marché est porteur, cela entraîne souvent un recrutement temporaire dans la vallée voisine, voire plus loin et pour un peu plus longtemps. Ce point est positif selon les ONG, car il témoigne de la dimi-

nution de l'expatriation économique temporaire des producteurs adhérents au « commerce équitable ». Soit, mais qui sont ceux qui viennent de plus loin pour travailler chez les adhérents à la « filière équitable » temporairement, sinon de nouveaux expatriés économiques ?

Les filières «équitables» favorisent l'intégration des paysans au commerce international

Soit le commerce équitable déplace les problèmes, soit il en pose de nouveaux sans les résoudre, soit les deux. Evaluer de tels projets sur des bases quantitatives telles que l'évolution du revenu par tête ou la capacité de scolarisation des familles adhérentes est inique. Il faudrait aussi mesurer l'augmentation de la pénétration des valeurs consuméristes et des produits occidentaux, l'évolution de l'érosion des valeurs sociales initiales, mais aussi la marchandisation des liens et des pratiques sociales... Bref, il faudrait user de critères que l'on mobilise lorsque l'on cherche à définir une forme de néocolonialisme économique.

En effet, une fois le petit agriculteur renforcé dans la logique de la culture d'export (souvent par des investissements qu'il faudra rembourser), il dispose de moins de temps pour les activités traditionnelles. On peut par exemple observer des changements progressifs dans l'approvisionnement alimentaire par l'achat croissant de produits alimentaires manufacturés et/ou l'achat d'équipements plus conformes au standard occidental, le tout étant souvent le fruit d'une importation.



DR

Ceci augmente d'autant la dépendance des populations paysannes vis-à-vis des industries agro-alimentaires en particulier, mais aussi de certains groupes occidentaux qui tentent alors d'installer sur place leurs usines. La complémentarité entre les filières d'import et d'export se trouve alors confortée, les uns déchargeant des cargos de quantités de produits finis pour que puissent prendre place à bord les produits d'exportation, café, sucre... « équitables » ou non. Un cargo ne voyage jamais à vide, c'est une règle de base en commerce international héritée du commerce triangulaire vieux de quelques siècles déjà, règle dont on constate qu'elle étend la mise en concurrence de territoires et d'hommes très éloignés les uns des autres, caractéristique de l'intégration dans le marché mondial.

Le commerce équitable renforce la spécialisation productive

Puisque l'on en est à parler des vieilles habitudes de l'Occident, faisons un peu d'histoire. Le « pacte colonial » trouvait sa traduction juridique dans « l'exclusif » du 17^e siècle, et établissait deux principes déterminant une économie de plantation :

- La *spécialisation* par l'exportation de toutes les matières premières disponibles et utiles pouvant être transformées sur les ports métropolitains,

- La *dépendance externe* par la production exclusive pour la métropole, et la consommation insulaire exclusive de biens métropolitains.

Nous n'en sommes certes plus là, mais en ce qui concerne le commerce équitable, on peut noter sa fâcheuse tendance à renforcer la spécialisation productive, cette spécialisation que beaucoup d'écologistes et d'agronomes reprochent à l'agriculture productiviste en France par exemple.

Dans les faits, la réussite économique d'une production de culture d'export au niveau de l'exploitation agricole entraîne, au fil du temps, une spécialisation productive. Cette spécialisation (4) marque le début de la réduction de la part des cultures vivrières sur la surface cultivée. Ceci représente à la fois une baisse de la souveraineté alimentaire des populations locales, ainsi qu'une diminution de la biodiversité sur les parcelles de la famille ou de la communauté, même si la production est certifiée biologique. Enfin, cette spécialisation maintient ou renforce l'in-

tégration du paysan dans le marché mondial, puisqu'il produit une denrée d'exportation.

Le «commerce équitable» peut entraîner un processus de déculturation

En lien avec la spécialisation productive, l'entrée dans la course entraîne par exemple le sentiment de manquer de temps, de manquer de relations sociales non liées à la production. En effet, cette spécialisation productive prive progressivement le paysan de la possibilité de réaliser des dons ou échanges avec des membres de sa communauté selon les codes et rythmes traditionnels et avec ses productions traditionnelles dont il diminue la surface pour augmenter celle des « produits équitables ».

Il s'agit donc de la perte graduelle d'une pluriactivité liée à des formes variées de dévalorisation affective des productions locales et des pratiques culturelles, au regard de l'intérêt monétaire des productions d'export. De la sorte, l'affaiblissement de l'économie locale, naguère basée sur le commerce des produits locaux, pourrait bien se doubler d'une destruction plus ou moins lente des structures et pratiques de la société vernaculaire, et déboucher à terme sur un processus de déculturation.

Le commerce équitable, nouvel avatar de la mondialisation des échanges ?

Ce n'est donc pas, comme les tenants du commerce équitable le disent, le système capitaliste qui se retrouve encadré, régulé, adapté par le « commerce équitable », pour laisser leur place aux petits paysans du Sud ; mais bien le petit paysan qui, sous les effets multiples du « concept » de « commerce équitable », va modifier ses modes de vie, ses valeurs, ses circuits de sociabilité, sa convivialité, sa consommation, ses déplacements, pour convenir aux contraintes fixées par le commerce international et l'impératif monétariste.

Ceci d'autant plus strictement, puisque l'on a vu que les contraintes des productions sous « commerce équitable » ou « éthique » sont plus importantes que dans le circuit classique. Tout ce qui



précède nous fait dire que le « commerce équitable » devrait être vu comme un nouvel avatar de la mondialisation des échanges, même s'il s'affiche sous des prétextes éthiques que la pratique, on le voit bien, bat sérieusement en brèche.

Certaines ONG, pensant éviter ces problèmes, s'attachent à ne promouvoir qu'exclusivement des produits alimentaires traditionnels locaux (exemple de la quinoa). Mais une culture que l'on veut exporter devient une culture d'export. Or, pour que celle-ci soit cultivée en tant que telle, il faut qu'elle soit mieux payée que la même culture en destination locale, à moins que les personnes ne soient contraintes à sa production (ce qui était le cas à l'époque de l'esclavage). La culture d'export finit donc par avoir un prix supérieur à la culture de destination locale.

On observe alors plusieurs conséquences plus ou moins concomitantes pour les produits « jumeaux » de consommation locale. Plus ou moins simultanément et progressivement, la productivité des parcelles régies par l'accord de commerce équitable augmente. Il faut préciser que la part de l'achat/revente par des paysans contractualisés « commerce équitable », d'une partie de la récolte de paysans non contractualisés explique une part variable de cette augmentation des rendements et opacifie les pratiques locales autour du « commerce équitable ». Ce faisant, le nombre de producteurs pour la production en filière commerce équitable augmente aussi.

(4) Qui au-delà de son induction par un projet d'ONG peut avoir de nombreuses implications complémentaires entre elles, telles que la course à la rentabilité, la recherche de reconnaissance sociale ou économique, la compensation, la recherche du pouvoir

Première conséquence, on retrouve de moins en moins le produit à destination locale sur les marchés d'approvisionnement locaux, alors que son prix augmente, toujours sur les mêmes marchés locaux. Alors, en raison de sa rareté mais surtout du fait du prix plus élevé que permet la vente à l'export, il arrive que les familles les plus modestes délaissent le produit alimentaire local devenu trop cher, pour se rabattre sur des produits alimentaires industriels de piètre qualité dont un certain nombre sont importés... par cargo.

Quand à ceux qui le peuvent, grâce à l'élévation de leur niveau de vie, vont commencer à avoir accès aux produits occidentaux, eux aussi importés pour une grande part. On le comprend aisément, le « commerce équitable » créé une confrontation entre les prix d'un marché d'un village perdu en Amérique centrale et les prix du marché des « produits équitables » pour le Nord. Cette confrontation se révèle avoir des conséquences néfastes non seulement sur le marché local des producteurs, mais aussi dans les modes de vies et de consommation locales. Tout est lié.



Nord-Sud : les logiques de filières et la spécialisation productive en question

De tels effets du commerce équitable sur les sociétés paysannes ne sont pas sans rappeler les effets du développement agricole au Nord. Chez nous, les paysans on quasiment tous été éliminés, et les agriculteurs sont de moins en moins nombreux à consommer leur propres productions, rares étant ceux qui n'utilisent pas de plats congelés. Ils sont un très grand nombre à être intégrés dans des logiques de filières contraignantes qui les ont déconnectés de l'économie locale ou régionale, en les rendant dépendants des cours mondiaux pour leurs productions, et des supermarchés pour leur alimenta-

tion. Toutes proportions gardées, la dynamique semble bien relever d'une logique très voisine.

Équitable ne signifie pas socialement acceptable

Si historiquement les moyens pour faire produire des cultures d'export au Sud ont changé, en passant de la situation d'esclavage à celle de la survalorisation monétaire du prix du produit sur le marché local, il serait grave d'ignorer les conséquences directes ou indirectes de ces pratiques sur les sociétés rurales du Sud.

Bien qu'il n'en reste pas moins que le ballet des cargos s'avère toujours très rentable pour les opérateurs du Nord, nous savons que l'éviction d'une production traditionnelle intégrée à la vie de la communauté est plus ou moins rapidement accompagnée de changements sociaux importants et graves, qui peuvent remodeler profondément les relations sociales et la culture paysanne locale. C'est en définitive ce pouvoir sur les paysans du Sud que s'arrogent les « consommateurs » de « produits équitables », les mêmes qui parfois se lamentent de la disparition des petits paysans dans leurs campagnes du Nord. Équitable ne signifie donc pas socialement acceptable.

Commerce équitable et ressources énergétiques

Si d'aventure le système économique tel qu'il fonctionne aujourd'hui à grand renfort d'énergie fossile en venait d'ici 20 ou 50 ans à subir un coup d'arrêt, alors les prix de ces denrées à l'origine destinées aux plus fortunés des occidentaux, retrouveraient des tarifs bien plus élevés et un volume moindre. Ceci n'est économiquement pas contradictoire, les frais de transformation sur place et de transports pouvant être selon les projections bien plus élevés qu'aujourd'hui, le consommateur payant essentiellement ces derniers. Peut-être aussi du fait des relations commerciales entre les pays qui seront certainement affectées.

Beaucoup de paysans du Sud seront alors obligés de renouer avec leurs anciennes productions vivrières abandonnées, si tant est que certains en auront gardé entre-temps les savoir-faire, les outils et leurs techniques de fabrication. Car au bout de deux générations, seuls ceux qui ne sont pas occupés avec les filières équitables seront en mesure de transmettre les savoir-faire locaux et vitaux dont les sociétés vernaculaires ont

le secret. Le « commerce équitable », basé sur le transport au long cours de très grosses quantités, n'est durable qu'à la mesure des ressources énergétiques non renouvelables, c'est-à-dire très peu à l'échelle de l'humanité.

Nous sommes face à une extension radicale de la mondialisation des échanges

En conclusion, maintenir ou renforcer l'implication de paysans dans des logiques de marchés internationaux, future par le biais du commerce équitable ou éthique, reviendra au bout de quelques temps, par exemple à mettre en concurrence les plus petits paysans producteurs de bananes équitables de toute la planète si retirés soient-ils de nos grandes métropoles. Nous l'avons vu, le commerce équitable de produits agricole ne relève évidemment pas de l'agriculture paysanne, mais en fait d'une extension à peine déguisée de la mondialisation, au plus profond des espaces ruraux du Sud, avec en toile de fond une occidentalisation du monde encore plus poussée (5) par le fait, cette fois, des ONG (6). C'est cet aspect qui permet de parler d'une extension radicale de la mondialisation à propos du « commerce équitable ».

Quel commerce peut être équitable ?

Force est de constater que, d'une part le seul commerce qui soit équitable est celui qui permet une relation interpersonnelle directe et aisée, entre le producteur et le consommateur, et que la logique de la relocalisation de l'économie est à l'opposé du « concept » de « commerce équitable » de produits de consommation courante issus de l'export-import. Au final, le « consommateur » que l'on nous invite à devenir à longueur d'articles et de reportages se révèle être un des rouages inconscient du mercantilisme d'un agrobusiness international soi-disant « alternatif ».

Daniel Julien ■

(5) Car cette occidentalisation procède non par imposition du marché mondial mais par une aide à son accès sous prétexte d'aménagement préférables aux producteurs. Il s'en suit alors une intégration au marché mondial qui est « volontaire » parce qu'inévitable.

(6) La force des ONG à provoquer ce mécanisme est d'autant plus inquiétante qu'en cas de crise majeure, il y a fort à parier que personne ne sera là pour aider le paysan à retrouver les pratiques qui, auparavant, étaient favorables à son autonomie.



MALI

Un CD pour la souveraineté alimentaire

Un forum mondial sur la souveraineté alimentaire se tiendra au Mali en février 2007 à l'initiative de *Via Campesina*.

Face aux pressions de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, il s'agit d'affirmer que

l'agriculture est d'abord paysanne et destinée à se nourrir avant de vouloir vendre et exporter ; que les peuples et les Etats doi-



vent être libres de définir eux-mêmes leur politique agricole. Pour financer les frais de déplacements de cette rencontre, un CD a été édité avec 17 chansons de Manu Chao, Cesaria Evora, Tiken Jah Fakoli, Emir Kusturica... Il est disponible chez les libraires ou par correspondance (20 € + 2 € de port) auprès de *Daqui*, 8, place des Carmes, 33210 Langon, tél : 05 57 98 08 45.

L'Europe est vache avec l'Afrique

Les accords de partenariat économique assurent le libre marché entre l'Europe et les pays du Sud. Ainsi, pour écouler les excédents de lait du Nord, du lait en poudre est vendu à bas prix en Afrique... ce qui provoque l'effondrement des revenus pour les éleveurs de

ces pays. Une logique délétère que dénonce le collectif *AlimenTerre* animé en France par le CFSI, Comité français pour la solidarité internationale et en Belgique par SOS Faim. Une pétition circule relayée par 160 groupes locaux. *CFSI*, 32, rue Le Peletier, 75009 Paris, tél : 01 44 83 88 50 ; *SOS Faim*, rue aux Laines, 4, B-1000 Bruxelles, tél : 02 548 06 70.



Agir ici rejoint Oxfam

Oxfam est une confédération d'organisations de solidarité internationale qui regroupe 12 organisations indépendantes en lien avec 3250 groupes partenaires dans une centaine de pays. Depuis 2003, *Agir ici*, une association qui depuis 1988 mène des campagnes de cartes postales pour des actions de solidarité avec le Sud, est devenu "membre observateur". A partir de 2007, *Agir ici* devient le membre français d'Oxfam international.

Oxfam France, Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.

L'OMC en pire ?

Oxfam France / *Agir ici*, *Peuples solidaires*, le *Gret*, *Cad Mali* et *Acord*, avec le soutien de nombreuses autres associations, ont lancé début novembre une campagne d'information qui se poursuivra jusqu'en février 2007 pour dénoncer l'entrée en vigueur prévue pour janvier 2008 des accords de partenariats économiques décidés par l'Union européenne en 2000 et dont les impacts sur les pays du Sud s'annoncent dramatiques. Les négociations sont encore en cours tout au long de 2007 et il est donc encore temps de demander la réorientation de ces accords pour qu'ils ne soient pas de nouveaux moyens d'inégalités entre le Nord et le Sud. Cette campagne

Prix Nobel pour le fondateur de la micro-finance

Muhammad Yunus recevra le 10 décembre le prix Nobel de la paix 2006. Au Bangladesh, le "banquier des pauvres" a mis en place la *Grameen Bank*, qui fait des prêts pour les plus démunis et pour les femmes en particulier. C'est un choix sans doute plus judicieux que celui de l'année dernière (l'AIEA, agence pro-nucléaire), mais c'est également un choix discutable car les analyses critiquant ces méthodes de micro-crédits se multiplient actuellement.



Muhammad Yunus.

En effet, en empruntant, on pousse les plus pauvres à créer des activités dans un système qui a créé la pauvreté et, à la fin, c'est ce dernier qui est le principal bénéficiaire de l'opération : ce n'est pas pour rien que la Banque mondiale soutient le micro-crédit !

On relira avec attention l'article d'Hedwige Peemans-Poullet, que nous avons publié dans notre numéro 330 qui signale comment Muhammad Yunus a mis en place des élevages de crevettes, exploitant surtout des femmes et des enfants, ruinant les écosystèmes des mangroves. A signaler également l'article de Cyril Gouverneur dans *Le monde diplomatique* d'août 2005 qui dénonce la dérive de M. Muhammad Yunus et sa *Grameen Bank* qui non seulement multiplie les situations de surendettement, mais a également lancé une compagnie de téléphonie mobile *Grameen Phone*.

Nicanor Perlas, dans son livre *La société civile, le troisième pouvoir*, rappelle également comment en 1998, la *Grameen Bank* a signé un accord avec Monsanto, cette firme payant pour que la "banque des pauvres" fasse la promotion des OGM dans son réseau. Il a fallu une importante mobilisation des ONG du sud pour que la banque fasse marche arrière.

Bref un homme d'affaires devenu avec le temps assez conventionnel.

demande aux pays européens de laisser libres les pays du Sud en ce qui concerne les secteurs qu'ils veulent protéger et dans leurs choix de développement, de veiller à ce que le dialogue entre le Nord et le Sud soit réel, et que ce dialogue soit rendu public pour que les habitants du Nord sachent ce qui se négocie. On peut demander

des affiches, des dépliants, des cartes à signer auprès de *Oxfam France / Agir ici*, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 47 (Mélanie).

BOUCHES-DU-RHÔNE

Marchés de Noël équitables

Un marché de Noël équitable se tiendra à Aix-en-Provence, les 9 et 10 décembre, sur la place de la Rotonde, devant les locaux de la Maison de la nature et de l'environnement. Sera projeté le film "Pour une consommation responsable". Buffet équitable le samedi 9 décembre à 12 h. Un autre marché de Noël équitable se tiendra à Aubagne, le 16 décembre en partenariat avec *GRAINE-Paca*. Projection du même film et débat, une vingtaine d'exposants. Renseignements : *Apeas, Agence provençale de l'économie alternative et solidaire*, 49, rue de Village, 13006 Marseille, tél : 04 91 99 02 40.

Le don, une solution ?

Les inégalités Nord-Sud augmentent. Les organisations de solidarité internationale se rendent compte qu'"aider" à réduire ces inégalités n'est pas évident. Le don peut être dans certains cas inapproprié, inutile, voire néfaste. Le Ritimo, réseau qui regroupe de nombreux centres de documentation sur la solidarité internationale vient d'éditer une brochure qui montre les dons qui sont pratiqués et leurs limites. Ainsi, donner de la nourriture peut déséquilibrer l'agriculture locale, de même pour les vêtements et l'artisanat local, donner des livres peut être une forme de colonialisme, les dons d'ordinateurs ou plus généralement d'appareils électriques obsolètes peuvent être une source de déchets inutiles... Donner des bicyclettes semble par contre une bonne initiative. On peut aussi donner du temps, à condition de ne pas avoir d'idées préconçues. Une brochure bien illustrée qui pose de bonnes questions. A commander (96 p. 6 € + 2 € de port) à *Orcades*, 6 bis, rue Albin-Haller, zone République II, 86000 Poitiers, tél : 01 44 64 74 14.



Déchets-cadeaux

Le scandale qui vient d'avoir lieu avec le déversement de déchets mortels à Abidjan a permis d'aborder une question le plus souvent ignorée des médias.

Lorsque, en 1955, Claude Lévi-Strauss, par une célèbre prosopopée, dans *Tristes Tropiques*, lance : « Cette grande civilisation occidentale, créatrice des merveilles dont nous jouissons, elle n'a certes pas réussi à les produire sans contrepartie. Comme son œuvre la plus fameuse, pile où s'élaborent des architectures d'une complexité inconnue, l'ordre et l'harmonie de l'Occident exigent l'élimination d'une masse prodigieuse de sous-produits maléfiques dont la terre est aujourd'hui infectée. Ce que d'abord vous nous montrez, voyages, c'est notre ordures lancée au visage de l'humanité », il exprime prophétiquement, ce qui, un demi-siècle plus tard, s'exhibe impudiquement. L'Afrique, faible et sous domination, est le réceptacle tout trouvé des déchets dont personne ne veut en Occident.



De nombreuses autres affaires

A la fin des années 1980, Omar Bongo, avec la Sogaben (Société gabonaise d'études nucléaires) de ses amis corses, envisageait de stocker au Gabon des déchets nucléaires. L'affaire se perdit dans le marigot. Au même moment un plan d'enfouir deux millions de tonnes de déchets toxiques européens et américains dans le sol congolais (avec 74 millions de dollars pour Denis Sassou-Nguesso, une aumône) capota grâce au bruit fait par des écologistes hollandais. Ces échecs officiels incitèrent à plus de modestie et de discrétion. Des cas de décharges sauvages, avant l'irruption du scandale ivoirien, ont déjà été cités. Il y a quelques mois, dans un quartier populaire de Douala (Cameroun), des fûts remplis d'acide, d'où émanaient des vapeurs toxiques, furent signalés. L'armée camerounaise fut chargée d'aller les déverser en mer, non sans déplorer, du fait de l'explosion d'un fût, la mort d'un militaire. Au Niger, la région d'Arlit, où sont exploitées les mines d'uranium par la Cogema-Areva, est une véritable décharge à ciel ouvert de résidus d'exploitation du minerai radioactif. Au

Nigeria, le pays des Ogonis, sur le littoral du golfe de Guinée, jadis florissant, a été désertifié, rendu stérile par le rejet dans la nature des déchets produits par l'exploitation des champs pétrolifères.

Des questions ignorées

A part les protestations, vite étouffées, vite oubliées, de telle ou telle ONG de protection de l'environnement, ce sujet n'intéresse personne. Autant le thème des enfants soldats et des mutilations a produit une ribambelle de romans et des centaines d'heures de documentaires éducatifs, autant celui des enfants sans bras, des enfants à deux têtes, des enfants à nageoires et autres monstruosité, n'a mobilisé aucun journaliste ou romancier. Ces êtres torturés peuplent pourtant, en grand nombre, les hôpitaux du Vietnam, des années après les déversements, pour cause de lutte contre le communisme, des terribles défoliants chimiques sur les forêts par les Américains. Si on y faisait un reportage, on crierait au voyeurisme. Il faudrait interdire la télé aux cœurs sensibles. Ignorons-les. Le taux des malformations augmente significativement dans les populations démunies exposées à

diverses pollutions de leur environnement. L'espérance de vie, quant à elle, diminue.

Il faut un scandale comme celui qui vient de se passer en Côte d'Ivoire pour qu'on se pose quelques questions ; encore ne se pose-t-on pas toutes les questions nécessaires ; certaines, pourtant évidentes, restent bizarrement dans l'ombre. Si on a largement décrit les circuits de corruption, bien réels, qui ont permis l'entrée et le déversement en Côte d'Ivoire de ces déchets, on n'a pas du tout évoqué leur origine. Issus du traitement du pétrole, ces déchets ne peuvent provenir que d'une puissante multinationale pétrolière. Laquelle ? Mystère. Elle doit avoir les moyens de préserver son anonymat et d'orienter les médias dans les bonnes directions, loin de toute curiosité malencontreuse. Ces déchets fantomatiques, venus de nulle part, errant sur les mers, cherchant qui empoisonner, sont pourtant d'abord le signe de l'irresponsabilité et de l'impunité qui caractérise ceux qui, bien cachés, sans visage, sans nom, sans lieu, décident de se débarrasser de ce qui les encombre en se lavant les mains de ce qu'il en adviendra, juste en collant l'étiquette haute toxicité sur leur paquet cadeau. On nous a tout dit sur les camions d'Abidjan qui ont déchargé le Probo Koala et rien sur la gueule vomissante qui l'a rempli. On aimerait savoir pourquoi.

Odile Tobner ■
Survie.

Bilan en Côte d'Ivoire

Fin octobre, le bilan sanitaire des déchets déposés à Abidjan le 19 août, s'élevait à 10 morts, 69 hospitalisations, 14 000 consultations médicales. On sait maintenant que les déchets n'ont pas été déposés à la sauvette, mais que les camions étaient escortés par la police. Plusieurs enquêtes sur les responsabilités sont encore en cours.



Commerce équitable

■ **Systèmes de certification.** La plate-forme pour le commerce équitable a publié début octobre une étude comparant les systèmes de certification. Il en existe au moins une vingtaine qui ont chacune leurs avantages et leurs défauts. Ainsi Bio-équitable dispose d'un véritable réseau de contrôleurs, mais donne son logo dès qu'au moins 25% d'un produit est certifié. Max Havelaar présente une grande souplesse d'adaptation, mais ses contrôles manquent d'indépendance. Les boutiques de Minga ont un fonctionnement simple, peu coûteux, basé sur des relations directes, mais sans contrôle externe pour la plupart. Cette première version comparative devrait permettre d'améliorer contrôles et transparence... mais ne répond pas à de multiples autres questionnements sur le sens du commerce équitable.

PFCE, c/o SNCF, 61, rue de la Chapelle, 75018 Paris, tél : 01 42 09 05 53.

■ **Artisans du monde : réformes en cours.** Après des années de débats et le refus de la distribution en grands magasins, *Artisans du monde* modifie peu à peu son fonctionnement pour avancer dans le sens d'un commerce plus équitable. Pour lever l'ambiguïté de sa coopérative

d'achats *Solidar'monde* co-gérée avec d'autres groupes et qui servait à alimenter également des marques présentes en grands magasins, *Artisans du Monde* a tissé des accords de partenariat avec le réseau des *Biocoops* et *Commercio Terceiro Mundo*, son équivalent italien, afin de reprendre le contrôle de cette plate-forme d'achats. Les produits qui y transiteront seront désormais étiquetés *Artisans du monde* et ne pourront être destinés à la grande distribution. Autre critique provenant des réseaux de boutiques équitables : la présence des bénévoles qui crée une concurrence déloyale. *Artisans du monde* a décidé, avec le soutien de partenaires du secteur de l'économie solidaire et sociale, d'aller vers une professionnalisation des personnes qui tiennent les magasins, les bénévoles poursuivant leur indispensable travail de sensibilisation aux questions Nord-Sud. Les magasins devraient également fonctionner de plus en plus sous forme de coopératives pour favoriser un fonctionnement plus démocratique avec l'ensemble des personnes qui y achètent des produits. Enfin, un rapprochement est fait avec les associations écologistes pour que ces magasins soient le plus près des critères de l'éco-habitat : utilisation de peintures bio, matériaux sains, lampes basse consommation... Un magasin pilote intégrant toutes ces nouvelles données a ouvert mi-octobre à Paris : *Artisans du monde*, 48, rue du Chevaleret, 75013 Paris.



Société

Jeûne tournant contre la Pac

Début septembre, des agriculteurs de la Confédération paysanne du Finistère, notamment des agriculteurs bio, ont commencé un jeûne tournant pour demander une révision de la politique agricole commune mise en place par l'Europe afin que celle-ci soit plus équitable. Chaque fois qu'un jeûneur ou une jeûneuse s'arrête, il ou elle est remplacé par plusieurs autres jeûneurs dans de nouveaux lieux,

selon un principe de boule de neige. Début octobre, une trentaine de personnes jeûnaient dans six villes de Bretagne et de Normandie (Saint-Brieuc, Rennes, Vannes, Nantes, Saint-Lô et Alençon). Fin octobre, de nouveaux jeûnes ont commencé dans la Mayenne, les Deux-Sèvres, la Haute-Marne. Le mouvement devrait se poursuivre et se démultiplier jusqu'au printemps afin de mettre la pression sur les candidats aux élections de 2007.

Confédération paysanne, 81, avenue de la République, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 62 04 04.

Délires sécuritaires

Quatre syndicats de psychiatres ont lancé un appel aux députés et sénateurs pour leur signaler que le projet de loi sur la prévention de la délinquance montrait une totale ignorance du sujet de la part de ceux qui ont rédigé le projet. On retrouve dans ce projet de loi une confusion entre "troubles mentaux" et "délinquance" qui rappelle des lois du 19^e siècle. Pour les psychiatres, la délinquance relève des questions sociales et non des questions de santé.

Publicité

■ **La publicité crée l'obésité.** L'UFC-Que Choisir a compté les publicités diffusées à la télévision



Régulariser les sans-papiers

Un sondage réalisé le 12 octobre pour le compte de 20 minutes et RMC indique que 12% des Français sont pour régulariser les sans-papiers sans conditions et que 73% des Français sont pour la régularisation des sans-papiers qui ont un contrat de travail et/ou des enfants scolarisés. Ils ne sont que 10% à s'opposer à une régularisation dans ce cas-là et 5% d'indécis. Sarkozy a donc tout faux.

pendant deux semaines, pendant les émissions destinées aux enfants. Résultat : 89 % concernent des produits trop riches en sucre ou en matière grasse. Une deuxième enquête auprès de parents montre que ces publicités sont efficaces et modifient le désir de l'enfant en direction des produits présentés. A l'arrivée, rien d'étonnant à ce qu'un enfant sur six soit maintenant obèse.

■ **Voisinage discutable.** Alliance pour la Planète se veut un regroupement d'associations écologistes afin de peser sur les politiques dans la perspective des élections de 2007. On y trouve le WWF et la Fondation Nicolas Hulot. Le RAP, Résistance

à l'agression publicitaire, a décidé d'adhérer à cette alliance et cela a permis d'avoir, selon eux, de bons contacts avec le président du WWF, très motivé par une campagne contre le fonctionnement actuel du BVP, bureau de vérification de la publicité. Le RAP pourrait sans doute proposer au WWF une collaboration lors de la Nuit des publivores, le RAP dénonçant cette soirée alors que le WWF y est partenaire ! RAP pourra aussi parler avec la Fondation Nicolas Hulot, sponsorisée par de nombreuses grandes marques très proliférantes en matière de publicité. RAP, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, tél : 01 43 28 39 21.

Chômage

Manifestation le 2 décembre

Les collectifs de chômeurs d'AC ! Agir contre le chômage, de l'APEIS, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité, et du MNCP, Mouvement national des chômeurs et précaires, organisent le samedi 2 décembre une grande manifestation à Paris "contre le chômage et la précarisation de nos vies. Pour des droits nouveaux".

• AC ! 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 42 63 15 33 ;
• APEIS, 8, rue de Verdun, 94800 Villejuif, tél : 01 46 82 52 25.

Gynécologie sans frontières

Tant en temps de paix que de conflits, les femmes sont dans le monde le plus souvent des victimes invisibles. Pourtant les femmes sont appelées quotidiennement à jouer un rôle important dans le développement des pays : éducation, santé, politique, économie, environnement. Le non respect des droits fondamentaux de la femme, conformes à la charte des Droits de l'homme s'exprime ainsi à travers la non reconnaissance universelle de la femme comme un être humain égal, libre et digne ; l'absence d'identification de la femme sur le plan politique, communautaire et national ; l'inégalité de la femme à l'accès aux soins, à l'éducation, au développement économique et social ; la non maîtrise par la femme de sa sexualité et de sa reproduction. Face à ce constat, des gynécologues et sages-femmes ont constitué en 1995 une association *Gynécologie sans frontières* dont la finalité est de promouvoir la femme, son développement, sa dignité et sa santé dans la société. L'association réfléchit sur de nouvelles approches et de nouvelles pratiques de la santé publique dans le monde, fondées sur le respect de la dignité humaine, et de la femme en particulier.

Association spécialisée dans la santé féminine, elle se donne pour objectif principal, dans le cadre de la promotion globale de la femme dans la société, de favoriser l'accès à la santé de toutes les femmes en intervenant spécifiquement lors de situations de pathologie gynécologique ou obstétrique dans les pays ou des secteurs où les infrastructures sont insatisfaisantes, insuffisantes ou inaccessibles.

L'accès à la santé des femmes englobe trois composantes : médicale, psychologique et sociale. Médicale : la santé reproductrice se décline autour de la périnatalité (amélioration des indicateurs périnataux, favoriser l'émergence de nouveaux modes de prises en charge de la grossesse...), de la régulation des naissances et de l'accès à la maîtrise de la sexualité, des fléaux infectieux, MST/sida. Psychologique : la souffrance est à la fois médicale et psychologique notamment dans la prise en charge des violences sexuelle ou conjugale, des discriminations et toutes sortes d'exploitation. Sociale : la position de la femme ne doit pas se limiter au cercle étroit et fermé de la famille. Elle doit s'autonomiser par une reconnaissance de son identité et statut, par une égalité des droits fondamentaux, par un respect de sa dignité et de son autonomie au sein de la société et par sa participation responsable à la valorisation et au progrès de son environnement culturel, économique et écologique. *Gynécologie sans frontières, Hôpital mère enfant, CHU de Nantes (Pr. HJ Philippe), 38, boulevard Jean-Monnet, 44093 Nantes.*

Les femmes désertent le milieu scientifique

Le 25 septembre, Jacques Chirac a mis en place un Haut conseil de la science auprès de la présidence de la République qui devra travailler sur trois sujets : l'énergie et l'environnement, la crise des vocations scientifiques notamment chez les femmes, les grands défis scientifiques du pays. Etonnant de voir les femmes faire l'objet d'un des trois sujets ? Ou simplement constat que les femmes se laissent moins manipuler par des carrières de plus en plus dédiées à venir en aide aux multinationales et non à la science ?



Le Monde selon les femmes

L'association belge *Le Monde selon les femmes* propose des formations à la carte autour de huit questions liées au genre : le concept de genre, les instruments juridiques, les outils d'analyses, stratégies et changement, genre et économie, genre et communication, droits reproductifs et sexuels, genre et sida. Renseignements : *Le Monde selon les femmes, 18, rue de la Sablonnière, B-1000 Bruxelles, tél : 32 2 223 05 12.*

Les essentiels du genre

L'association *Le Monde selon les femmes* vient de publier quatre brochures autour du thème "l'essentiel du genre". Elles ont pour titres : *concepts de base, outils de l'approche genre, ONG stratégies et changement, genre et droits reproductifs et sexuels*. Chaque

Femmes



brochure est disponible pour trois euros + frais de port. *Le Monde selon les femmes, 18, rue de la Sablonnière, B-1000 Bruxelles, tél : 32 2 223 05 12.*

Les Echos au féminin

Le quotidien *Les Echos* a confié son numéro du lundi 9 octobre entièrement à une rédaction féminine, 90 femmes y participant (dont Michèle Alliot-Marie, Ségolène Royal)... Résultat : +77% de ventes !

Talents hauts

Laurence Faron et Mélanie Decourt se sont associées pour créer en 2005 la maison d'édition *Talents hauts*. Cette maison d'édition publie des livres illustrés pour enfants, adolescents, adultes, avec comme particularité

de cesser de présenter les clichés sexistes habituels présents dans ce genre de littérature. Mélanie Decourt, ancienne porte-parole de l'association féministe *Mix-cité*, y veille tout particulièrement. A lire par exemple *Moi, mon papa*, de Julie Salzman et Annejolie. *Edition Talents hauts, 79, avenue Sainte-Marie, 94160 Saint-Mandé, tél : 01 41 93 16 64.*

LYON

En corps plus

Grosse ? Ronde ? Marre du regards des autres ? *En corps Plus* propose des parcours pédagogiques sur-mesure aux femmes qui désirent regagner estime, confiance et sérénité. Pour être bien, même si l'on diffère des silhouettes anorexiques des magazines féminins. *En corps plus, 36, rue Pasteur, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 04 38.*



Les faces de la maternité

Les femmes de 20 ans ont une manière d'être mère, ce taux d'emploi maternel est important au bout d'une maternité : 30 % des femmes ne travaillent l'année avant la première naissance, 37 % avant la deuxième, 54 % avant la troisième, 69 % l'année après la troisième. Pour des femmes s'étant interrompues plus que les

congé maternités légaux, plus de la moitié reprennent un travail au bout d'un an et demi après le premier ou le deuxième enfant, un peu plus de deux ans après le troisième enfant. Après la première naissance, un nombre important de mères s'arrête cependant durablement : un quart n'a toujours pas repris d'emploi au bout de cinq ans. Si l'on compare la situation des mères et des pères, 39 % des mères qui travaillent déclarent que leur activité a été modifiée (changement de statut, d'horaires, d'intensité du travail ou retrait du travail) contre 6 % des pères. Le taux augmente avec le nombre de naissances pour les mères, alors qu'il est inchangé pour les pères. Si 54 % des femmes changent d'emploi après une naissance, ce n'est le cas que de 7 % des hommes. Si 22 % des femmes réduisent leur temps de travail, ce n'est le cas que de 6 % des hommes. A l'inverse, 23 % des pères augmentent leur activité contre 5 % des mères.

Dans une enquête, l'INED, institut national d'études démographiques, a essayé de cerner les facteurs d'inégalité entre les deux sexes. On note comme facteurs significatifs le niveau de formation, le type d'emploi occupé (plus d'arrêt pour les contrats à durée déterminée que les contrats à durée indéterminée), l'histoire professionnelle de la mère de la nouvelle mère (si la mère ne s'est pas arrêtée, la fille ne s'arrête pas non plus), la situation financière (si le père a un faible revenu, la mère reprend vite son travail). L'allocation parentale d'éducation, versée à partir du deuxième enfant, provoque à l'évidence un retrait du marché du travail... surtout pour la mère, alors qu'elle peut bénéficier aux deux parents. Le retrait du marché professionnel est un facteur d'inégalité dans d'autres domaines. (source : INED, septembre 2006)

Un écovillage dans le Jura suisse

Après des années de pratiques, les fermes communautaires de Froidevaux aimeraient progressivement passer à la notion d'écovillage.

Un processus en pleine expérimentation.

Dans une boucle du Doubs, à deux pas de la frontière française, Jacques et Michelle Froidevaux ont hérité d'une ferme familiale en 1980. Il y a 58 hectares dont 28 de forêts. Ils décident de favoriser le développement d'une vie communautaire et, après des années de débats sur la question de la propriété, la propriété de la ferme passe sous le contrôle d'une fondation, "Les bergers de Froidevaux". Une association, "les Amis des bergers de Froidevaux", en est locataire et permet la gestion des lieux. Le premier projet tourne autour de l'élevage du mouton, une originalité pour la région. Une bergerie est construite dans le cadre d'un chantier international de jeunes. Du matériel de tannerie est récupéré pour développer cette activité. A l'origine, les parts de la fondation appartiennent au trois donateurs : Michèle, Jacques et sa compagne Irène. La Fondation touche un loyer de l'association qui lui permet de rembourser des emprunts puis d'acheter de nouveaux bâtiments. Pour entrer dans la Fondation, il faut vivre sur place depuis plus de six mois et y travailler plus de la moitié du temps. L'association adopte dans son fonctionnement des principes repris à l'agriculture biodynamique ; les décisions s'y prennent à l'unanimité. Si tout nouvel

adhérent peut participer aux discussions, il faut six mois d'ancienneté pour participer aux décisions. Il n'y a aucune hiérarchie, mais un partage des tâches. Il y a donc un pouvoir de faire. Une dizaine de personnes vivent alors en permanence sur place, plus pendant l'été.

Une deuxième ferme

En 1991, la Fondation peut, grâce à un nouvel emprunt, acheter une deuxième ferme avec 75 hectares, une maison d'alpage, une écurie sur la commune de Rossinière. L'activité ovine est complétée par un important jardin, quelques vaches, une basse-cour. La laine est troquée avec la filature de Chantemerle, des coopératives de Longo Maï. Les personnes qui vivent sur place acceptent la mise en commun de leurs ressources, en échange du travail, elles sont logées, nourries et disposent d'"argent de poche" (un peu plus de 100 € par mois).

L'articulation entre la Fondation et l'association s'avère un bon équilibre : il permet d'accueillir et de voir repartir des personnes sans que cela n'ait de grandes conséquences financières (1).

Education non-violente

Vers la fin des années 90, autour de la deuxième ferme, se développe un projet un peu différent. Est créée une association, Epidaure, qui devient locataire de la fondation. Pendant plusieurs années, le groupe qui y réside fait le choix du végétarisme et développe une activité d'accueil pour jeunes en difficulté. Jacques et Irène y participent. L'arrivée de jeunes en révolte dans un système communautaire ne se fait pas sans remise en question de leur fonctionnement. Sur place, il y avait toujours entre 6 et 10 enfants et les

parents animaient une petite école selon la pédagogie Steiner. Les jeunes, surtout urbains, qui arrivaient là découvraient un nouveau monde. Si certains adoptaient ce mode de vie, ce n'était pas toujours le cas. Si le travail du bois passait généralement bien, certains étaient rétifs aux médecines naturelles, à l'enseignement différent, au végétarisme... Le groupe a commencé à souffrir de l'investissement que cela demandait au quotidien. Ils ont alors diminué le nombre de jeunes accueillis passant de 5 à 3. Des essais d'éducation sans punition ont été tentés avec discussion sur la notion de liberté, débat sur les conséquences de ses actes, recherche de communication, expression du ressenti, vertus du dialogue... Le groupe espérait déboucher ainsi sur une institution alternative avec un nouveau cadre juridique. En 2001, une maison a été achetée à Saint-Ursanne, une commune plus importante (800 habitants) qui est desservie par le train et qui permet aux jeunes d'aller plus facilement en ville, une de leurs demandes. La maison comprend six appartements et était envisagée comme lieu possible pour une future école alternative.

L'expérience a été suspendue en 2003 quand l'administration a réservé l'accueil des jeunes à des familles d'accueil ayant certains diplômes. Irène s'est lancée dans une formation pour obtenir ces diplômes, mais cela prend quatre ans et il faudra attendre 2007 pour relancer le processus.

(1) Un article plus important sur cette première période a été publié dans le n°226-227 de Silence, janvier 1998.



Repas collectif.



Nicolas.

Marie Clem's

Marie Clem's



Marie Clemis

Vers un éco-village

A partir de 2000, des débats commencent sur la notion d'éco-villages. Des trois groupes, c'est l'association Epidaure où se trouvent Jacques et Irène, qui est la plus intéressée par ce concept. Les deux autres groupes ont des approches un peu différentes. Les bergers de Froidevaux, dans la première ferme, entendent continuer à privilégier l'aspect communautaire. Le troisième groupe revendique son indépendance.

Nicolas, qui est arrivé dans la région en 1999 et qui a acheté sa propre ferme à Masesselin – une dizaine d'hectares de terres plates le long du Doubs –, est lui intéressé par cette nouvelle approche : sans remettre en cause les notions de propriété, l'éco-village peut permettre des synergies et des formes d'entraide dans des domaines variés : aide pour la construction de nouveaux bâtiments avec des chantiers collectifs, aide aux gros travaux agricoles, possibilités de développer des activités communes comme une école alternative, la gestion des biens communaux, etc.



Marie Clemis

Les obstacles pour passer à la pratique restent nombreux. Le premier obstacle est d'apprendre à concilier des personnes qui, bien que souvent sensibles à l'écologie, ont des perceptions fort différentes de ce que cela peut signifier concrètement. Deuxièmement, il manque de monde pour bon nombre de projets. Beaucoup de personnes ne disposent pas du temps nécessaire pour participer aux débats, se contentant de gérer leur vie quotidienne. Globalement, sur les quatre lieux, dont trois appartiennent à la Fondation, il y a entre 30 et 40 personnes, mais pour faire avancer le concept d'éco-village, il n'y en a qu'une dizaine, et avec de nombreux désaccords. Ces dernières espèrent toutefois avancer sur les modes de décision et convaincre d'autres personnes de venir renforcer les alternatives locales.

Michel Bernard ■

• Association Epidaure, chemin du Bel-Oiseau 120, CH 2882 Saint-Ursanne, tél : 0041 (0)32 461 32 14.

• Nicolas, tél : 00 41 (0)32 955 17 04.

• Bergers de Froidevaux, CH 2887 Soubey.

(2) Voir ce débat déjà présenté dans "Village écolo ou éco-village ?", n°331 de silence, janvier 2006.

La nouvelle réglementation ne reconnaît plus la possibilité d'accueil collectif, mais uniquement les familles. L'association Epidaure, responsable de la deuxième ferme, deviendrait alors prestataire de services pour des familles d'accueil.

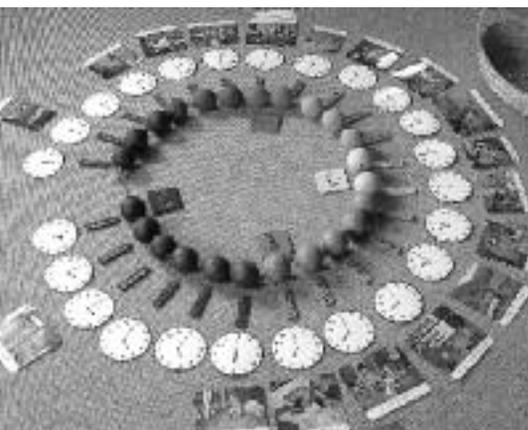
En 2003, le groupe se replie sur la maison de Sainte-Ursanne et la deuxième ferme est louée à un nouveau groupe d'origine hollandaise à vocation spirituelle. Ce troisième groupe, qui essaie de



Marie Clemis

Jacques.

Des contacts sont pris avec un architecte qui étudie les synergies possibles et propose début 2004 un avant-projet. Très vite se pose l'alternative possible entre recherche d'éco-village et village écologique (2) : pourquoi ne pas essayer de convaincre l'ensemble de la commune de s'engager dans ce concept ? Nicolas se présente aux élections et se retrouve vice-maire de la commune. Une deuxième famille s'installe sur sa ferme et, en 2005, Martina, sa compagne, y commence une école Montessori pour les plus jeunes enfants. Plusieurs enfants venant des différents lieux y participent. Neuf au total, entre 2 et 6 ans. C'est une première initiative concrète écovillageoise. Le bâtiment de Saint-Ursanne est toujours envisagé pour créer une école alternative pour les plus grands. Nicolas, qui maîtrise la charpente, propose d'encadrer des chantiers collectifs.



Apprentissage ludique de l'heure.

retrouver les valeurs ancestrales des Indiens, pratique la sweat-lodge (tente de sudation), anime des stages et des formations sur place. Ils refusent de constituer un collectif unique et au bout de deux ans, en 2005, s'installent dans une autre ferme voisine.



Marie Clemis



Politique

RUSSIE

Dictature rampante

Difficile d'être journaliste indépendant en Russie : si l'assassinat d'Anna Polikovskaïa, qui écrivait sur la guerre en Tchétchénie, a été médiatisé, les syndicats professionnels rappellent qu'en 2004, 54 journalistes russes sont décédés de "mort violente inexplicable", et que le chiffre pour 2005 a été tenu secret. Les vieilles méthodes du KGB sont toujours en place : accident de voiture, empoisonnement ou meurtre quand on veut faire vite.

SUISSE

Lois racistes

Malgré les appels à voter "non" de nombreux groupes écologistes, antiracistes, de gauche, 68% des Suisses ont voté pour deux nouvelles lois fixant les conditions d'accueil des étrangers. Alors qu'il fallait déjà prouver qu'aucun Suisse ne veut d'un emploi proposé pour qu'un étranger puisse postuler à cet emploi, la nouvelle loi précise que pour les non-Européens, il faudra prouver qu'aucun Suisse et aucun Européen n'est intéressé. Un succès pour le parti populiste UDC qui ne veut pas en rester là et veut proposer d'autres sujets

à référendum concernant la naturalisation des étrangers, la maîtrise des langues nationales, la violence à l'école, la présence de l'islam... L'UDC rencontre un succès grandissant dans les campagnes et en Suisse alémanique habituellement plus réactionnaire. Seules les grandes villes et la Suisse romande ont voté contre ces lois qui légalisent une forme de racisme.

ESSONNE Décroissance

"On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste". La Maison du monde d'Evry organise le samedi 2 décembre, de 9h30 à 19h30, une journée de réflexion sur le thème de la décroissance, des débats seront animés par Fabrice Flipo, philosophe et ingénieur, Jean Aubin, auteur de "Croissance, l'impossible nécessaire", Monica Fossati, directrice de la revue *Ekwo*, Yveline Nicolas, auteur de "Développement durable et solidarité internationale", une personne de la revue *Ecovev*. Renseignement : *Maison du monde*, 509, patio des Terrasses, 91034 Evry cedex, tél : 01 60 78 55 00.

Gérontocratie

On observe un décalage de plus en plus grand entre l'opinion de la population et celle de nos

Résistance et purin d'ortie !

La loi d'orientation agricole entrée en fonction le 1^{er} juillet dernier comprend dans l'article 70, le texte suivant : "toute publicité commerciale ou recommandation (concernant les produits phytosanitaires) ne peuvent porter que sur des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM)". Ainsi les remèdes ancestraux, non commercialisés par les grands labos deviendraient du jour au lendemain illégaux !

Depuis, devant cette tentative de criminaliser les échanges de "recettes de grand-mère", les pétitions ont été nombreuses, comme les appels à la désobéissance. L'affaire a fini par percer dans les médias officiels et le ministre de l'agriculture a cru bon de préciser, le 19 septembre, "La promotion auprès des particuliers de procédés naturels ou le fait de donner la recette de telles préparations ne sont pas interdits... En revanche, les agriculteurs et les jardiniers ne sont pas autorisés à commercialiser, ou à distribuer, même gratuitement, ces produits".

Cette précision pose de nombreuses questions : en effet, s'il devient possible de se transmettre les informations de bouche à oreille, l'information ne pourrait plus passer par un média. Comme de nombreuses recettes utilisées en agriculture bio ne bénéficient pas d'une onéreuse "autorisation de mise sur le marché", on se retrouve comme dans le cas de la commercialisation de plantes non déclarées au registre officiel, dans un scénario qui vise à éliminer tout ce qui ne passe pas sous le contrôle des multinationales des semences ou des produits phytosanitaires.

Le ministre a provoqué la colère de nombreuses personnes en croyant s'expliquer. Il a en effet ajouté que "(l'autorisation de mise sur le marché) garantit que les produits phytopharmaceutiques mis sur le marché sont sans danger pour l'utilisateur, le consommateur et l'environnement, et efficaces dans la lutte contre les maladies contagieuses des plantes" et d'enfoncer le clou "certains produits naturels (ciguë, belladone, nicotine...) sont dangereux pour l'utilisateur et le consommateur".

Oser faire croire que les pesticides vendus sont inoffensifs alors que l'on commence à reconnaître leur usage comme étant à l'origine de maladies professionnelles, c'est vraiment relever d'une incohérence totale. Les pesticides polluent la majorité des eaux souterraines et sont suspectés de nombreuses maladies (autisme, malformations des nouveau-nés...).

Pour en savoir plus : *Les Amis de l'Ortie*, *Les Broches*, 27350 La Haye-de-Routot, tél : 02 32 57 35 74.



Murray Bookchin

Murray Bookchin est décédé le 30 juillet 2006 à l'âge de 85 ans. Il aura été l'un des piliers de la pensée écologiste libertaire. Né en 1921 dans le milieu des immigrants russes juifs de New-York, Murray Bookchin s'est d'abord engagé dans les jeunesse communistes pour rompre rapidement en découvrant les horreurs du stalinisme et la répression contre les camarades trotskistes et anarchistes pendant la guerre d'Espagne. Durant la seconde guerre mondiale, de 1939 à 1945, il s'implique dans le mouvement trotskiste avant d'en prendre ses distances, en profond désaccord sur les théories de l'Etat tout-puissant. Il exerce alors différents petits métiers avant de commencer à publier. En 1952, dans un ouvrage intitulé *Problèmes posés par les produits chimiques dans l'alimentation*, il pose déjà les bases de ses réflexions futures : le lien entre l'organisation sociale et la destruction de la nature. Il commence à enseigner dans une *Université libre* au moment de la révolution culturelle des années 60. Il participe alors aux campagnes pour les droits civiques, s'investit dans la lutte antinucléaire et devient l'un des porte-parole du mouvement écologiste. En 1971, il fonde dans le Vermont l'*Institut pour une écologie sociale* qu'il animera jusqu'à sa mort. Il publie, en 1972, *Our synthetic environment*, qui décrit déjà les méfaits que notre société fait à la planète. Le livre, de par son radicalisme est ignoré des médias... On y trouve déjà le constat que sans un changement de société,



Murray Bookchin.

il ne sera pas possible de préserver la planète. Ses publications sont toutefois de plus en plus lues avec le temps et *L'écologie de la liberté* publié en 1982 va avoir un profond impact sur le mouvement écologiste, notamment en Allemagne où il sera un des livres fondateurs des Verts. Conscient de l'impossibilité de changer le monde par une simple révolution, il s'intéresse alors aux démarches alternatives. Il va ainsi prôner un changement institutionnel par le bas dans un autre livre phare : *Le municipalisme libertaire*. Il y invite les libertaires à s'entraîner à la gestion municipale, en refusant toute délégation de pouvoir sans retour à la base ; les élus doivent s'engager à fonctionner sous le contrôle des citoyens qui les ont élus. Des listes écologistes et libertaires se présenteront par la suite à des élections municipales en faisant explicitement référence à ce livre, sans pour autant convaincre l'ensemble des mouvements anarchistes.

Silence a été très inspiré par les réflexions de Murray Bookchin. En 1985, donc trois ans après la création de la revue, Murray Bookchin était venu faire une conférence à Lyon et nous avons été impressionnés par la cohérence de ses réflexions. Dans notre numéro 64, nous présentions en dossier une interview de six pages. Puis, en relation avec les Ateliers de création libertaires, nous avons traduit et publié plusieurs de ses textes. Nous avons notamment édité un dialogue entre Murray Bookchin et Dave Foreman, l'un des animateurs de *Earth first*, un mouvement écologiste qui se place du côté de la *Deep ecology*. On peut lire aujourd'hui en français *Une société à refaire* (1993, éd. Ecosociété ou ACL), *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?* (éd. ACL), *Le municipalisme libertaire* (éd. ACL).



représentants à l'Assemblée nationale. Bien sûr, il y a la corruption qui fait que certains députés sont directement les représentants de lobbies... mais il y a aussi leur âge qui traduit un conservatisme d'un autre âge : seuls 18,7 % des députés ont moins de 50 ans.

Droit de mourir

Pour réaliser des économies budgétaires, Sarkozy propose de supprimer l'AME, aide médicale d'Etat qui profite aux plus démunis... qui sont souvent des immigrés (mais pas seulement : beaucoup de mères isolées également). L'aide médicale d'Etat représente environ 0,5% des soins de santé (à comparer à la hausse de ces soins de 8% par an actuellement). Pour les associations de défense des droits humains, cette proposition entre dans le lot des actuelles chasses aux clandestins. Cette mesure, déjà proposée antérieurement, avait été condamnée par le comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe : "Le gouvernement français ne saurait porter atteinte à la dignité humaine, dont l'accès aux 'soins de santé' constitue un préalable essentiel et doit accepter un droit à l'assistance médicale à tous les ressortissants étrangers, fussent-ils en situation irrégulière". France, pays de la fraternité ?



José Bové Le début de la fin ?

Pour mieux gérer sa présence médiatique, l'éventuel candidat de la gauche antilibérale n'a rien trouvé de mieux que de passer un contrat pour sa communication avec Denis Pingaud, un publicitaire de Euro-RSCG C&O. Cette multinationale a comme clients Carrefour, Citroën, Peugeot, Danone, L'Oréal, Airbus... José Bové est-il en train de devenir une marchandise ? (source : La Décroissance, septembre 2006)

Entraide

■ Offre truffes (s'il y en a !) contre prêt d'un chien truffier (avec son maître). Région Brignolles, Moyen-Va. Tél : 04 94 59 54 87.

■ A 33 ans, enfin libérée du système, je prends la route à la rencontre de modes de vie et de savoir-faire respectueux de l'être humain et de la nature, dans le but de créer mon propre projet de vie. Je cherche accueils d'une ou deux semaines pour partager vos expériences, donner un coup de main, wwoofier, y compris pendant l'hiver. Maud Griengl, 38, rue Bugeaud, 29200 Brest, tél : 06 70 02 37 41, maud.griengl@wanadoo.fr.

■ Drôme des Collines, à emporter gratuitement insert de cheminée Créa, grande capacité de chauffe, idéal pour chauffage d'un atelier, disponible fin novembre. Ecrire à Lilliane Kazcmarek, 9, lot Les Beyssons, 26350 Crépol.

■ Limousin. Parisienne en cours de ruralisation en Limousin, souhaite rencontrer d'autres lecteurs de Silence résidant en Haute-Vienne (plutôt nord-est) et Creuse (ouest, alentours de La Souterraine). Joëlle Noguéra, tél : 05 55 75 48 25.

■ Jeune couple voudrait s'installer en Drôme, Ardèche ou Isère. Nous cherchons un lieu pour poser notre yourte, le temps de trouver le futur endroit où nous nous enracinerons... Tous les contacts seront les bienvenus ! Laure et Antonin, tél : 06 60 88 55 34, thetotozz@no-log.org.

Vivre ensemble

■ Ecologie est un projet de lieu de vie active, sans animaux domestiques ni dans l'assiette, en simplicité volontaire, sans auto-moto, entre Auxerre et Angers, autour d'une Amap et d'une Coop, sur un ou plusieurs sites, à moins d'une heure de vélo-tricycle d'une gare. Pas de drogue, tabac, alcool. Statut associatif "foyer de vie" dans le cadre des innovations sociales. Terrain envisagé de 2-3 ha (en recherche), vélo-construction en bois+terre+briques monomurs démontable, logement individuel 15-20 m² par adulte + 10 m² par enfant, complète indépendance pour activités et alimentation, réfectoire, cuisine, sanitaires communs. Décision par consensus. Participation financière selon les moyens : au delà de 500 € par adulte + 250 € par enfant, reversement à la caisse commune. Travaux collectifs 3h par jour. Expérimentations diverses (outillages à pédales, ressort...). Pour en savoir plus : Gérard Hervé, Les Caves, 89500 Rousson.

■ J'achète un ensemble de quatre constructions sur 1,6 ha en zone isolée du sud des Hautes-Alpes. J'y vivrai la moitié du temps. Je propose de "rétrocéder" (ou louer) jusqu'aux deux tiers (en valeur) du bien à des personnes ayant un projet école d'installation rurale. Précisions, photos, coordonnées à <http://unlieu05.site.voila.fr>. Philippe.

■ Notre future association culturelle et sociale mettra à disposition en location en avril prochain un lieu d'accueil, une ancienne magnanerie, pour des stages, séminaires, colloques ou autres dans l'esprit "Silence". Ce lieu se situe en Drôme, près de

Romans. L'hébergement sera proposé en yourte. Les réunions et éventuelles activités liées aux sujets pourront avoir lieu, soit sous une yourte-agera, soit dans une salle de la magnanerie, soit en plein air. Renseignements auprès de Roland, tél : 04 75 21 15 73, geircors@wanadoo.fr.

■ Souhaite m'impliquer financièrement dans projet éolien et échoameau, faire proposition : domikger@yahoo.fr.

■ Je suis locataire d'une vieille ferme désaffectée dans un petit village perdu entre vignes et vergers en Ardèche verte, à une quinzaine de km au sud d'Annonay. Endroit très calme, mais pas loin de tout. Retraité depuis peu, âgé de 67 ans, en bonne forme, j'aimerais partager ce lieu et le loyer avec une femme non fumeuse, de bonne compagnie, désireuse de vivre simplement, par choix, en vraie campagne, et de partager activités et loisirs simples, basés sur la créativité, le bricolage (il y a notamment un potager à recréer), l'ouverture sur toutes les possibilités locales nombreuses. Je ne cherche pas a priori une compagne, mais une partenaire, une complice avec qui partager un maximum de choses. Formule à mettre au point. Je souhaite personne ouverte, ayant le sens de l'humour, c'est très important. Tél-fax : 04 75 32 13 42.

Rencontres

■ Garçon aimerait rencontrer fille qui vienne partager au quotidien et enrichir vie paisible et retirée. Légumes, chevaux de trait, et plus si alchimie favorable. Ecrire + photos à : Olivier Bonfils, Lacam de Barou, 82330 Verfeil-sur-Seye.

■ Réf. 341.01. Marre de la solitude et de l'inactivité. J'ai 56 ans, considéré comme "retraité par l'ANPE", ma vie est bien triste. Je souhaite partager et être utile auprès d'une femme (ou d'un homme), simple, sympa, sincère (et honnête), vivant plus ou moins en autarcie. Je suis prêt à apprendre et plein de bonne volonté. Séjours au pair intermittents au départ. Ecrire à la revue qui transmettra ou tél : 02 35 27 15 87.

■ L'association de rencontres Univert, 16 ans d'existence, a ouvert un site de rencontres. Elle invite toutes les personnes seules recherchant des amis ou l'âme-sœur, orientés vie saine, bio, développement personnel, végétariens, écologistes... à venir se rencontrer, échanger sur son site www.rencontres-univert.fr

Recherche

■ Cherche paille de seigle ou autre pour fabrication de vannerie seigle/ronde, région Toulouse. Tél : 05 61 99 91 10.

■ Pour la réalisation de guides alternatifs, les éditions le p'tit Gavroche cherchent correspondant-e-s : pour des guides thématiques (sur les métiers et formations alternatives ; sur les festivals, salons écolos et rencontres alternatives ; sur les lieux-ressources et formations indépendantes) et pour ses guides régionaux (sur le Rhône, la Bretagne...). Cherche également des journalistes-pigistes. Si vous souhaitez en savoir plus, si vous êtes intéressé-es (ou si vous connaissez des personnes pouvant l'être), contactez-nous par cour

riel ou courrier postal (en vous présentant et en indiquant vos coordonnées complètes) à : éditions le p'tit gavroche, 3 bis rue des lillas, 69008 Lyon, ptitgavroche@gmail.com, téléphone (en semaine de 10 à 18 heures) : 04 78 76 71 82 ; site et présentation plus complète des guides : www.guidaltern.org.

Logement

■ Homme, cinquantaine, réalisateur vidéo, en route vers la simplicité volontaire, cherche terrain arboré avec eau en sous-sol pour vivre dans maison perchée (gros arbres ou petits en nombre). Jean-Claude Decourt, 4, résidence de la Rascasse, 186, avenue de la Mer, 11210 Port-la-Nouvelle.

■ Cherche maison F3 ou F4 à acheter dans le secteur de Saint-Brieuc, 150 000 € maxi. Laurence Dion, 2, impasse de la Clôture, Les Landes, 22400 Coetmieux, tél : 02 96 51 59 36.

■ Couple, 52 ans, souhaitant vivre la simplicité en autonomie, cherche terrain en Ariège pour réaliser écoconstruction bioclimatique. Superficie minimum 1000 m² avec ou sans ruine ou granette avec surtout bonne exposition et source. N'hésitez pas à nous contacter au 03 21 53 37 55, nous vous rappellerons ou envoyer infos sur courriel : gard.michel@wanadoo.fr. Merci.

■ Vercors. Vends maison en pierre début du siècle, 4 chambres, 2 sdb, cuisine énorme, véranda avec vue sur le Vercors, ateliers, jardin classé bio 1200 m², nombreux fruitiers, 1,5 km du village, tous commerces et écoles. 230 000 €. Tél : 08 72 91 76 34, heures repas.

■ Je cherche en location un petit studio ou rez-de-jardin (ou autres idées) donnant sur un lieu le plus naturel et le moins pollué possible en Isère ou limitrophe, de préférence pas loin d'une gare. Mon projet est de vivre de plus en plus à la campagne (éventuellement participer à un projet commun), mais je dois rester quelques jours par semaine à Grenoble pour mon travail. Tél : Juliette, 06 32 11 28 04.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.

Délais. Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur".

Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.

Domiciliés : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Kosovo

Votre numéro de mai publie un compte-rendu de notre film *les Damnés du Kosovo*. Il est positif, et nous vous en remercions car la censure médiatique sur le Kosovo a été et reste énorme. Cependant votre compte-rendu se termine par cette phrase : « Les témoignages, datant de l'an 2000, sont certes forts mais l'absence d'entretiens avec les mouvements de la société civile komsomol crée vite un malaise : ce pamphlet anti-Otan fait l'impasse sur l'origine du conflit qui a permis ensuite la manipulation ».

L'auteur de ce jugement négatif n'était sans doute pas au courant des faits suivants :

- le commentaire du film indique bel et bien que nous avons parlé avec des Albanais, mais qu'il était trop dangereux pour eux (à cause de l'UCK) de s'exprimer face à une caméra.

- à cause de ce danger, le film a été tourné clandestinement, et il n'était pas pensable de passer du côté des minorités, puis du côté albanais comme on aurait pu le faire dans un autre cas.

- la version albanaise officielle du conflit est largement connue, elle a été répétée pendant des années par les médias, et l'est encore.

- l'auteur de votre article semble accepter cette version officielle, comme expliquant « l'origine du conflit ». Nous avons expliqué dans le livre *Monopoly* combien cette version était fautive et que l'origine du conflit n'était pas celle qu'on nous avait dite.

Nous avons rédigé un « test média Kosovo », basé sur des faits et des déclarations du camp occidental, qui permet à chacun de vérifier par lui-même la fausseté de cette version officielle. Vous le trouverez à http://www.michelcollon.info/questions_tm.php?dateaccess=2004-08-26%2023:17:03 (...)

Voilà, impossible en une brève lettre de réfuter une version officielle si longtemps martelée. (...) Cette guerre a constitué la campagne de désinformation la plus réussie qui ait été. C'est justement pourquoi il est important et utile de revenir sur la façon dont l'opinion publique a été manipulée. (...)

Michel Collon ■
Belgique.

Annnonce douteuse

(...) Je tenais à signaler une petite annonce qui est passée dans le n°337 et qui me paraît légèrement douteuse : une offre d'hébergement sympa qui finit par : « européens bienvenus ». Cela veut-il dire que les « autres » ne le sont pas ? Et si c'est le cas, je ne comprends pas que vous cautionnez ce genre de propos sous-entendus, ambigus... En tous cas, s'il n'y a pas mauvaise expression ou gaffe énorme, si réellement j'ai compris le sens de cette phrase, je trouve que cette personne là a un esprit « Silence » bien étrange, loin de l'entraide, de l'égalité... Finir mon magazine sur une touche limite raciste m'a profondément choquée et attristée... mais j'espère m'être trompée... Bon courage malgré tout, et un peu plus de vigilance si vous le pouvez !

Christelle Richard ■
Hautes-Alpes.

Annnonce trompeuse

Je vous écris pour alerter votre comité de rédaction sur une petite annonce parue en janvier 2006 qui disait ceci : « Berger cherche aide pour garder ces cent brebis. Pas de compétence pro, mais désir de vivre isolé, sans chemin ni électricité, ni eau courante sur une colline languedocienne près des Pyrénées. Partage de petits revenus, association ou reprise envisageable. Décroissance assurée ! ».

L'annonce était somme toute assez alléchante pour une personne éprise de vie saine, d'un retour aux sources et de liberté. Mais la réalité était tout autre. Après avoir donné un rendez-vous écrit (notre homme n'a bien sûr pas de téléphone, on ne peut pas l'en blâmer), j'apprends en arrivant là-bas qu'il y a déjà un stagiaire dans la place : ça commence bien ! (...)

Entrons dans le vif du sujet : comment l'homme exerce-t-il son beau métier de berger et dans quelles conditions ? Et alors là, j'en suis encore sur le cul, passez-moi l'expression. Notre homme est appointé par Bruxelles et la PAC honnis par les vrais écologistes ! Là-dessus, il se livre sans pudeur, proposant même de me faire lire ses épais cahiers des charges PAC. Il avoue toucher à peu près le Smic, qu'il produise ou non de l'agneau destiné à la consommation, c'est-à-dire qu'il est, en quelque sorte, un fonctionnaire « agent d'entretien de l'espace naturel » par l'action de son troupeau et entretient le merveilleux maquis qui constitue sa propriété ! Par exemple cette année, le bélier a été malade donc pas d'agneau

(il aurait pu « louer » un bélier dans le voisinage). Pas la peine : le jackpot de Bruxelles tombera pareillement ! Bien curieux état d'esprit pour un homme qui se présente comme écologiste radical ?

L'annonce disait « association ou reprise envisageable ». Mensonge. Les cent brebis sont gérables par un seul homme et de toute façon, le chien de troupeau n'obéit qu'à son maître et à lui seul ! La superficie de ses terres est adaptée pour la taille de son troupeau et pas plus ! Quant à la « reprise envisageable », notre homme est encore alerte et pour l'avoir vu « crapahter » sur des pentes escarpées et caillouteuses, la reprise de son exploitation n'est pas pour demain. (...) Celui qui a pris la place d'ouvrier agricole fera bien l'affaire. (...) Il l'utilisera pour réparer ses clôtures bricolées contre nourriture (correcte) et hébergement (une paillasse humide et insalubre). Et quand le travail sera fait, on lui fera comprendre qu'il est temps de partir. (...) Ce n'est pas comme ça que j'envisage « l'esprit écologique » et il serait bien qu'à l'avenir, ce pseudo-écologiste plutôt calculateur, froid, cynique, qui tout compte fait ne vaut guère mieux que le système qu'il critique, ne figure plus dans vos colonnes.

Roland Gautier
Morbihan

Les petits hommes

Je suis ravie de l'évolution des choses quand je lis dans S!lence d'octobre 2006 (n°339) le courrier de Jocelyne Fortin ou la petite annonce n° 3 d'entraide. Je pense encore au coup de gueule d'Agnès Vincent (n°328). Pas très féminin tout ça dirait le petit homme !

De mon côté, j'ai répondu à la première annonce de la rubrique « rencontres » du n°338 (septembre 06) de notre revue S!lence : « Homme, 48 ans, esprit 99% bio..... cherche jeune femme, même esprit pour envisager projet famille et autre ».

J'y ai répondu avec l'objectif de vérifier ce que je pressentais, une face cachée de l'annonce (...). Faut-il une sensibilité féminine et féministe pour déceler un non-dit qui saute aux yeux ?

(...) Voici la face cachée de l'annonce, le dialogue édifiant que j'ai eu (...) par texto (c'est mon choix).

Moi : annonce S!lence. Quel est l'âge d'une jeune femme ?

Lui : De 18 à 45 projet enfant

Moi : 48 ans c'est vieux !

Lui : mais non et je suis beau et vous.

Lui : quel âge avez-vous

Moi : bientôt 20 ans

(...)

Moi : Pourquoi enfants à la cinquantaine, femme jeune et pas de votre âge ?

Lui : avez-vous fixe et prénom sensuelle

(...) Il m'appelle, laisse deux messages se décrivant « châtain clair, yeux bleus, je voudrais qu'on se parle »

Il appelle trois fois de suite, raccrochant avant la messagerie.

(...)

Lui : Je ne me rappelle pas de vos questions, je désire un enfant, je n'ai pas de femme. Moi je ne sais rien de vous ni l'âge, ni le prénom, ni le poids, ni la couleur des yeux »

(...)

Moi : pourquoi une femme jeune, plus jeune que vous et pas une de votre âge ? Avez-vous des enfants ? Votre profession ?

Lui : je désire enfants, trois, réponse travail métallu

Moi : trois enfants à 48 ans c'est ça ? Et une femme jeune qui ne veut pas d'enfants ?

Lui : quel âge avez-vous sait-on jamais

Moi : (...) J'ai 20 ans et ne peux pas avoir d'enfants

Lui : tant pis nous n'aurons d'enfants êtes-vous jolie

Moi : nom et adresse je vous envoie photos

Lui : nom et adresse + un nouveau numéro de portable (pour envoi immédiat de photo).

Lui : voulez-vous une photo yeux bleus châtain clair sportif

Moi : de qui est le numero 06Avez vous déjà des enfants

Lui : c'est mon portable photo pas d'enfants

Moi : deux portables !!! c'est pas très écolo !

Lui : oui mais toujours à vélo pas de frigo pas d'eau chaude

Lui : vous envoyez la photo par tél ou par lettre

Moi : monsieur votre adresse n'est pas dans l'annuaire. S!lence devrait faire attention aux annonces publiées

(...) Lui : vous savez tout sur moi et moi rien c'est injuste

Moi (je craque !) : bonjour, je vous invite à lire le courrier d'Agnès Vincent, S!lence n°328, octobre 2005, page 43.

La nuit portant conseil, le lendemain je lis :

Lui : avez-vous de beaux seins

Depuis, c'est le silence... et ce n'est pas plus mal !

Cet "homme" avait déjà passé des annonces en sept. et déc. 2005 avec cette précision : « littéraire » !

Tout "homme" sait que désirer la jeunesse éternelle passe par une jeune femme mais que pour la garder, il faudra accomplir son désir à elle, celui de l'enfant, alors autant le précéder, on sera plus crédible.

Si un homme veut, à titre de consommateur, une femme jeune, il est obligé d'en passer par la proposition de fonder une famille pour rendre sa demande acceptable. Il en est même qui les font ces enfants qui leur redonnent une jeunesse. Il en est aussi beaucoup qui les font pour si peu s'en occuper en tant que père.

Peut-être qu'à force de muscler les jambes il y a des parties supérieures qui rétrécissent ? Ou bien le culte du corps est-il incompatible avec l'intelligence et l'élégance morale ?

Remarquez comme ce jeune homme de 48 ans (je ne le nomme pas mais tout le monde peut vérifier ses coordonnées puisqu'il donne ses n° de téléphone) va directement au but, le physique, l'âge, et que le prétexte de l'enfant ne résiste pas longtemps.

Il est bien connu que toute femme rêve d'être jaugée, jugée, soupesée, mesurée par les maquignons et quelles vont à la foire pour ça.

Où il y a problème, c'est que cet homme-là refuse son âge et surtout celui de ses compagnes. Ils sont nombreux les divorcés de la cinquantaine à cause du désir de chair fraîche et du dégoût des vieilles peaux, on dit aussi vieux pots, où on ferait la meilleure soupe, sachant qu'un pot commence à vieillir avant 40 ans ; quant à la soupe c'est un terme très romantique qui parle d'une nécessité : il faut bien se nourrir et il faut bien baiser, par hygiène (!?)

Les petits hommes ne veulent pas entendre l'humanisation, y compris celle de la sexualité, qui est conditionnée pour beaucoup de femmes, par les sentiments, l'entente et le respect au quotidien. Voilà pourquoi les femmes ne peuvent se réconcilier sur l'oreiller !

Les petits hommes ont une queue qui encombre leur cerveau et je parierai que Freud nous dirait que tout est une histoire de cul, et surtout la passion de l'argent, du profit, de la domination, du pouvoir.

Un type qui va droit au but n'est pas désirable. Il y a des faits, des dits, qui sont si près du viol ; la désobligeance, les femmes la ressentent, la supportent toute leur vie jusqu'à la fatale "tu devais être belle quand tu étais jeune".

Nous sommes dans la décroissance du respect.

La goujaterie existe pas et le mot a des synonymes : grossièreté, impolitesse, indécatesse, muflerie...

"Goujat", mot languedocien signifiant "garçon" : rustre, homme sans usage, manquant de savoir-vivre et d'honnêteté, et dont les indécatesse sont offensantes. Malotru, muflé.

A plus de 50 ans, je suis lasse de cette quasi caractéristique masculine et je ne tolérerai pas que s'expriment dans les petites annonces de *Silence* ces muflés.

Il est fort déprimant de constater que la perversion, la muflerie n'épargnent pas les militants de gauche, pas plus que les anars. Quelle femme n'a pas vécu lors des réunions militantes, le petit homme qui a toujours raison et veut toujours avoir le dernier mot. Lors du pilier de soutien à Bové, devant la prison de Villeneuve-lès-Maguelonne, certains syndicalistes ont vu des femmes se débrouiller sans eux, et n'ont rien trouvé d'autre que de dénigrer leur travail efficace (bureau, organisation, panneaux, cuisine, vaisselle...) en les traitant d'"hystériques", dans des medias machistes. Mais les mecs, vous ignorez que l'hystérie est la "normalité" la plus humainement évoluée et que les hystériques du Moyen Age ont obligé les hommes à parler d'amour et à languir.

Le petit homme est assis sur la certitude que la pulsion n'est pas humanisable. Il ne se pose d'ailleurs pas la question. Les femmes ont, hélas !, une lutte de plus à mener et elle concerne leurs propres compagnons, leur père, leur frère, leur fils : un machisme enraciné dans la nuit des temps, je dis bien : la nuit.

Une lectrice excédée ■
Sud-Ouest.

Performance énergétique

En page 35 du numéro de septembre 2006, une brève mentionne le « diagnostic de performance énergétique » des biens immobiliers. Dans le cadre d'une vente, les pouvoirs publics ont repoussé l'obligation, initialement prévue pour le 1^{er} juillet, au 1^{er} novembre 2006. La disposition entrerait en vigueur, à compter du 1^{er} juillet 2007, pour les appartements et demeures loués. Tout d'abord, je déplore que les ministres de l'Environnement

«verts» (Dominique Voynet, du 4 juin 1997 au 9 juillet 2001, puis Yves Cochet, du 10 juillet 2001 au 5 mai 2002) ne l'aient pas imposée. En effet, pourquoi avoir attendu la directive européenne 91 du 16 décembre 2002, publiée le 4 janvier 2003, pour se préoccuper enfin de l'efficacité de l'habitat ? Je note, comme souvent, un net «retard à l'allumage». Le décret du 14 septembre 2006 fixe les modalités d'application de l'ordonnance du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction. De surcroît, ce type d'audit n'aura qu'une valeur informative ; nul ne pourra donc s'y référer pour contraindre un propriétaire à effectuer des travaux en amont de la transaction. Avec de la chance, on tombera sur un(-e) interlocuteur(-trice) avenant(-e). L'unique intérêt a priori : que les candidat(-e)s arrêtent leur décision, en possession d'une «étiquette énergie», de A (logis très économe) à G (comme «gaspillage» éhonté !). L'unité de calcul retenue serait les kilowatts/heure au mètre carré par an. Ne semblerait-il pas plus judicieux de prendre en compte le volume plutôt que la surface ? Pour l'heure, les bureaux d'étude se bousculent pour solliciter l'agrément. Ma compagne et moi avons fait établir une expertise par un ingénieur-conseil (coût total : 350 €, 70 € à la charge des requérants, le reste bénéficiant d'une subvention de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), d'où il appert que la «maison vigneronne» où nous avons élu domicile à l'été 2004 recèle bien des «vices», non repérables à l'œil nu (absence de calorifugeage des murs, persistance de flux d'air, tous défauts d'isolation générant une surconsommation de chauffage d'environ... 50% !), dont nous ignorions l'existence lors de la signature du bail et de «l'état des lieux» - écran de fumée. Notre huis émargerait dans la catégorie F... Quel bipède sensé emménagerait, sauf à squeezer complètement les contingences matérielles, dans des pénates affichant un score aussi minable ? Non seulement, nous nous estimons franchement amaraqués, mais je me retrouve également face à certaines «contradictions», voire «incohérences» (cf. *Silence* de septembre 2005), sur le plan «écologique». Certes, nous vivons relativement au calme et au bon air dans une charmante bourgade labellisée «plus beau village de France», avec vue sur la colline du Zotzenberg où s'étage des vignes. Dans le conflit aigu avec l'aigrefin, ex-maire de la commune (un comble !), nous jouissons d'une certaine solidarité. Mais l'espoir d'obtenir «justice» s'avère plutôt mince. Si quelqu'un(-e) a une idée, genre «action de désobéissance civile» efficace, je lui en saurais infiniment gré.

René Hamm ■

Mittelbergheim (Bas-Rhin).

Décroissance.info

Nous avons lu une brève intitulée "Site contaminé" dans le dernier numéro du journal *Silence*.

Nous regrettons qu'il ne vous ait pas semblé utile de nous contacter et souhaitons vous apporter, ainsi qu'à vos lecteurs, ces précisions.

Ce que votre brève désigne comme «Le site décroissance.info» c'est tout simplement notre forum. Ce forum ne représente qu'une petite partie des activités de notre site internet (site rédactionnel, cyclane, association des colporteurs de décroissance, soutien aux groupes décroissants locaux, etc.). Faire l'amalgame entre le forum et le site nous paraît pour le moins expéditif car les règles de modération, et modération il y a, que nous avons mises en place sont différentes suivant le cas.

Dans le site rédactionnel, qui constitue la partie la plus directement accessible de notre site, tous les articles sont co-optés par l'équipe (ouverte) de sept administrateurs bénévoles, ainsi nous pouvons garantir que la partie rédactionnelle de décroissance.info ne comporte pas d'articles contraires à notre charte.

Pour le forum, nous avons fait le choix d'une modération collective qui permet à tous les membres du forum de signaler et d'agir contre les messages litigieux. Il est possible notamment de proposer un vote pour demander le retrait d'un message. Tous les membres du forum disposent d'une voix. Cette méthode de modération collective est néanmoins plus évoluée qu'un simple système de vote, une explication longue et détaillée est disponible à l'adresse internet <http://forum.decroissance.info/viewtopic.php?t=2882>

En mettant en place ce système de modération, nous essayons d'impliquer l'ensemble des membres du forum. La qualité des débats sur le forum et le respect de la charte sont l'affaire de tous et non pas une tâche attribuée à quelques modérateurs. Cette méthode de modération collective est assez rare. Elle provoque parfois l'incompréhension. Une personne qui tombe de but en blanc sur un des rares propos agressifs du forum pourrait nous traiter de laxistes ou d'irresponsables. Cependant la méthode que nous avons mise en place nous paraît plus transparente et plus démocratique. Elle est également nettement plus complexe.



La discussion à ce sujet est toujours ouverte, nous sommes prêts à entendre et prendre en compte toutes les remarques constructives qui nous aideraient à améliorer la qualité et la transparence des débats sur le forum.

L'équipe d'administration de décroissance.info :

Eric Arrive, Damien Clochard, Sidonie Han, Clément Homs, Pierre Lucarelli, Florian Olivier, Jean-Marie Robert.

Une ou plusieurs décroissances ?

Depuis plusieurs mois, une partie du petit monde de la décroissance (l'idée, pas le journal) s'agit dans un débat qui opposerait la revue *La Décroissance*, respectable et sérieux, à un site d'adolescents boutonneux et fascisants, *www.decroissance.info*. *Silence* vient de s'en faire l'écho, sans même avoir vérifié un temps soit peu le contenu du site (...)

Je suis un lecteur irrégulier des deux. Lecteur de moins en moins régulier du journal, de plus en plus régulier du site. Pour les raisons qui suivent, et non pas parce que j'ai de l'acné et que je suis d'extrême droite.

Parce qu'il y a débat, ou plutôt, qu'il devrait y avoir débat. Il n'y a pas une décroissance. Il y en a au moins deux, qui se fondent sur deux rapports au temps, deux rapports aux institutions, deux rapports au changement.

La première de ces décroissances se tourne volontiers vers le passé, propose une vision réactionnaire de la société, évoque un retour à la terre, une terre qui ne ment pas. L'autre s'inscrit dans la longue tradition de la non-violence et de la désobéissance civile. Elle est une décroissance de lutte, sociale autant qu'économique et écologique.

La première des décroissances part du présupposé suivant : il existerait un passé d'harmonie. Harmonie entre l'homme et la nature, harmonie entre les hommes. La modernité nous aurait coupés de cette harmonie.

Coupable : la révolution industrielle, puis la publicité et la récupération d'idées généreuses par les écotartuffes et les multinationales durables.

Ce passé n'existe pourtant pas. Pas plus, pas moins, qu'un passé de prédation, par l'homme, de la nature et des autres hommes (surtout, d'ailleurs, des femmes). *Effondrement*, de Jared Diamond en rend bien compte.

Il n'y a pas de 'bon sauvage', ni dans nos propres campagnes, ni dans de lointaines contrées. Il y a des choix, situés, objets d'intrigues et de controverses.

Ce passé fantasmé débouche sur de curieux anachronismes. En outre, ce rapport au passé s'accompagne d'un soutien à l'ordre et aux institutions du présent.

C'est de cette décroissance que procèdent le journal éponyme et le Parti pour la décroissance (du moins via ses communiqués de presse). Je n'en prendrai que quelques exemples, non pour diffamer (il n'y a, après tout, pas de honte à être réactionnaire), mais pour montrer la réalité de cette tendance. Dans le n°23 de *La Décroissance* (le journal, pas l'idée), on trouve une interview édifiante d'un paysan savoyard, Papytruc. Celui-ci vit, et surtout vivait, dans « la simplicité volontaire » sans le savoir... Cette simplicité volontaire à son insu est paradoxale. Elle ne trouve sa cohérence que dans l'adage « c'était mieux avant ». Peu importent la réalité, les choix (ou l'absence de choix de ce papy). Seule compte l'illusion de ce passé, qu'on aimerait retrouver.

Avant, c'était mieux. Par mieux, il faut comprendre « plus authentique ». Avant, on ne prenait pas de photos. On peignait. C'était mieux (n°32 de *La décroissance*). C'est cette authenticité que l'on retrouve à Fès, au Maroc, puisqu'il n'y a ni chien, ni voiture (n°28). Pas de chien, pas de voiture, « un début de civilisation », nous dit Raoul Anvélaud/Vincent Cheynet. Oubliant les femmes et les homosexuel-le-s opprimé-e-s, rejeté-e-s, le régime autoritaire, qui oppresse les Sahraouis au mépris du droit international — pour ne prendre que quelques exemples. Mais ça n'est pas grave. Car ce qui compte, dans cette vision de la décroissance, c'est l'ordre. Les structures sociales en place sont fondamentales. Elles doivent être maintenues, puisqu'elles nous garantissent que nos pulsions déchaînées par la modernité seront entravées. Et si elles sont si dures, c'est bien la preuve qu'elles ne sont pas encore modernes, qu'elles sont encore pures.

Trois exemples, l'un emprunté à *La décroissance*, les deux autres au parti, pour souligner cet attachement à l'ordre.

À propos de la marche pour la décroissance, le journal propose, à plusieurs mois d'intervalle, un article et une bande dessinée très critiques vis-à-vis de son déroulement. Ils dénoncent, par l'image et les mots, le souffle libertaire, la volonté de tout discuter en assemblée ouverte, de prendre les décisions par consensus, en somme, de faire décroître le temps de la politique, de prendre le temps de définir ce qui fait que l'on fait, brièvement ou plus durablement, société. Non, dans de tels cas, il vaut mieux avoir un chef, qui décide pour nous. L'autonomie est ramenée à la dimension individuelle,

au rapport de l'un à l'outil, à la nature. Sa dimension collective est niée. Pour le dire autrement : l'autonomie n'est pas un projet politique.

La politique, dans cette vision, c'est l'art de maintenir « la sécurité publique ». C'est ce que rappelle le premier communiqué du Parti pour la décroissance (...). Au beau milieu des événements de novembre dernier, il s'insurge contre la « totale irresponsabilité de tous les représentants politiques qui appellent à la démission du ministre de l'intérieur », puisque la priorité est, outre la restauration de la sécurité publique déjà mentionnée, « l'arrêt de la violence (...) ce qui ne peut pas se faire en délégitimant l'autorité ». Un peu plus tard, ce même parti se désolidarise de l'appel de Raspail, rappelant que « la loi et l'État existent pour garantir [les droits des plus faibles] ». (...)

Délégitimer l'autorité, déconstruire les institutions et certaines structures en place, est pourtant pleinement compatible avec la décroissance, du moins celle qui procède de la deuxième approche.

Celle-ci s'inscrit dans un cadre plus large, de refus de l'obéissance, et, donc, de désobéissance civile. Elle est une décroissance de lutte, sociale, pour l'autonomie individuelle et collective, et s'inscrit dans une utopie plus vaste d'auto-organisation, de choix discuté et débattu des contraintes indispensables à la vie en société, de rejet de l'oppression et de la prédation par l'homme de la nature, mais aussi des hommes, des femmes, des chômeurs et chômeuses, des précaires, des sans-papiers, des squatteurs et squatteuses expulsé-e-s, etc.

Les positions exprimées ici le sont rapidement et brièvement. Elles mériteraient d'être approfondies. C'est à cela que *Silence* pourrait contribuer, plutôt que de refuser tout débat. Questionner les décroissances, pour pouvoir mesurer leur degré de compatibilité, pour identifier les choix à faire, pour mieux élaborer une stratégie (...) permettant de déboucher sur une société de décroissance, pour contribuer à éclairer chacun-e dans ses choix : décroissance du retour au passé, ou décroissance de lutte, ou une autre option qui se dégagerait ?

Plutôt que de dénigrer et d'insulter les animateurs d'un site qui me semble entièrement dédié à un tel débat, pourquoi ne pas y contribuer, répondre sur le fond (ce qui impliquerait de commencer par lire ce qui y est écrit et non pas propager des rumeurs sur le contenu et la ligne éditoriale de ce site). (...)

Nicolas Haeringer ■
Paris.

Silence : nous sommes tout à fait ouverts à ce débat. Il n'en reste pas moins que les accusations portées contre le forum du site ont bien été vérifiées.

Contradictions

Je lis toujours *Silence* avec intérêt. Et je me demande si le responsable de la rubrique Energies en fait autant : le numéro de septembre 06 est significatif : Page 35, avec les éoliennes, allons-y pour le gigantisme capitaliste. Page 5 et 13 : « des objets qui n'ont rien d'écologiques », ce que je pense et défends depuis des mois. Mais déjà Michel Bernard avait émis des doutes à ce propos dans *Silence* même... Quand allez-vous vous montrer plus lucides et cesser de donner dans le rêve ?

Philippe Peyroche ■
Loire.

Silence : il faut distinguer entre l'information (il y a des centrales éoliennes de plus en plus grosses et le capitalisme engrange les bénéfices) et l'opinion d'un auteur (l'éolienne est un procédé hautement technologique, pas forcément écologique). Et comme d'habitude, nous rappelons que les différents auteurs n'ont, heureusement, pas les mêmes idées.

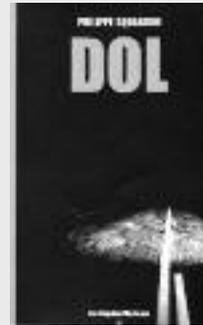
Trop d'élus ou pas assez de militants ?

J'ai été un peu surpris par une brève du dernier numéro (octobre) à propos du nombre d'élus Verts. Votre brève semble fustiger la grande proportion d'élus (et de collaborateurs d'élus) au sein des Verts. Les militants verts militent, se battent pour une meilleure prise en compte des problèmes écologiques dans la vie politique, et arrivent à se faire élire sur leur programme ! Va-t-on se plaindre ? Va-t-on leur reprocher de gagner (trop rarement) les élections ? Non ! Plaignons-nous qu'il n'y ait pas assez de militants verts, peut-être, mais de grâce ne nous plaignons pas qu'il y ait trop d'élus écolos !

Antoine Rolland ■
Paris.

Dol

Philippe Squarzoni
Ed. Les Requins
Marteaux
(81000 Albi)
2006 - 286 p. - 30 €



Philippe Squarzoni a lancé une nouvelle façon de faire une enquête journalistique sous forme de longues bandes dessinées où se mêlent images vécues,

interviews de personnages réels, et montages métaphoriques. Après les remarquables *Garduno, en temps de paix* et *Zapata, en temps de guerre* qui, à partir de la lutte des Zapatistes au Mexique, s'interrogent déjà sur la mondialisation libérale, Philippe Squarzoni s'attaque ici à un sujet plus ardu : comment depuis 2002, la droite a profité de son écrasante majorité à l'assemblée nationale, pour donner un coup d'accélérateur à la libéralisation des marchés et comment cela a profité essentiellement à un personnage hors-norme : Sarkozy.

Commençons par expliquer le titre : en droit, un dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. Le dol en question ici, c'est le programme de Jean-Pierre Raffarin, devenu premier ministre après les 82 % de la réélection de Chirac, et qui s'est comporté exactement comme s'il avait le soutien de 82 % de la population, oubliant les piètres 20 % de Chirac au premier tour. Se représentant lui-même dans l'histoire, il est l'enquêteur qui va chercher à soulever le voile et se heurter à un Raffarin en pleine forme représenté sous la forme d'un champion de boxe. Car sous ses aspects pépère, Raffarin a battu les records de désorganisation sociale.

Avec de gros chapitres comme pour un livre classique, c'est un véritable essai de politique que nous propose l'auteur. Remarquable parallèle entre les courses poursuites de Charlot et le matraquage des classes les plus pauvres aujourd'hui. Tout aussi remarquable : le

parallèle proposé entre des publicités pour des sous-vêtements (Leçon n°31...) et les méthodes mises au point par Sarkozy pour faire croire qu'il est actif sans que jamais les journalistes ne s'interrogent sur la réalité de ce qu'il fait ou ne fait pas. Par contre, les longues interviews de personnes réelles (militants d'ATTAC, journalistes...) restent le point faible dans ce genre d'ouvrage. Elles sont pauvres au niveau du dessin : voir les différentes postures d'un Serge Halimi ou d'un Gus Massiah pendant des pages n'est pas très utile et comme nous l'avions déjà signalé dans les précédents ouvrages, Philippe Squarzoni gagnerait à accorder plus de place à ce à quoi il excelle : les métaphores par le montage et le dessin. L'analyse est lucide et heureusement optimiste : l'ouvrage se termine par l'analyse de la montée de l'opposition au référendum sur la constitution européenne. Si le peuple et les associations ont réussi à combattre l'intoxication des médias, des politiques, et à l'emporter, alors il doit être possible de renouveler ce succès dans d'autres domaines, bref, il doit être possible de faire de la politique autrement et de réhabiliter la démocratie. Un livre pas toujours facile à lire, mais une réussite tant du point de vue de la conception graphique originale que par le message politique qui en découle. MB.



Anthologie de la connerie militariste

(vol.2)

Lucien Séroux
Ed. AAEL (8, rue de Bagnole, 31100 Toulouse)
2006 - 287 p. - 13 €

"Si t'aimes pas l'armée, dégoûtes-en les autres" est un slogan qui au début des années 70 pouvait vous envoyer au tribunal, tout comme ce graffiti : "Quand on est con, on est con. Quand on est encore plus con, on est militaire !". Lucien Séroux lui, n'invente pas de slogans, du moins dans ses ouvrages. C'est un infatigable

fouineur, épilucheur de vieux papiers. Il y trouve des pensées, des discours, des écrits illustrant parfaitement la connerie militariste, colonialiste principalement, mais également religieuse, politique, humaine quoi ! Pour le volume 1, paru en 2003, préfacé par Jean-Jacques de Felice, il s'était penché sur la formation du jeune citoyen et du soldat. Il avait donc écumé les manuels scolaires, des poèmes, des chansons, les journaux, revues, livres répandus dans les familles principalement au vingtième siècle. Pour le volume 2, préfacé par l'Union pacifiste, il s'est penché sur les justifications des guerres, avant de passer en revue les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, et les "bienfaits" de la colonisation.



Plusieurs autres volumes sont en préparation, qui traiteront, toujours à partir des mêmes sources, de l'alliance du sabre et du goupillon, de l'héroïsme, des bienfaits de la guerre et des méfaits de la paix, des réfractaires, du travail de guerrier, de celui des profiteurs, des planqués, de la censure, de la propagande, des préparatifs pour la prochaine, de la mort et des différentes façons de la "vivre".

L'intérêt de ces livres est bien entendu de nous rappeler que si cet Etat dans l'Etat est aussi efficacement nuisible, c'est parce que nous nous laissons abuser par une propagande admirablement orchestrée par ceux qui y trouvent intérêt.

Si les formules ont quelque peu changé, l'intoxication est toujours là et on s'en rend compte à chaque guerre, que ce soient les dernières en Irak, en Afghanistan, au Liban ou ailleurs. La presse nous bourre le mou, et c'est d'autant plus facile qu'aujourd'hui en France, elle est partagée entre les deux plus gros fabricants d'armes.

Les raisons de faire la guerre sont nombreuses et sont toujours masquées sous les mêmes prétextes. Ceux-ci avec le temps et la circulation de l'information, deviennent toujours ridicules, mais la vérité arrive toujours trop tard pour les victimes.

La lecture des livres de Lucien Séroux doit nous aider à renifler au bon moment l'intoxication des pouvoirs, dans nos journaux, sur les chaînes radio et TV, dans les livres aussi, dans les discours des politiciens.

Parce que la guerre, il faut avant tout l'empêcher. Après, le mal est fait.

L'anthologie de la connerie militariste peut se lire comme un roman, comme un essai, seul à sa table ou dans son lit, mais elle peut aussi être lue en commun, et vous verrez que les soirs de cafard, c'est un bon remède, surtout autour d'une bonne table avec des vrais amis.

Avertissement : les ganaches ne sont pas exclusivement "de droite". La connerie est universelle et même des auteurs que nous pouvons admirer sur d'autres plans, ont pu préférer des monstruosité. La malice et la perspicacité de Lucien Séroux les ont dénichées pour notre régal, à nous d'en tirer profit et surtout de tout faire pour dénoncer les auteurs contemporains.

Jean-François Amary.



Croix-Rousse alternative

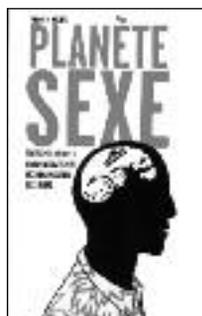
Laurent Combe et Mimmo Pucciarelli
Ed. ACL (BP 1186, 69202 Lyon cedex 1)
2006 - 60 p. - 5 €

La Croix-Rousse, essentiellement le premier arrondissement de Lyon, est depuis fort longtemps un lieu où s'implantent associations radicales et artistes. Les fortes pentes et les rues étroites ont longtemps permis de résister à la spéculation immobilière. Laurent Combe, animateur à *Radio-Canut*, photographe, réalise depuis de nombreuses années des photos des lieux, des tags, des fêtes du quartier. D'où l'idée de ce recueil de photos commentées par Mimmo Pucciarelli, sociologue, qui participe à de nombreuses initiatives dans le quartier (dont *Silence*). Certaines photos ont été publiées dans la revue (par exemple en page 9 du n°324). De quoi vous faire rêver d'une vie urbaine plus conviviale. MB.

Planète sexe

Franck Michel
Ed. Homnisphères
2006 - 260 p. - 17 €

Spécialiste du tourisme et du voyage (voir son article sur l'autonomadisme dans *Silence* en mars 2006), Franck Michel se penche cette fois-ci sur le tourisme sexuel et ce qui y est lié, la marchandisation et la déshumanisation des corps. Signe de la



mauvaise santé de la planète, l'auteur analyse les liens entre cette dérive du voyage et la mondialisation en cours qui est une marchandisation à outrance. Le voyage étant lié aux rêves, comment le sexe peut-il y devenir marchand, odieux, outrancier... Il s'interroge aussi sur les liens possibles entre les revendications pour l'égalité entre sexe ici et la possibilité d'assouvir ses instincts de domination ailleurs.

L'individualisme qui conduit les sociétés occidentales à laisser de plus en plus de célibataires sur la touche crée de fait un marché pour les pornographes, les vendeurs de chair humaine. La prostitution, dans ce contexte, peut-elle être libre comme le revendiquent certain-e-s *sex workers* ? S'il existe des femmes qui se prostituent avec "un plan de carrière", elles sont rares, et dans le cas du tourisme sexuel, elles ne sont qu'une poignée au milieu d'une multitude de femmes jetées dans la prostitution forcée par la misère ou le trafic sexuel. Le problème est encore pire avec la pédophilie où les enfants ne sont jamais consentants, sans doute une des formes de domination les plus sordides. Avec aujourd'hui une nouvelle perversion : les femmes riches et seules du Nord qui partent chercher des jeunes hommes dans les pays du Sud. Derrière ce tourisme qui dérape, on trouve bien ancré l'héritage du colonialisme occidental. Certains gouvernements du Sud (Maroc, Thaïlande...) s'en accommodent très bien. L'auteur pose de bonnes questions : aider à l'éducation au Sud peut sans doute limiter la prostitution, mais ne résout pas la question de l'attrance pour les paillettes de l'Occident et la volonté de gagner de l'argent facile. Ici, la marchandisation croissante de la sexualité ne peut être remise en cause sans une analyse plus générale de la marchandisation du monde. Une écriture facile à lire pour se poser de bonnes questions. MB.

Martin Luther King

Ed. Librio/Le Monde
2006 - 96 p. - 2 €

Compilation d'articles parus dans *Le Monde* autour de Martin Luther King. Beaucoup d'infos sur le mouvement de révolte des Noirs aux USA, mais finalement peu de chose sur la vie du célèbre pasteur assassiné

en 1968. Titre et sous-titre ("L'apôtre de la non-violence") sont un peu trompeurs. MB.

L'Agenda de l'environnement

Emmanuelle Figueras et Christel Leca
Ed. Delachaux et Niestlé
2006 - 176 p. 16,95 €

Cet agenda, conçu avec le soutien de grandes associations comme la LPO, le ROC, l'ASPAS, le conservatoire des espaces naturels ou les Réserves naturelles de France, se veut fonctionnel et informatif avec une soixantaine de rendez-vous dans l'année et chaque mois un thème écologique : l'énergie, la montagne, la biodiversité, les espaces protégés, l'agriculture, l'air, le littoral, l'eau, le climat, la forêt, la ville, les déchets. Le problème est que dès le premier thème on peut lire en gros titre "L'énergie nucléaire a l'avantage de peu contribuer aux émissions de gaz à effet de serre" et la question des déchets est en petit, rien sur le risque d'accident. Page suivante : "Il n'est pas question de se passer de l'énergie nucléaire". On se demande comment font la majorité des autres pays européens et du monde qui n'en ont pas ! Bref, comment la LPO et consorts peuvent-ils laisser imprimer avec leur soutien ? Quelle crédibilité accorder aux autres pages ? MB.

Nano-technologies / Maxiservitude

Pièces et Main-d'œuvre
Ed. L'esprit frappeur
2006 - 133 pages - 5 €

Pourquoi parle-t-on de Grenoble comme d'une ville laboratoire ? Qui est à l'origine des nanotechnologies ? Quelle société créent-elles ? Quelles stratégies sont mises en place pour nous les imposer ? Qui, de la police ou de l'armée, bénéficiera le plus des avancées des technologies convergentes ? A ces questions, le groupe Pièces et main-d'œuvre (PMO) tente de répondre depuis cinq ans à tra-



vers une flopée de textes diffusés sur Internet. Peut-être en écho aux critiques formulées, notamment dans *Silence*, sur le choix exclusif de ce mode de diffusion électronique ; une compilation de certains de ces textes déjà diffusés et d'autres inédits vient de sortir en livre de poche. Où l'on apprend à la fois beaucoup sur les nanotechnologies et leur monde ; mais aussi un peu sur le sens de la démarche de PMO : "Quant à nous, nous formons à l'inverse l'espoir qu'à Grenoble et ailleurs se multiplient les enquêteurs et les enquêtes, liant le local au global, le concret à l'abstrait, le passé au futur, le particulier au général, afin de battre en brèche l'autorité, et d'élaborer de technopole à technopole une connaissance et une

résistance commune". V.P.

La décroissance

Nicholas Georgescu-Roegen
Ed. Sang de la Terre
2006 - 302 p. - 23 €

Troisième édition du livre qui a lancé le débat sur la décroissance dès 1979. Nicholas Georgescu-Roegen, s'appuyant sur les principes de la thermodynamique, montre que ce qui s'applique au vivant, à savoir la ten-



dance à aller vers le désordre et la nécessité d'utiliser un travail pour se maintenir en vie, s'applique aussi en économie et que, la planète étant finie, il est impossible d'y construire un monde mobilisant de plus en plus d'organisation. Si ce livre n'est pas toujours facile de lecture — l'auteur est mathématicien — il est quand même indispensable de s'y pencher pour bien appréhender ce que peut être un monde stable dans un environnement fini. MB.

Irrésistible douceur

Bruno Martinet,
à commander
chez Sara Martinet, 135,

rue des Arcs-Saint-Ciprien,
31300 Toulouse.

2005, 234 p. 18 €

Tout a commencé par des études à l'école nationale supérieure de création industrielle. Et puis un jour Bruno Martinet s'est égaré. Pour lui, tout a commencé par une nuit sombre, le long d'une rue solitaire, alors qu'il cherchait un raccourci qu'il ne trouva jamais. Ce soir-là, il les a vus : les envahisseurs, ces horribles panneaux publicitaires qui nous polluent la ville. Et pour aggraver son cas, il était à vélo. Commence alors une sérieuse remise en cause de sa formation et de légères digressions. De glissement futile en coups de pédales acharnés, cela donne un livre légèrement déjanté, avec de belles images dedans, mais où la création industrielle en aurait pris un léger coup dans les

F I L M S

Indigènes

Rachid Bouchared
2006 - 2h08mn

Il y a eu la loi sur l'enseignement de l'aspect positif de la colonisation". Loi qui a finalement été supprimée. Reste à inclure dans nos livres d'histoire, les aspects négatifs et ce film lève le voile sur ce qui s'est passé à la fin de

la deuxième guerre mondiale. Privées d'armée, les troupes du général de Gaulle ont dans un premier temps attaqué en Afrique du Nord pour ensuite convaincre les "indigènes" de rejoindre massivement les troupes pour aller libérer la "mère patrie". Et cela a marché : des centaines de milliers de Marocains et d'Algériens y ont vu une opportunité soit pour se sortir de la misère, soit pour voyager, soit pour gagner de l'argent, soit avec l'espoir de faire carrière dans l'armée. Ces quatre raisons de s'engager dans l'armée de libération" sont présentes dans le film avec quatre acteurs remarquables : Jamel Debbouze, Samy Naceri, Roschdy Zem, et Sami Bouajila, encadrés par un sergent pied-noir joué par Bernard Blancan. L'armée y est montrée avec tous ses défauts : cela commence par la nourriture qui n'est pas la même pour les Français et pour les autres, cela continue par l'envoi en première ligne des "indigènes" pour déloger les Allemands, la censure du courrier, l'impossibilité de monter en grade, l'absence de permission et évidemment le racisme à tous les étages. Les historiens estiment qu'environ 400 000 indigènes sont morts lors de la fin de la guerre, 300 000 Maghrébins et 100 000 Sub-sahariens (surtout Sénégalais). Le film se termine par un rappel : en 1959, alors que se multiplient les accrochages pour l'indépendance en Algérie, le gouvernement gèlera les pensions militaires des anciens combattants des pays qui se révoltent, des pensions qui n'ont jamais été revues à la hausse depuis, malgré la condamnation de la France par le Conseil d'Etat. Si le film met l'accent sur cet aspect des choses, on sent également à travers le rôle du caporal Abdelkader (Sami Bouajila), le seul lettré du groupe, monter le sentiment d'injustice et des réflexions qui expliquent sans doute les premières manifestations en faveur de l'indépendance. Le film aurait pu se terminer sur l'évocation de l'insurrection partie de Sétif, le 8 mai 1945 où les affrontements ont fait selon les historiens entre 8000 et 20 000 morts dont 103 Européens, événements toujours absents des livres d'histoire français. MB.

We feed the word

Erwin Wagenhofer
Allegrofilm-Helmut Grasser
(Vienne, Autriche) 2005

Ce film autrichien a battu les records d'entrées pour un documentaire dans son pays ! Au départ, Erwin Wagenhofer voulait simplement faire un reportage sur le grand marché au centre de Vienne. Il s'interroge alors sur l'origine des produits et va ainsi remonter la filière des tomates jusqu'aux champs de plastique d'Almería et El Ejido en Espagne où les conditions de travail sont épouvantables. Il se demande pourquoi il faut des tomates produites à 3000 km de là. Il se penche alors sur les autres produits "hors-saison" présents sur le marché et découvre ce qu'il appelle "la nourriture globale", celle qui vient de toutes les parties du monde. Il suit des pêcheurs bretons et compare pêche traditionnelle et pêche industrielle. Il découvre les poulets engraisés dans des élevages intensifs et nourris avec du soja transgénique en provenance du Brésil. Au Brésil, il découvre comment pour produire ce soja, on défriche la forêt amazonienne. Un poulet met seulement huit semaines du moment où l'œuf est incubé jusqu'au moment où il est mis en vente sur le marché viennois. Il filme un abattoir où passent 50 000 poulets par jour. Il interroge alors les grandes firmes alimentaires pour comprendre leur logique. Un responsable de Nestlé explique comment on peut faire du profit avec tout, même avec l'eau. Jean Ziegler, ancien député suisse, chargé de mission à l'ONU, qui intervient à plusieurs reprises, montre comment cette logique de privatisation est favorable à 1 milliard d'individus pendant que les 5 autres doivent se contenter des miettes. Il rappelle que si l'on était dans une logique de partage et de biens communs, la production agricole actuelle pourrait permettre de nourrir 12 milliards d'individus. Le film ne propose aucune morale : c'est à chacun d'aller faire ses courses et de choisir librement les produits de la mondialisation ou ceux des producteurs locaux.

Le titre du film reprend le slogan publicitaire de Pioneer, leader dans la vente des semences, promoteur des OGM. Le film sort en français en Suisse en janvier 2007, et en France ? FV.





Livres

gencives. L'écolo qui sommeille en nous se demande d'abord ce qu'il lit, sourit de plus en plus au fil des pages et se demande encore si l'ignoble auteur de ce fatras de réflexions a réussi ou non à avoir son diplôme. Un individu dangereux pour notre économie. Epuisez-lui son stock de livres, pour éviter la contagion. FV.

C. D.

Still ready

Condkoï

Ed. Crash disques
2005 - 13 titres

Il paraît qu'il y a des amateurs de musique punk. Pas de problème s'ils préfèrent cette diarrhée inaudible et hardcore, dont la plupart des titres sont en anglais (bizarre pour un groupe français), mais surtout qu'ils laissent les autres écouter de la musique, de la vraie. MJ.

Le réveil du versant oriental

Hydra

Ed. Folklore de la zone mondiale
2006 - 17 titres

Sur des airs de rap, de hip-hop, d'influence arabisante et d'Europe de l'Est, ce groupe transmet des messages multiculturels. Non seulement ils revendiquent leur appartenance à la civilisation orientale (l'appel *introducing* ou le *réveil du versant oublié*), mais, à travers des mélodies dansantes, ils entraînent le public dans une réflexion sur la mort (*enterrement sans foi*), la violence (*la raison de la prison*), ou l'exclusion (*exil d'avenir*). Dans cet opus, tout à tour engagé (*Genova 2001*) ou mélancolique (*le secret de la mer*), Hydra compose un mélange des genres très subtil, où se dégagent une émotion exquise et le souffle passionné de l'Orient. Leurs morceaux ressemblent à ces lieux magiques, aux senteurs enivrantes qu'on a du mal à quitter. MJ.



ENFANTS

Tongre

Yves Frémion

Ed. Le navire en pleine ville
(30170 Saint-Hippolyte-du-Fort)
2006 - 96 p. - 11,50 €



Dès 10 ans. Double grand prix de la jeunesse en 1983 (jury adulte et jury enfant), ce roman enfin réédité met en scène avec beaucoup de sensibilité des tongres, sortes de centaures à œil unique. Alors que l'on pense être en totale science-fiction, il amène progressivement les jeunes lecteurs à s'interroger sur des considérations fort humaines. MB.

La Terre se déchaîne

Sabine Rabourdin

Ed. La Martinière jeunesse
2006 - 112 p. - 11 €



Dès 13 ans. Cyclones, tsunamis, tremblements de terre, inondations... les catastrophes sont de plus en plus nombreuses. Certaines naturelles, d'autres moins. Une analyse des différents phénomènes avec un angle d'attaque rappelant les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, et souvent le manque de prévention. Plusieurs niveaux de lecture selon l'intérêt du lecteur grâce à de nombreux encarts. FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Agenda 2007 de la solidarité**, Ritimo, 2006, 160 p. 10 €. Réalisé conjointement par Frères des hommes, la Confédération paysanne, le CADTM, Peuples solidaires, la Ligue des droits de l'homme, Artisans du monde, Alternatives économiques, Demain le monde... cet agenda qui présente au long de ses pages des dates symboliques et entre chaque mois une thématique nord-sud, est disponible dans de nombreuses boutiques de commerce équitable, à Artisans du monde, etc.

■ **Agenda du Père Ubu 2007**, éd. HB (6, rue Sainte-Mary, 04300 Forcalquier), 2006, 160 p. 25 €. Chaque année sur un thème différent, un agenda très politique. Cette année, hommage à Alfred Jarry, créateur du Père Ubu, pour le centenaire de sa mort, avec des extraits de ses textes, illustrations et poèmes, d'interviews...

■ **Agenda 2007 Enfants révoltés**, éd. Les chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon cedex 1 et La bibliothèque de nulle part, 48, chemin de la Nerthe, 13016 Marseille, 2006, 128p. 5 € port compris. Les enfants révoltés deviennent des adolescents et pour la justice des mineurs. Après les révoltes de 2005 (loi Fillon, banlieues) et 2006 (CPE), une nouvelle loi sur la délinquance envisage de surveiller ces dangereux individus dès l'âge de trois ans. Un agenda qui rappelle les luttes passées et les réflexions sur ce sujet.

■ **L'alcool, entre illusion et réalité**, Bocampe, éd. de l'Escarboucle (CH-1401 Yverdon-les-Bains), 2006, 260 p. L'auteur a connu les joies et les malheurs de l'alcoolisme pendant 28 ans. Après une démarche pour s'arrêter, il se lance ici dans une analyse brillamment écrite sur le rôle de l'alcool dans la société, le pourquoi de l'attrait de certains pour une dépendance à l'alcool et la maladie qui en découle, l'alcoolisme. Loin des discours des associations anti-alcooliques et de la médecine, il essaie de parler vrai sur les hésitations, les errements, les recherches de celui qui boit et comment il peut trouver sa voie sans prendre le chemin de l'alcoolisme.

■ **Lettre à un ami analphabète**, Bocampe, éd. de l'Escarboucle (CH-1401 Yverdon-les-Bains), 2006, 172 p. Le même auteur que le livre précédent se penche cette fois sur son ancien travail d'éducateur au sein d'une institution accueillant des handicapés. Il rappelle que cette vision du handicap est toute relative. Nous sommes tous handicapés sur certains plans de notre vie ! Il n'est qu'observer les dépendances que nous choisissons et qui traduisent toutes une incapacité à vivre dans le réel. L'usage des télévisions, des ordinateurs, des téléphones portables... sont autant de dépendances qui traduisent notre mal de vivre. Pamphlet contre la mise en institution de personnes qui souvent ne présentent finalement que quelques autres différences.

■ **Les propagandes**, sous la direction d'Alexandre Dorna et Jean Quellien, coll. Psychologie politique, éd. L'Harmattan, 2006, 204 p. 20 €. La propagande est aujourd'hui plus diffuse que sous certains régimes. Elle s'infiltrait partout dans l'information, l'éducation, la publicité, les médias, le sport... Elle développe des pouvoirs qui dépassent les individus et les institutions. Des contributions sur certaines formes de propagandes d'hier et d'aujourd'hui.

■ **Menaces sur l'humanité**, Alain Grielen, éd. L'Harmattan, 2006, 64 p. 10,50 €. Depuis 1975, la richesse créée par l'ensemble des Français a augmenté de 80 % alors que pendant le même délai, le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter et le chômage a été multiplié par 16 touchant aujourd'hui un actif sur quatre ! Ceci ne peut s'expliquer que par le détournement de ces richesses par des puissances financières, et ceci au détriment de la démocratie ; autant dire que nous avons glissé discrètement sous une forme de dictature économique qui se traduit par une faillite générale qu'il s'agisse de la qualité de la vie ou de la survie de la planète. Un vibrant appel pour se mobiliser en faveur d'un retour à la démocratie, seule méthode permettant de protéger les plus faibles.

■ **Eduquer à la non-violence**, Bernard Paquereau, éd. Chronique sociale (Lyon), 2006, 128 p. 12,90 €. Ce livre commence par présenter une trentaine de figures de paix : cela va des plus connues (Gandhi, Martin Luther King) à d'autres qui le sont moins. Le choix est forcément subjectif... et donc discutable (Lech Walesa, président polonais réactionnaire, Corazon Aquino, présidente philippine déchu pour corruption...). Les textes de présentation en forme d'hommage laisseront sans doute dubitatif le jeune lecteur. Le dernier chapitre qui définit les mots rattachés à la non-violence est aussi trop concis. Une idée séduisante qui aurait nécessité un livre plus épais.

■ **Mémoires d'empire**, Romain Bertrand, éd. du Croquant (73340 Bellecombe-en-Bauges), 2006, 220 p. 18,50 €. L'adoption de la loi du 23 février 2005 qui parle du "rôle positif" de la colonisation française a provoqué une énorme polémique jusqu'à son abrogation. L'auteur, spécialiste de la politique de la période coloniale en Asie du Sud-Est analyse ici aussi bien les intentions des députés qui ont voté cette loi que celles des associations qui se sont mobilisées contre. Il fait un lien entre cette affaire, les émeutes de l'automne 2005, les relations franco-algériennes, la pose d'une stèle à la mémoire de l'OAS à Marignane et d'autres faits de l'actualité qui montrent une véritable "guerre de mémoire".

✉ **Courriers :**

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

📄 **Comptabilité - Abonnements :**

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

✉ **Rédaction :**

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

📄 **Stands, correspondants, dépositaires :**

04 78 39 55 33 lundi et mardi

10h-12h et 14h-17h

✉ **Virements bancaires :**

CCP 550 39 Y LYON

✉ **Distribution en Belgique :**

Brabant-Écologie - Route de Renipont, 33

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

✉ **Distribution en Suisse :**

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

tél : (41) 22 740 46 12

CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue autorisée, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4^e trimestre 2006

Tirage : 8300 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h

📞 04 78 39 55 33

Bureau : Jacques Caclin, Myriam

Cognard, Xavier Sérédine

Administrateurs : Alexandre Esteban,

Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE

Directeur de publication :

Jacques Caclin

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel

Bernard, René Hamm, Jean-Pierre Lepri,

Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo

Pucciarelli, Francis Vergier

Dessinateurs : Farine, Lasserpe

Correcteurs : Emmanuelle Pingault,

Sarah Martinez, Raymond Vignal,

Françoise Weité

Photographes : Act-Caritas, Olivier

Aubert- 1D photo, Anaïs Blanchard,

El Brujo, Marie Clem's, Béatrice Fessler,

Mimmo Pucciarelli, Pierre-Emmanuel

Weck - 1D photo

Et pour ce numéro : Marguerite Descamps,

Cécile Baudet, Dominique Belpomme,

Elsa Joyeux-Bouillon, Daniel Julien,

Eric Ledru, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Serge Mongeau, Mireille Oria,

Reine Rosset, Odile Tobner, Myriam

Travostino, Bernard Valette

Couverture : Silence - DR

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents 4 €

☐ **285-286 Isère**

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 4 €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**

Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. 4 €

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**

Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 4 €

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**

Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. 4 €

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte. Prommata, Équitable 4 €

☐ **337 Paris**

Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon. l'UPF. la Piñata. 4 €

Autres numéros

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**

40 pages réalisées par les lecteurs... . . . 4 €

☐ **310 Nature politique de l'écologie**

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin 4 €

☐ **311 OGM Violence marchande**

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

☐ **314 Le réseau REPAS**

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. 4 €

☐ **315 Décroissance et non-violence**

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires 4 €

☐ **316 Réflexions fêtes**

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio 4 €

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**

Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération 4 €

☐ **320 Ecologie et cultures alternatives**

Pétrole et géologie politique. Finances : banque transparente. Bureautique et économies d'énergie 4 €

☐ **323 L'écologie au quotidien**

Soins par les abeilles. Diminuer notre vouloir d'achat. Vers une Europe militaire ! 4 €

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**

Bio et écologie. Du vent sur la maison qui brûle. Pile à combustible 4 €

☐ **327 De nos [in]cohérences**

REPAS : les Nouveaux Robinson. Énergie : L'éolien détrône le nucléaire 4 €

☐ **328 Décroissance, social et emploi**

Téléphone portable. Économie alternative : Perche Activités, La Péniche 4 €

☐ **329 Désobéissance civique**

Ecozac à Paris. La maison de l'Écologie de Lyon. Téléphone portable (2) 4 €

☐ **330 Des entreprises solidaires**

Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance 4 €

☐ **332 Créons des médias alternatifs**

Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volontaires. Auroville : une utopie en marche. 4 €

☐ **334 Terre, terroir, territoire**

Tchernobyl : des enfants dans la tourmente. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique 4 €

☐ **335 Résistances à la Françafrique**

Capitalisme : sauver la gratuité ? Rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci ! 4 €

☐ **336 Décroissance : penser la transition**

Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE. 4 €

☐ **338 Technologies contre autonomie**

Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox. 4 €

☐ **339 Handicap et alternatives**

Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Paris : Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé. 4 €

☐ **340 Pour des innovations frugales**

Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le Café du soleil - OK Chorale 4 €

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3€ frais de port)

S'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	15 €
☐ Particulier 1 an	40 €
☐ Institution 1 an	80 €
☐ Soutien 1 an	50 € et +
☐ Petit futé 2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an 100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an 150 €
☐ Petit budget	1 an 25 €

Suisse

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	25 FS
☐ Particulier 1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	22 €
☐ Particulier 1 an	55 €
☐ Institution 1 an	100 €
☐ Soutien 1 an	60 € et +
☐ Petit futé 2 ans	85 €
☐ Petit budget 1 an	35 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Écologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain tél : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4





Livres

Tchernobyl,

Cachez ce nuage que je ne saurais voir

Jean-Michel Jacquemin-Raffestin - Ed. Guy-Trédaniel
2006 - 390 p. - 20 €

Le crime de Tchernobyl

Wladimir Tchertkoff - Ed. Actes Sud - 2006 - 718 p. - 25 €

La philosophie de ma vie

Youri Bandazhevsky - Ed. Jean-Claude-Gawsewitch
2006 - 318 p. - 21 €

Atomic Park

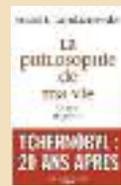
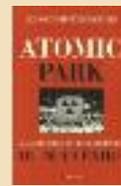
A la recherche des victimes du nucléaire

Jean-Philippe Desbordes - Ed. Actes Sud
2006 - 516 p. - 23,90 €

Sans danger immédiat

L'avenir de l'humanité sur une planète radioactive

Rosalie Bertell - Ed. La pleine Lune (Québec)



Tchernobyl, cachez ce nuage que je ne saurais voir est le quatrième ouvrage sur Tchernobyl pour Jean-Michel Jacquemin-Raffestin, toujours autour du même axe : accumuler les preuves des mensonges sur la situation en France, donner les noms des res-

pensables, demander que cesse le dénigrement officiel. Dans un style journalistique, il donne ici de larges témoignages de la situation en Corse au moment du passage du nuage (deux avions ont été détournés pour éviter le nuage, bien identifié par Météo-

France !), liste la liste des procédures judiciaires en cours et explore le chemin qu'il reste à parcourir pour qu'un jour la vérité soit faite... car aujourd'hui encore, en Corse et sur l'est de la France, nous sommes toujours exposés aux retombées de césium. Wladimir Tchertkoff, journaliste de télévision, d'origine russe et de nationalité italienne, a déjà réalisé cinq documentaires sur Tchernobyl. Dans *Le crime de Tchernobyl*, il donne la parole à ceux qui vivent sur place, témoignages de ceux qui jour après jour accumulent les doses de radioactivité. Il retranscrit également des débats scientifiques dans des colloques internationaux où s'affrontent les médecins craintifs sur les suites de l'accident et ceux qui, à la botte du lobby nucléaire, essaient de faire croire que les malades d'aujourd'hui le sont de manière psychologique. Un témoignage d'autant plus fort que l'on y croise régulièrement des spécialistes français, spécialistes de la désinformation.

Si Wladimir Tchertkoff consacre de longues pages à l'affaire Youri Bandazhevsky, on lira avec intérêt le témoignage de ce brillant médecin qui vient de sortir de sa prison biélorusse, accusé fausse-

ment de pots-de-vin pour mettre un terme à ses recherches. Dans *La philosophie de ma vie*, il publie son itinéraire, son journal de prison et ses principaux articles scientifiques, notamment sur le lien qu'il a établi entre la fixation du césium radioactif et les problèmes cardiaques. Si la première partie est facile et passionnante à lire, pour les études médicales, c'est d'un niveau plus ardu. Avec *Atomic Park*, Jean-Philippe Desbordes, autre journaliste, élargit le débat en se posant la question plus générale des victimes du nucléaire, tant militaire que civil. Si l'ouvrage regorge d'informations inédites piochées dans des milieux bien différents (des services secrets aux bilans syndicaux en passant par les archives militaires et de mystérieux informateurs), le résultat n'est pas très probant, on voit bien les différentes catégories de victimes, mais cela manque un peu d'analyses. Et où sont les malades de la thyroïde ? La réédition de *Sans danger immédiat* de Rosalie Bertell, prix Nobel alternatif en 1986, publié la première fois en 1985 aux Etats-Unis, en 1988 en français, réédité et réactualisé au Québec en septembre 2005 est plus explicite. MB.

Végétariens & BIO

Végétariens Magazine

LA REVUE DES BIO ET DES VÉGÉTARIENS

Comment manger végétarien sans carences

160 adresses de restaurants végétariens

Un président européen est végétarien

New York, le paradis des herbivores

NOUVEAU

L 1807 F F 365 #

NOUVEAU

chaque mois l'univers végétarien et bio chez votre marchand de journaux